

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA
BOULANGERIE MUNICIPALE
DE CATANE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le 22 Décembre 1907, à 2 heures

PAR

Pierre MARS

Examineurs : {

lent : M. JAY.

Suffragants {

M. SOUCHON.

M. TRUCHY.



ORLÉANS

IMPRIMERIE FRANZ SERRIER

36, rue Xaintrailles, 36

1907

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA
BOULANGERIE MUNICIPALE
DE CATANE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le 21 Décembre 1907, à 2 heures

PAR

Pierre MARS

Examineurs :

Président : M. JAY.

Suffragants { M. SOUCHON.
M. TRUCHY.



ORLÉANS

IMPRIMERIE FRANZ SERRIER

36, rue Xaintrilles, 36

—
1907



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LA BOULANGERIE MUNICIPALE DE CATANE

INTRODUCTION

S'il est vrai que l'intervention des pouvoirs publics doive se faire sentir dans les cas où la concurrence engendre des résultats dangereux pour la sécurité ou l'hygiène publique, peu d'industries nous semblent autoriser aussi clairement que l'industrie du pain cette intervention.

Un vieil ouvrier boulanger nous disait un jour : « Si la Commission d'hygiène de Paris ordonnait une inspection de nos boulangeries, elle se verrait obligée d'en fermer la moitié, tant elles sont loin de répondre aux exigences les plus élémentaires de l'hygiène publique. »

Et en effet, il n'y a pas d'industrie qui soit, autant que celle du pain, restée en marge de tout progrès et qui réclame de plus complète et plus urgente réforme.

Vieille de bien des siècles, elle semble avoir tenu à conserver, jusque dans son mode de production, le

cachet de son antiquité même. A bien peu de choses près, nous fabriquons encore le pain de la même façon que les Hébreux, les Grecs ou les Romains.

N'est-ce pas une observation curieuse que cette industrie, qui fut une des premières où la machine vint remplacer le travail à la main, soit aussi une de celles qui ait conservé les procédés de fabrication les plus routiniers et les plus insalubres ? Ce fut, en effet, pour faciliter le dur travail de la transformation du grain en farine, travail si rude qu'on en avait fait une pénalité, — n'était-on pas condamner à tourner la meule ? — que fut construit le moulin, cette machine qui, la première, utilisa les forces de la nature pour remplacer le travail de l'homme : mais, depuis lors, sauf l'application de la vapeur au moulin, on cherche en vain les améliorations apportées dans les conditions du travail ou les progrès réalisés dans la fabrication du pain.

Et encore si nous avons pu trouver dans la première opération de la panification, la mouture du grain, qu'un grand progrès avait été réalisé à la suite de l'invention du moulin, et de la vapeur ensuite, nous ne pouvons pas, dans les deux autres, en découvrir autant.

Ces deux opérations du pétrissage et de la cuisson qui sont plus proprement celles du boulanger, ont bien peu changé depuis les temps anciens. Encore aujourd'hui le travail du pétrissage où l'ouvrier mélange la farine avec l'eau et le levain, et celui de la cuisson où, ruisselant de sueur et à demi nu, il surveille l'immense

brasier où cuit sa fournée de pain, sont bien parmi les plus pénibles et les plus dégoûtants qu'on puisse concevoir.

Dangereuses pour l'ouvrier, les conditions de travail de l'industrie du pain le sont aussi pour le consommateur ; car, indépendamment des nombreuses altérations ou falsifications plus ou moins nocives que les boulangers font subir à la pâte, les ouvriers sont souvent atteints de maladies contagieuses qui peuvent se transmettre au consommateur et constituent pour lui un péril certain.

Et cependant ce travail ne pourrait-il pas être pratiqué dans de meilleures conditions ? Assurément oui ! et depuis quelques années des pétrins mécaniques ont été inventés, qui auraient pu faire disparaître l'usage des anciennes meules.

Quelques grandes boulangeries, comme l'usine Schweitzer, à Paris, la coopérative de Roubaix, le Vooruit de Gand ou celle de Bergame, en Italie, etc..., ont bien adopté ces nouveaux procédés de fabrication ; mais ce sont là de très rares exceptions, et on peut dire que, d'une façon générale, ces améliorations n'ont pas été réalisées dans l'industrie de la boulangerie.

La routine des patrons boulangers, et aussi souvent les exigences de consommateurs peu conscients de leurs responsabilités et même de leurs véritables intérêts, sont deux causes de cette situation : mais la raison profonde en est ailleurs et celle qui nous semble

l'expliquer vraiment en est dans le régime même sous lequel vit l'industrie de la boulangerie : régime de la petite industrie, morcelée et anarchique.

Chaque habitant ne fabrique plus, comme autrefois, le pain pour sa famille, quoique cela existe encore dans un grand nombre de campagnes, en particulier en Italie, mais, dans les villes, le nombre des boulangeries est énorme, et la boulangerie est, avec les débits de vin, l'industrie qui compte le plus de représentants proportionnellement au nombre d'habitants.

En 1870, il y avait à Paris un boulanger pour 2.000 habitants ; en 1890, il y en a un pour 1.500. A Lyon, un pour 500, à Saint-Étienne, un pour 380. La moyenne pour la France est de un boulanger pour 500 habitants. Celle de l'Italie est plus basse encore : elle est de un pour 400.

C'est que cette industrie garde toujours un certain caractère d'industrie domestique.

Le pain est un aliment qui s'altère rapidement : il doit être produit à proximité du consommateur ; chaque boulanger a donc ses clients qui sont ses voisins, dont il connaît les goûts et les exigences qu'il s'efforce de satisfaire ; il est obligé de bien les connaître, car souvent il leur fait le crédit : le service du portage à domicile se trouve facilité par suite de cette proximité et le consommateur n'a pas à attendre son pain.

Il existe donc de ce fait entre le consommateur et le boulanger des liens que l'on ne retrouve pas dans les

autres industries et qui constituent le plus gros obstacle à l'amélioration des procédés de fabrication et à la naissance de la grande industrie dans ce domaine.

Pour remédier à cette situation lamentable et dange-reuse, bien des remèdes ont été proposés.

Kropotkine (1) voulait que le service du pain gratuit fût assuré par les municipalités ; un grand industriel autrichien Till (2), et un autre de ses compatriotes, le baron Weichs Glon (3) proposaient que le service de la boulangerie fût étatisé, autant d'ailleurs pour remédier aux inconvénients que nous avons vus, que pour fournir une solution à la crise de l'agriculture nationale qui aurait trouvé là un excellent débouché.

Depuis quelque temps, des tentatives intéressantes ont été faites pour échapper à tous ces inconvénients de la petite industrie et pour instaurer des procédés de fabrication plus rationnels et nouveaux.

Ce sont d'une part certaines entreprises privées, qui ont commencé la lutte ; ce sont, d'autre part, les municipalités ; certaines d'entre elles se sont contentées de régler les conditions de travail et d'hygiène dans les boulangeries, d'autres allant plus loin, ont fondé des boulangeries gérées directement par elles.

Il en existe quelques-unes en Angleterre et en Italie.

(1) Kropotkine. *Le pain gratuit*.

(2) Till. *Revue d'économie politique*, avril 1897.

(3) Weichs Glon. *Revue d'économie politique*, octobre-novembre 1897.

De leur côté, les consommateurs ont tenté aussi de prendre conscience de leurs droits et de leurs intérêts, en fondant des boulangeries coopératives. Il en existait 651 en France en 1905 ; il en existe un grand nombre, particulièrement en Angleterre et en Italie.

Ce n'est pas notre but de rechercher toutes les initiatives prises par les municipalités ou les coopératives ; notre ambition a été moindre, et, ayant appris qu'il existait, en Sicile, une ville où ces trois modes de production, la petite production, la production municipale et la production associée, avaient co-existé pendant quelque temps, nous avons résolu d'aller en étudier sur place le fonctionnement. Et c'est seulement le résultat de ces recherches que nous avons faites à Catane, auprès des patrons et ouvriers boulangers, des consommateurs, du maire et du directeur de la coopérative, qui constitue l'objet de cette thèse.

Il nous a semblé intéressant d'étudier le régime de la boulangerie dans une ville où la grande industrie était venue lutter contre la petite ; intéressant aussi d'étudier les conditions de la lutte, car ce fut à Catane une véritable lutte, entre ces deux institutions, la municipale et la coopérative, qui représentent deux grandes écoles modernes, l'école socialiste qui confie à l'État le soin de faire le bonheur du peuple sans lui et au besoin même contre lui, et l'école coopératiste qui demande aux individus d'être les propres artisans de leur bien-être.

Ce n'est pas un plaidoyer en faveur de l'une ou de l'autre de ces écoles que nous prétendons faire ici : nous avons essayé au contraire de faire un travail aussi objectif et impartial que possible, nous contentant de raconter ce que nous avons vu nous-mêmes, et tâchant de remettre les institutions dans l'ambiant où elles se sont développées, mettant aussi à profit les travaux que d'autres avaient pu faire avant nous sur la question.

C'est dans l'intention de faire la monographie des institutions de la ville de Catane, en ce domaine, que nous sommes allés en Sicile, et nullement dans celle de faire un réquisitoire ou un plaidoyer.

Ayant jeté un rapide coup d'œil sur le régime de la petite industrie du pain à Catane, nous ferons l'histoire des deux boulangeries municipales et coopératives, nous en étudierons le fonctionnement et les résultats : résultats pour les consommateurs, pour la commune et pour les ouvriers.

CHAPITRE I^{er}

Son histoire.

Il nous a semblé nécessaire, avant d'entreprendre cette étude, d'exposer brièvement l'état de la ville dans laquelle vont se dérouler les événements que nous allons raconter, de replacer en quelque sorte les institutions dans le cadre même où elles se sont créées et développées.

Catane est une ville importante, la plus importante de Sicile après Palerme — 160,000 habitants — mais pauvre. On y trouve les restes encore nombreux d'une très vieille aristocratie, riche et inoccupée ; c'est elle qui possède la plus grande partie des terres de l'île : mais elle en a confié la garde et l'entretien à des gérants qui, à l'exemple de nos anciens fermiers-généraux, ne cherchent qu'à tirer les plus gros profits de leurs charges en exploitant arbitrairement les paysans. Très jalouse de ses titres et de ses privilèges, cette aristocratie forme une classe à part ; elle est au demeurant assez généreuse.

Des fabriques de meubles et de terre cuite y font vivre une population ouvrière nombreuse, mais très pauvre : l'ouvrier de Catane, comme en général tous

les travailleurs italiens, est sobre : il vit avec 0 fr. 40 ou 0 fr. 50 par jour.

Durant tout mon séjour dans la ville, je n'ai pas rencontré un seul ivrogne ; les familles de six et sept enfants n'y sont pas rares ; aussi tous les ans, un grand nombre de jeunes gens émigrent-ils en Amérique et encore plus en Tunisie, où l'ouvrier Sicilien est très recherché pour sa force de résistance et sa sobriété.

Il est difficile de se faire une idée de l'état de saleté dans lequel sont les maisons, et de celui où les habitants des quartiers pauvres consentent à vivre eux-mêmes.

L'instruction y est très peu développée, et bien que la dernière municipalité ait pris quelques mesures pour enrayer le mal, les illettrés y sont dans une proportion de 60 0/0 et il y a un grand nombre d'idiots.

Au point de vue politique, point de vue qui nous intéresse plus spécialement parce qu'il jouera un grand rôle dans la municipalisation du pain, la ville est divisée en deux grands partis qui se combattent avec acharnement : le parti populaire, socialiste, et le parti monarchique constitutionnel, tous deux représentés à la Chambre par un député, M. de Felice pour le premier, M. le professeur Carnazza pour le second. L'âpreté de la lutte entre les deux partis est une des caractéristiques de cette ville d'Italie, où en général, la lutte politique est loin d'avoir la même intensité.

La grande majorité des habitants est catholique, mais il n'est pas rare de trouver des ouvriers catho-

liques qui donnent leurs voix au candidat socialiste et, au contraire, des anticléricaux ou des libres penseurs qui votent pour le candidat constitutionnel.

Chaque parti a ses chefs qu'il suit aveuglément, sans essayer d'exercer aucun contrôle, et comme en général les plus honnêtes et les plus capables se tiennent à l'écart des fonctions publiques, il en résulte que celles-ci sont occupées par des gens qui se soucient peu de l'intérêt général du pays ou de la cité. De là découlent ces deux maux : le mauvais état des finances communales et surtout « l'affarismo » ou tripotage, si bien que le pouvoir actuel est obligé assez souvent de procéder à des enquêtes sur la gestion de ces fonctionnaires peu scrupuleux, et que celles-ci ont révélé souvent les plus lamentables situations, comme nous aurons occasion de le voir au cours même de cette étude.

Jusqu'en 1902, le parti monarchique constitutionnel avait occupé la mairie, lorsque, le 12 juillet de cette année-là, à la suite de la dissolution du Conseil communal par ordre du gouvernement, arriva au pouvoir le parti populaire ayant à sa tête M. de Felice, député de Catane depuis près de dix ans, homme énergique et volontaire, mais très sympathique et tout dévoué à la cause des ouvriers. La qualité de député étant incompatible avec celle du maire, ses collègues l'élirent pro-syndic, laissant vacant le poste de syndic, lui confiant ainsi en fait la direction des affaires de la commune.

Au nombre des réformes contenues dans le programme de la nouvelle administration communale, se trouvait la municipalisation de diverses industries : l'eau, le gaz, la laiterie ; on y parlait même de louage direct des terrains communaux aux citoyens associés (1). La municipalisation de la boulangerie n'y était pas indiquée : mais, élue principalement avec l'aide des ouvriers boulangers, la municipalité devait se trouver amenée naturellement à la réaliser avant toutes les autres. M. de Felice, le nouveau maire, était en même temps président de la Société des ouvriers boulangers, et ceux-ci, désireux de voir mettre fin à un conflit qui existait depuis longtemps avec leurs patrons, avaient mis en lui toute leur espérance.

Il nous faut voir tout d'abord les causes de ce conflit.

De même qu'en France la loi du 22 juillet 1791 autorise le maire à taxer le prix du pain, de même celui-ci, en Italie, a le droit d'établir un « calmière ». C'était un tarif des prix du pain imposé par l'autorité municipale, sur l'avis bi-mensuel d'une commission instituée par la commune, la Commission de l'annone, et dont, par une singulière anomalie, ne faisait partie aucun représentant des boulangers. Le but de ce calmière était d'empêcher l'élévation du prix du pain qui aurait pu résulter d'une entente entre les patrons boulangers coalisés.

(1) Lettre de M. de Felice, annexée à l'enquête de 1904.

Ce but n'était d'ailleurs généralement pas atteint, parce que les boulangers se rattrapaient des prix qui leur étaient imposés en employant des farines médiocres et en fournissant un pain de mauvaise qualité.

L'établissement du calmière était l'occasion des récriminations des patrons boulangers contre la commune, et de différends fréquents avec les revendeurs au sujet de l'agio de revente, et enfin, inconvénient encore plus grave, il donnait lieu à des conflits perpétuels entre les patrons et les ouvriers au sujet du salaire.

Groupés en un syndicat puissant qui les obligeait à maintenir certaines conditions de vente, et d'autre part empêchés par le calmière d'établir ces prix de vente à leur gré, les 70 patrons boulangers se dédommageaient en imposant à leurs ouvriers des conditions de travail très dures.

Ceux-ci, au contraire, sans organisation stable, surmenés par des journées de 15 et 16 heures dans des locaux malsains et humides, étaient forcés par la faim d'accepter des salaires de 1 fr. 95 à 2 fr. 25, suivant les heures de travail.

Le calmière existant alors avait été établi sur les bases d'un « scandaglio pratico » ou calcul du prix de revient du pain qui servait à fixer les prix de vente, de 1884 (1).

(1) Le scandaglio était d'un usage très vieux en Sicile. Le professeur Mosca, dans une étude faite dans *La Lettura*, sur la municipalisation du pain à Palerme aux xvii^e et xviii^e siècles, en dit ceci : « Chaque année a lieu en Sicile l'établissement du scandaglio, c'est-à-dire le

C'était là une mesure annonaire, qui, comme l'a fait remarquer M. Gaucheron (1), contenait déjà un germe de socialisation.

« Comment, en effet, si l'on admet la taxe du pain
« par la municipalité, ne pas admettre, comme une
« conséquence nécessaire, la fourniture directe, le jour
« où l'industrie privée se déclarera incapable d'assurer
« cette fourniture au prix qui lui sera imposé ? » Et
c'est là ce qui devait arriver à Catane.

Après 1884, les patrons boulangers, prétendant que les propriétaires des moulins à vapeur, coalisés, maintenaient un prix trop élevé des farines, demandèrent que la fixation du prix du pain fût faite par les scandagli, non plus sur le prix du blé, comme elle l'était avant, mais sur celui des farines : prétention assez naturelle, et qui fut admise par la municipalité ; désormais le prix du pain, remanié tous les quinze jours par la Commission de l'annone, fut établi en tenant compte du prix des farines et non du grain. En 1898, les prix établis avaient été les suivants pour la première et la deuxième qualité de pain (2) :

« calcul qui établit si la production du blé dépasse les besoins de la
« consommation intérieure de l'île, ou si elle permet l'exportation, et
« en ce cas le calcul de ce qu'on peut exporter sans danger. » Le but
avait un peu changé depuis, puisqu'il tendait à la fixation du prix du
pain afin d'éviter une évaluation exagérée de la part des particuliers.

(1) Maurice Gaucheron. *L'œuvre économique des municipalités*, thèse 1906, p. 419.

(2) Maurice Gaucheron. *Tableau des prix du pain*, p. 57.

Mois	Qualités		Mois	Qualités	
	1 ^{re}	2 ^e		1 ^{re}	2 ^e
Janvier	0 ^f 40	0 ^f 32	Juillet	0 ^f 34	0 ^f 28
Février	0 40	0 32	Août	0 36	0 30
Mars	0 40	0 32	Septembre	0 36	0 30
Avril	0 42	0 34	Octobre	0 38	0 34
Mai	0 42	0 36	Novembre	0 40	0 33
Juin	0 39	0 33	Décembre	0 38	0 33

Soit une moyenne de 0 fr. 380 pour 1 kilogramme de pain pendant l'année 1898.

En juillet 1899, une élévation de la taxe du prix du pain permit aux ouvriers de faire relever un peu les salaires. La moyenne de ces prix avait été de 0.398 (1).

Mais le tarif n'avait pas été respecté par les patrons, et le mécontentement augmenta chez les ouvriers boulangers : mécontentement qui s'explique plus facilement quand on connaît les tristes conditions de travail qui étaient imposées aux ouvriers.

Il est nécessaire pour cela de savoir comment était exercée l'industrie du pain à Catane. M. Tenerelli va nous l'apprendre. « Les boulangers qui étaient au nombre de 70 vendaient le pain pour la plupart directement aux consommateurs dans les locaux mêmes où se trouvaient les fours : d'aucuns en vendaient une partie par l'intermédiaire des revendeurs

(1) *Tableau des prix du pain*, p. 64.

« auxquels ils accordaient un léger escompte. Chaque
« boulanger avait sa clientèle spéciale, qui, surtout à
« cause de l'avantage dont elle jouissait de la fraîcheur
« absolue du produit ne se résignait que rarement et
« avec difficultés à changer de fournisseurs. »

« Il existait des boutiques vraiment séculaires, trans-
« mises de génération en génération qui faisaient aussi
« le crédit à certaine classe de consommateurs. Le tra-
« vail du produit exécuté manuellement, se faisait dans
« des conditions tristes et antihygiéniques, pour le plus
« grand détriment des ouvriers et des consomma-
« teurs (1). »

Quant au travail de panification voici ce qu'en dit
M. de Felice : « L'antique système de panification
était antihygiénique : les fours étaient de vrais antres
obscurs, sales, humides : le pain était fait souvent par
des ouvriers atteints de maladies contagieuses, et sou-
vent les fours étaient près des cabinets » (2).

C'était le régime de la petite industrie avec toutes ses
conséquences.

Pour abaisser encore le coût de production, déjà très
bas cependant, étant donné l'état préhistorique de
cette industrie, les patrons employaient au travail tous
les membres de leur famille y compris les femmes, les
vieillards et les enfants ; ceux-ci en particulier étaient

(1) Tenerelli. *La municipalisation du pain à Catane 1905*, p. 19.

(2) *Il Tempo*. Interview de M. de Felice, 23 janvier 1905.

chargés du portage du pain à domicile qui ne coûtait rien de cette façon.

De 1900 à 1902, il y eut des grèves continuelles ; mais la misère et l'inorganisation des ouvriers ne leur permettaient pas de longs chômages, et pressés par la faim, ils étaient vite contraints de céder. Toute agitation n'avait guère d'autre résultat que d'augmenter la mauvaise humeur des patrons boulangers. Ceux-ci en étaient presque arrivés à se passer complètement des ouvriers en leur substituant des enfants qu'ils payaient à des prix de 0 fr. 75 et 0 fr. 80 par jour.

Il y avait donc de ce fait un grand nombre de chômeurs ; aussi la suppression du chômage était-elle, avec l'élévation des salaires, une des principales revendications des ouvriers boulangers.

En 1900, une boulangerie vaste et perfectionnée avait été construite par M. Prinzi, propriétaire d'une grande minoterie de la ville. On n'y fabriquait qu'un pain de luxe pour une petite partie de la population : elle était encore loin de répondre aux exigences du progrès et de l'hygiène : les instruments mécaniques y étaient rares ; elle ne possédait qu'un seul pétrin mécanique, et n'avait que des fours chauffés au bois ; mais l'installation intérieure, en particulier au point de vue de l'aération, y était de beaucoup supérieure à celle des autres boulangeries. Ce n'était d'ailleurs pas dans l'intention d'améliorer la condition des ouvriers boulangers que M. Prinzi avait fait construire cet établissement. Il n'y

avait été poussé que par le désir d'exercer une forte pression sur les autres boulangers, en les obligeant à acheter les farines de sa minoterie. Une fois ce résultat obtenu, il ferma l'établissement qui allait ainsi se trouver vacant et tout prêt à servir de champs d'expérience aux désirs de municipalisation du pro-syndic.

A peine la nouvelle municipalité était-elle arrivée au pouvoir que les ouvriers boulangers lui rappelèrent que c'était grâce à eux qu'elle y était parvenue ; ils lui envoyèrent un mémoire exposant leurs doléances, et en menaçant de faire grève, priaient le pro-syndic de négocier pour eux avec les patrons.

Il réclamaient l'amélioration de leur sort et l'établissement d'un tour de travail qui leur permit d'être employé sinon tout le temps, du moins à des intervalles réglés.

Le pro-syndic se mit donc en rapport avec les patrons ; mais ceux-ci déclarèrent ne pas accepter la discussion et demandèrent au contraire une révision du tarif de 1884 pour élever le prix du pain.

Déjà assez peu favorablement disposé envers les patrons boulangers, ses adversaires politiques, le pro-syndic accueillit avec dépit cette réponse.

Il leur fit savoir cependant qu'il acceptait la révision du tarif en vigueur ; mais c'était avec l'idée, au lieu de relever les prix, de les rabaisser au contraire de 0 fr. 02 le kilogramme.

Ils étaient les suivants pour la première quinzaine d'août 1902 :

1 ^{re} qualité.		0 ^f 40	le kilogramme.
2 ^e	—	0 32	—
3 ^e	—	0 26	—

Ils furent portés pour la seconde quinzaine à :

1 ^{re} qualité.		0 ^f 38	le kilogramme.
2 ^e	—	0 30	—
3 ^e	—	0 24	—

Cette baisse de prix était-elle justifiée autrement que par les désirs du pro-syndic ? Il ne semble pas. Ni les prix de la main-d'œuvre, ni ceux de la matière première n'avaient diminué. Les premiers au contraire étaient sans cesse menacés de hausse, et les seconds, s'ils avaient diminué quelque peu, ne justifiaient pas cette baisse de 0 fr. 02 par kilogramme. En effet en juillet le prix moyen de la farine Taganrok première qualité avait été de 32 francs le quintal et en août 31 fr. 75, soit une réduction de 0 fr. 25 seulement par 100 kilogrammes. Celui de la farine Taganrok deuxième qualité de 25 fr. 50 le quintal en juillet, était à 25 francs en août, soit une réduction de 0 fr. 50 par quintal, ce qui ne peut expliquer la réduction de 2 livres par 100 kilogrammes de pain, d'un mois à l'autre.

Cette mesure sembla, non sans quelque raison, aux patrons boulangers une provocation : ils déclarèrent qu'il n'accepteraient pas ce nouveau tarif et qu'ils ne pourraient continuer leur industrie dans ces conditions.

Malgré cela, le tarif fut confirmé pour la première quinzaine de septembre.

Désireux de ne pas recourir immédiatement à la mesure radicale de la fermeture de leurs fours, les patrons usèrent d'expédients. Ils essayèrent d'abord de se rattraper sur la qualité du pain ; puis ils cessèrent de fournir les petits revendeurs qu'ils approvisionnaient chaque matin moyennant un droit de revente de 5 0/0.

Mais cela ne fit qu'envenimer les choses, et leur situation devenait tous les jours plus critique. D'une part ils étaient en but aux récriminations incessantes des habitants qui se plaignaient de la qualité du pain, de l'autre ils étaient menacés par une administration communale très hostile à leur égard. Enfin le conflit avec les ouvriers s'aggravait de jour en jour.

Ils envoyèrent alors au pro-syndic un ultimatum déclarant catégoriquement que si les prix anciens n'étaient pas rétablis et l'agitation des ouvriers apaisée, ils se décideraient à fermer leurs fours. Il se déclaraient prêts cependant à accepter un tarif nouveau et plus rationnel (celui de 1884 étant un peu vieux) et ils ajoutaient qu'ils seraient heureux de voir la commune exploiter elle-même, concurremment avec eux, une boulangerie de comparaison.

Après quelque temps d'hésitation, le Conseil communal accepta de faire cesser le tarif de 1884 et décida d'en faire établir un nouveau.

De leur côté les ouvriers avaient décidé de se soumettre au nouveau tarif et d'accepter à l'avance les salaires qui leur seraient alloués par lui.

Le conflit semblait donc en voie de s'apaiser lorsqu'une difficulté de détail vint tout remettre en question et le faire rouvrir dans toute son acuité.

La Commission, chargée d'établir le nouveau tarif, ayant décidé de prendre pour base de ses évaluations le prix du blé et non celui des farines et le prix de mouture dans un moulin à eau, au lieu d'un moulin à vapeur, les patrons boulangers, par la voix de leur président, le sieur Messina, protestèrent.

Obligés de faire moudre le grain dans des moulins à vapeur, ils déclarèrent ne pouvoir accepter un tarif établi d'après un coût de production beaucoup moindre que le prix réel. Ils ne prendraient pas part aux opérations de la Commission auxquelles ils avaient été conviés.

Celle-ci, composée des seuls amis du pro-syndic, se mit donc à l'œuvre le 24 septembre 1902, et tout en attribuant un salaire de 2 fr. 10 par fournée aux ouvriers, salaire que ceux-ci demandaient, elle concluait à une réduction nouvelle des prix de 0 fr. 01 par kilogramme.

Ces conclusions rendues publiques, les patrons boulangers refusèrent de les accepter, et le 3 octobre, les tarifs en vigueur au mois d'août ayant été confirmés pour la première quinzaine d'octobre, ils firent parvenir au pro-syndic, par ministère d'huissier, une déclai-

ration où ils se disaient prêts à fermer leurs fours si le tarif n'était pas augmenté.

Cette menace n'était pas faite pour troubler le calme de M. de Felice ; déjà, dans plusieurs réunions qu'il avait eues avec les patrons, il les avait menacés de municipaliser leur industrie : « C'est là, leur avait-il dit souvent, un service qui rentre bien dans les attributions d'une commune moderne. »

La grève des ouvriers vint lui permettre de mettre son plan à exécution.

Au surplus le municipe n'était-il pas dans une situation telle qu'il se trouvait presque naturellement amené à gérer lui-même directement cette industrie ?

D'un côté les patrons boulangers menaçant de fermer leurs fours ; de l'autre les ouvriers en grève ; n'était-ce pas là un de ces cas où il est du devoir strict d'une commune d'assurer elle-même ce service d'intérêt général de la fabrication du pain ?

Le 14 octobre 1902, dans une grande réunion des ouvriers boulangers, M. de Felice annonça son intention bien arrêtée de municipaliser le service de la boulangerie.

Un grand enthousiasme accueillit cette proposition, et les ouvriers sortirent de la réunion en acclamant le pro-syndic et en chantant l'hymne des travailleurs.

Le soir même, le Conseil communal réuni d'urgence, s'appuyant sur l'article 151 de la loi communale et provinciale du 4 mai 1898, décidait à l'unanimité de louer

l'établissement de M. Prinzi, inoccupé et tout prêt à fonctionner, et d'autre part intimait l'ordre aux patrons boulangers de mettre leurs fours à la disposition du municipe, celui-ci s'obligeant à leur en payer la location.

Deux Commissions étaient nommées : l'une ayant les attributions financières, l'autre les attributions administratives et chargées toutes deux de pourvoir aux premières exigences de la nouvelle industrie municipale. Un crédit de 10.000 francs était ouvert pour parer aux dépenses de première installation.

Cependant, le délai imposé par la loi aux patrons boulangers, entre la menace de fermer leurs fours et sa mise à exécution possible, expirait le 17 octobre à minuit.

La ville aurait-elle du pain le lendemain matin ?

Nous empruntons ici à M. Cicero le récit des événements.

« La 17, au soir, l'autorité municipale, qu'une seconde déclaration des patrons n'était pas arrivée à persuader, fit réquisitionner les fours qui lui convenaient : elle en choisit 22 sur 67, outre l'établissement Prinzi qui en possédait douze. Commencée le 17 au soir, l'opération de l'occupation des fours se prolongea jusqu'aux premières heures du 18 et le pain manqua en ville ce matin là.

« Ayant pris possession des fours qui lui convenaient, et cela par un arrêté du pro-syndic pris au nom de salut public, l'autorité assigna à chaque four une équipe de

huit ouvriers, un surveillant et un garde municipal à qui fut confié la responsabilité de la production et de la distribution du pain (1). »

Il faut signaler quelques dispositions prises en même temps par le pro-syndic :

1° Pour 100 kilogrammes de farine fournis, les neuf ouvriers devaient rendre à la commune 118 kilogrammes de pain dans les proportions suivantes : Première qualité 13 kilogrammes ; deuxième 76 kilogrammes ; troisième 29 kilogrammes ; total : 118 kilogrammes ;

2° Chaque soir le surveillant devait indiquer à la Commission chargée de la caisse, le chiffre du pain vendu ; chaque soir aussi, il fera le bilan des farines reçues et du pain produit en sorte que l'on puisse connaître réellement la situation ;

3° Le pain sera vendu bien cuit et à juste poids : en cas de contravention, l'équipe qui aura travaillé le pain sera responsable ;

4° Tous les fours devront avoir chaque jour le même nombre de fournées, et la Commission établira le nombre moyen des fournées ;

5° Les ouvriers seront responsables de la qualité du pain (2).

Le 18 octobre au soir, le système commençait à fonc-

(1) Voir Cicero. *Journal des Économistes*. Rome. Décembre 1904.

(2) Ces prescriptions furent publiées par le *Corriere di Catania*, 18 octobre 1902.

tionner et le soir les habitants qui avaient dû se passer de pain le matin pouvaient goûter au nouveau pain municipal. On leur dit que seuls, les patrons boulangers étaient responsables du manque de pain de la matinée, et que d'ailleurs ce petit inconvénient serait largement compensé par les avantages immenses qu'ils retireraient de la nouvelle institution.

Du reste tous les moyens furent mis en œuvre pour vanter les bienfaits de la municipalisation : *Le Corrièrè di Catania*, organe de l'honorable M. de Felice, fit une campagne vigoureuse ; il fit valoir les avantages financiers qui en résulteraient pour la commune et le pro-syndic évaluait déjà à 50.000 livres les bénéfices annuels. On annonçait triomphalement que les chimistes avaient trouvé la qualité du pain municipal bien supérieure à celle des fours privés : un conseiller municipal médecin, un peu enthousiaste, proclamait au bout de 15 jours d'expériences, que le nombre des maladies d'estomac avait sensiblement diminué depuis la municipalisation (1).

Malgré cela un vif mécontentement se faisait déjà sentir dans la cité : le journal opposé à la nouvelle administration communale, la *Sicilia*, s'en fit l'écho. On se plaignait de la mauvaise qualité du pain, de ce qu'il n'avait pas le poids : on prévoyait des pertes énormes qui viendraient encore grever le budget com-

(1) *Corrièrè di Catania*, 19 octobre 1902.

munal déjà en fort mauvais état. On reprochait surtout au pro-syndic, certains de ses arrêtés que l'on considérerait comme de véritables « Ukases » : ainsi celui par lequel il avait ordonné aux employés de l'octroi de consigner à la disposition du municipe tous les charriots de bois entrant en ville, et de les envoyer à la boulangerie municipale, sous prétexte que les boulangers avaient acheté tout le bois et voulaient ainsi affamer la cité (1).

On lui reprochait aussi de faire peser à l'octroi les sacs de farine destinés aux boulangers sans faire peser ceux destinés à la boulangerie municipale et surtout de dispenser des droits d'octroi les seconds, les faisant retomber complètement sur les premiers seulement. C'est ainsi que les prix pour le municipe étaient les suivants : semoule, 31 l. 75 ; fleur de farine première qualité, 27 l. ; fleur de farine deuxième qualité, 25 l. ; tandis qu'ils étaient pour les particuliers : semoule, 33 l. ; fleur de farine première qualité, 29 l. 50 ; fleur de farine deuxième qualité, 28 l. 50 (2).

M. de Felice avoue avoir usé de ce procédé une fois, mais : « ce fut, dit-il un jour, que les propriétaires des « moulins. pour combattre la municipalité, avaient « vendu les farines une lire de moins aux boulangers « privés qu'à la Commune : c'était, ajoute-t-il, pour « faire respecter les droits de la Commune ».

(1) *Sicilia*, 24 octobre et 25 octobre 1902.

(2) *Corrière della Sera*, 20 février 1903.

D'ailleurs, homme d'action et de lutte, le pro-syndic était loin de se laisser abattre par toutes ces objections et les difficultés qu'il rencontrait : il estimait que les quelques inconvénients existants résultaient de l'organisation un peu hâtive du nouveau régime et que le temps et une meilleure organisation les feraient bientôt disparaître.

Cependant tous ses désirs n'étaient pas réalisés et il pensait à la systématisation de l'entreprise, à l'agrandissement de l'établissement Prinzi de façon à y concentrer toute la production et à abandonner ainsi les anciens fours qu'il avait fait occuper, mais dont l'émiettement était une cause de désordres. Déjà surtout il songeait à établir le monopole.

Mais les blâmes et les critiques devinrent tels que l'administration voulant savoir si vraiment elle était soutenue dans son entreprise par la majorité des habitants, résolut de recourir à un referendum.

Le 17 novembre, un arrêté du pro-syndic invitait le peuple Catanais à venir manifester sa volonté sur la question de la municipalisation du pain.

Cette idée d'un referendum était-elle bonne en l'occurrence et convenait-elle à une ville comme Catane où le peuple était absolument inapte et inaccoutumé à ce mode de gouvernement direct ? M. Cicero en doute. « Le referendum dit-il, est une excellente chose ; mais quand on demande au peuple : « convient-il de municipaliser l'industrie du pain ? », le peuple a le droit de se de-

mander à son tour : mais convient à qui ? au peuple ou à la commune ? au consommateur ou au producteur ? et convient à quel point de vue : économique, hygiénique, politique ou social ? Il est certain, ajoutait-il, que dans le cas concret de Catane, où pour la première fois, et dans des circonstances très difficiles, il était appelé à fonctionner, dans un corps électoral dont le niveau est au-dessous de la médiocrité, il devait donner un mauvais résultat (1). »

Le journal *La Sicilia*, qui proposa un referendum sur le referendum, inséra à cette occasion des lettres assez significatives : « Nous assisterons, disait l'une à ce spectacle : tous les amis de l'administration actuelle qui sauront bien qu'ils font un acte politique, viendront seuls aux urnes. La question du pain restera dans l'ombre, et d'ailleurs il n'y a pas que les électeurs qui mangent le pain (2). » « Il est très bien, disait un autre, de proposer un referendum quand on veut municipaliser un service quelconque ; mais à Catane, on nous le propose quand il y a déjà un mois que le service municipal fonctionne et que l'on fait répéter à tous les échos que l'expérience a très bien réussi (3). » « Pourquoi un referendum, écrivait encore un autre habitant de Catane, si le pain municipal, soit au point de vue écono-

(1) Cicero, décembre 1904.

(2) *Sicilia*, 17 novembre 1902.

(3) *Sicilia*, 18 novembre 1902.

mique, soit au point de vue hygiénique, est meilleur que le pain des boulangeries privées ; aucun doute que, dans ce cas, tous les citoyens le préféreront, et qu'ainsi les patrons boulangers seront obligés de fermer par manque de clients, et ainsi la municipalisation s'accomplira d'elle-même définitivement (1). »

L'idée proposée par *La Sicilia* fut rejetée et le referendum eut lieu le 26 novembre 1902. Sur 9.785 électeurs inscrits, 5.209 votèrent en faveur de la municipalisation ; il y eut 145 non. On cria bien à la fraude électorale, mais nous n'avons pas à entrer dans cette question épineuse.

Forts de l'appui de la grande majorité des électeurs, la municipalité se préparait donc à établir définitivement l'entreprise, quand, le 2 décembre les patrons boulangers firent savoir qu'ils désiraient rouvrir leurs boutiques et qu'ils étaient prêts à accepter les prix imposés par la municipalité et les conditions d'hygiène qu'elle exigeait d'eux.

Bien que cela vînt contrarier les plans du pro-syndic qui désirait réaliser le monopole au profit de la commune, l'autorisation demandée fut accordée à quarante-deux boulangers. Mais, le 7 décembre, une commission d'hygiène passait pour voir si les règlements étaient appliqués et retirait à trente-cinq d'entre eux l'autorisation accordée. Sept boulangers continuèrent

(1) *Sicilia*, 21 novembre 1902.

donc seuls à concurrencer le municipale ; les autres obtinrent de lui la faculté de vendre le pain municipal, avec un privilège sur les ventes en compensation du dommage que leur causait la commune en ordonnant la fermeture de leurs établissements.

Nous verrons plus tard que cette sorte d'indemnité fut une des raisons principales qui amenèrent la ruine de l'entreprise.

C'est à cette époque seulement, le 27 décembre 1902, qu'une délibération du Conseil communal intervint ratifiant l'état de fait existant depuis le 18 octobre ; elle était ainsi conçue :

1° Toute demande nouvelle des patrons boulangers, ayant pour but d'obtenir l'abolition du calmière est repoussée ;

2° Le service du pain est désormais assuré par la municipalité ;

3° Est ratifiée, la délibération d'urgence du Conseil communal du 16 novembre relative à la location de la boulangerie Prinzi ;

4° Est ratifiée également la délibération d'urgence du 2 décembre concernant la dépense pour la construction de 18 fours nouveaux dans l'établissement Prinzi.

En effet, une convention passée avec M. Prinzi établissait un prix de location de 5.500 l. par an et 18 nouveaux fours étaient construits au prix de 300 l. l'un ; peu après, d'ailleurs, le nombre des fours était porté à 41 ;

et un nouveau pétrin mécanique et un four à vapeur pour la production du pain français étaient ajoutés.

Le service de contrôle était confié à une Commission communale composée de personnes qui avaient assuré les débuts de l'entreprise : la production quotidienne était alors de 400 kilogrammes.

Jusqu'au mois de mars 1903, il n'y eut pas de difficultés avec les boulangers qui continuaient à fabriquer pour leur compte : mais, dans les premiers jours de mars, le pro-syndic ayant retiré aux boulangers la faculté de vendre le pain pour le compte du municipe, ceux-ci décidèrent encore une fois de rouvrir leurs fours et s'adressèrent à divers établissements de meunerie pour obtenir des farines. L'établissement Prinzi leur en refusa, et les autres meuneries furent bientôt obligées de renoncer à fournir ces nouveaux clients.

Voici en effet ce qu'avait imaginé le pro-syndic :

D'ordinaire on perçoit un droit d'octroi sur les farines et la fixation en est très simple. Connaissant le poids d'un sac de farine, on multiplie ce poids par le nombre de sacs comptés sur la voiture et on obtient ainsi la taxe à percevoir : au lieu de cela, depuis que les boulangers avaient rouvert, les employés de l'octroi, sur l'ordre du pro-syndic même, s'étaient mis à peser les sacs un par un et à faire passer à leur contenu divers examens, et ils ne se gênaient pas pour répéter plusieurs fois de suite l'opération du pesage. Il en résultait un gros préjudice par suite de la perte de

la farine et de la perte du temps, et c'est pour éviter ces ennuis et ces tracas que les établissements meuniers, qui recevaient de nombreuses plaintes des patrons boulangers, refusèrent bientôt de les approvisionner ou bien exigèrent un prix supérieur de 1 l. par quintal à celui qu'ils faisaient à la boulangerie municipale.

Les boulangers se rendirent bien à la préfecture pour protester, mais ce fut en vain. Toute concurrence devenait impossible et les contraventions pour les motifs les plus futiles tombant sans cesse sur eux, les plus forts d'entre eux qui avaient pu résister jusqu'alors se décidèrent à fermer leurs fours. L'administration communale arrivait à ses fins, et après six mois de lutte réalisait enfin le monopole.

Cependant le pro-syndic sentant bien que c'était une véritable expropriation forcée qu'il avait fait subir aux patrons, conclut avec eux, en avril 1903, un accord par lequel le service de distribution du pain municipal leur était accordé avec un droit de 7 l. par jour à titre de rachat pour la cessation de leur commerce et de louage de leurs locaux.

Le 12 septembre, un accord nouveau intervenait qui fixait définitivement les conditions de vente qui leur étaient accordées (1).

(1) Voir plus bas : *Rapports des ex-patrons avec la municipalité*, p. 431.

Mais à peine la question des patrons boulangers était-elle réglée qu'une autre surgissait, menaçante pour le municipale.

Ayant concentré la production dans un local unique, on dut reconnaître bientôt que la main-d'œuvre employée était encombrante et excessive ; on songea à la réduire.

Mais c'était là une question difficile ; car le pro-syndic avait fait valoir aux ouvriers qu'un des avantages de la municipalisation serait de supprimer le chômage en employant tous les ouvriers. En réduire le nombre, c'était donc déjà faire faillite à ses engagements et, de plus, s'aliéner le concours de ses troupes les plus fidèles dans les batailles électorales futures.

Malgré cela, le pro-syndic en congédia quelques-uns en avril 1903 ; mais cela provoqua de graves désordres : une lutte sanglante entre les ouvriers renvoyés et ceux qui travaillaient encore eut lieu dans les rues de la ville, et le pro-syndic lui-même reçut, dans la mêlée, un coup de couteau d'un ouvrier qu'il avait renvoyé. Devant ces désordres, le pro-syndic ordonna de reprendre tous les ouvriers, mais en les divisant en équipes.

A la fin de 1903, il y en avait 400 : ils étaient payés à la journée et non plus à la tâche, et leurs salaires moyens étaient de 3 l. pour les surveillants, 2 l. 75 pour les lavoratori et 2 l. 25 pour les braccianti, soit une augmentation de 0.70, 0.50, 0.40 sur les salaires qui leur étaient payés par les patrons boulangers.

A la journée moyenne de 12 et 13 heures était subs-

tituée en principe la journée de 8 heures avec un intervalle de 24 heures tous les 5 ou 6 jours (1).

Au mois d'avril 1904, on jugea nécessaire de mettre à la tête du grand service municipal un directeur technique, et les deux Commissions qui avaient jusqu'alors présidé au développement de l'industrie furent dissoutes (2).

On s' imagine facilement le bruit que l'expérience de Catane avait fait non seulement en Sicile, mais dans toute l'Italie. De Rome, de Turin, de Naples, de Milan, économistes ou journalistes accoururent. C'était en effet la première tentative de ce genre qui avait lieu en Italie, et on désirait en connaître les premiers résultats, afin de savoir s'il n'y avait pas là une solution pratique à la question toujours actuelle du bon marché et de la qualité du pain.

Nous citerons seulement parmi les plus sérieuses enquêtes celle de M. Buffoli (3), le directeur de l'immense Union coopérative de Milan, celle de M. L. Bargini (4), rédacteur au *Corrière della Sera*, de Milan, l'étude si complète de M. Cicero (5), parue dans le *Giornale degli*

(1) Voir plus bas : *La Municipalisation et les ouvriers*, p. 108.

(2) Voir plus bas : *Rapports avec le Municipi*, p. 143.

(3) *Il nostro giornale*, organe de l'Union coopérative, nos de février 1903, mars, avril 1903, février 1905, août et octobre 1906.

(4) *Corrière della Sera*, mars 1903.

(5) Cicero. *Giornale degli economisti*, décembre 1904, janvier, avril, juillet 1905.

economisti, et qui nous a été d'un précieux secours, et enfin celle de M. Tenerelli, professeur de droit à l'Université de Catane, où nous avons puisé aussi de très utiles données (1).

Un point que tous étaient unanimes à reconnaître était que l'expérience était bien le résultat des efforts énergiques et inlassables de M. de Felice, le pro-syndic de Catane ; et puisque nous en avons l'occasion, nous donnerons ici le portrait qu'en traçait un correspondant d'un journal de Milan venu à Catane pour étudier la boulangerie :

« La popularité de M. de Felice est quelque chose qui dépasse les bornes de l'imagination.

« M. de Felice passe-t-il dans une rue ? C'est un échange continu de saluts, de poignées de mains, de reconnaissances de vieux amis qu'il n'a pas vus depuis vingt ans. La foule la plus mélangée a des rapports avec lui. Cet homme singulier, en moins de cinq minutes, aura serré la main d'une population d'amis de toute espèce : ouvriers, journalistes, officiers, employés, politiciens, prêtres, typographes, viveurs, archevêques, attachés d'ambassade, ex-détenus politiques, princes du sang, diplomates, conspirateurs, professeurs, jeunes et vieux, femmes et enfants, riches et pauvres. Une marée humaine ! (2). »

(1) Tenerelli. *La municipalisation du pain*, 1903.

(2) Interview de M. de Felice dans *Il Tempo*, 23 janvier 1903.

Il est difficile en effet de voir un homme plus entouré ; — sa popularité tourne même à la dévotion — mais en même temps plus puissant et plus tenace.

Mais, au contraire, ils étaient loin de reconnaître tous à la municipalisation les effets bienfaisants que le pro-syndic s'était flatté d'amener. D'ailleurs, les plaintes arrivaient nombreuses sur la qualité et la fraîcheur du pain.

On parlait d'un conseiller communal qui faisait venir chaque jour son pain d'un village voisin pour éviter de manger celui de la boulangerie municipale.

Un autre jour, on racontait que le colonel d'un régiment en garnison à Catane avait dû refuser le pain pour ses hommes, à cause de la mauvaise qualité.

Enfin la ville de Riposto, au cours d'une grève des boulangers, ayant fait venir du pain de Catane, les habitants l'auraient refusé pour la même raison.

Les journaux s'étaient emparés de ces faits ; on parlait de graves fraudes qui se commettaient journellement dans la boulangerie municipale. Enfin on affirmait déjà que les pertes subies par la commune, du fait de cette expérience, étaient énormes et constituaient une véritable faillite. Tous ces bruits circulant avec persistance dans la ville, et des dénonciations continuelles arrivant à l'autorité au sujet de la conduite des directeurs de la boulangerie, une enquête parut à tous s'imposer.

Dès les premiers jours de juin 1904, à la suite d'une

plainte déposée contre le directeur; le pro-syndic avait lui-même procédé à une enquête sommaire sur la gestion de celui-ci. Les résultats de cette enquête et le désir de satisfaire les concitoyens l'amènèrent à proposer au préfet de confier à un fonctionnaire du gouvernement le soin de faire une enquête très sérieuse sur la boulangerie.

Le préfet, M. Bedendo, chargea de cette mission M. Poidomani, comptable de la préfecture.

Le pro-syndic aurait voulu que tous les citoyens pussent participer à l'enquête et en vérifier l'exactitude, et dans ce but il avait fait demander à chacun des journaux locaux un représentant. Le commissaire du gouvernement devait présider les séances. Mais, dès la première séance, le représentant de *La Sicilia* ayant demandé à être assisté d'un expert en comptabilité, et cette autorisation lui ayant été refusée, déclara se retirer, et dans ces conditions les autres commissaires déclarèrent s'en rapporter à la compétence des délégués de la préfecture, MM. Anceschi et Poidomani, à qui ils laissèrent le soin de procéder seuls à l'enquête.

D'ailleurs, il restait encore aux citoyens la possibilité de faire une enquête personnelle, puisque les livres de comptabilité étaient laissés à la disposition de qui en voudrait prendre connaissance, et que, par une lettre du 5 juillet, le pro-syndic invitait ses amis et adversaires à venir exercer eux-mêmes leur contrôle : proposition qui ne fut d'ailleurs pas relevée.

Ce n'était pas une tâche facile qui était échue aux délégués de la préfecture.

Depuis l'ouverture des fours jusqu'au mois d'avril 1903, les livres avaient été tenus d'une façon fort irrégulière et peu rationnelle : seul, le mouvement des entrées et des sorties d'argent avait été tenu par la Commission financière nommée par la commune. Ce n'était que le 4 avril 1903, quand le directeur avait été mis à la tête de l'entreprise, que la comptabilité avait été plus méthodiquement organisée, encore, nous dit l'enquête, que cette comptabilité ne fût pas un modèle (1).

Nous n'entrerons pas ici dans le détail des faits révélés par l'enquête ; nous aurons occasion de les faire apparaître dans la suite ; qu'il nous suffise de dire que la gestion de l'entreprise, du 18 octobre 1902 au 1^{er} juillet 1904, donnait une perte totale d'exploitation, vols compris, de 147.594 l. 15.

L'enquête examinait successivement les résultats économiques, hygiéniques et sociaux de l'entreprise.

Au point de vue social, elle concluait que la municipalisation avait bien contribué à supprimer le conflit permanent entre ouvriers et patrons, que les salaires des ouvriers avaient été sensiblement améliorés, et que la question du chômage avait été en partie résolue par elle ; mais, tout cela aux dépens mêmes de l'entreprise.

(1) Enquête de 1904, p. 16.

Au point de vue hygiénique, elle reconnaissait que les conditions de travail avaient été beaucoup perfectionnées, mais que l'organisation des fours était loin d'être encore à la hauteur des progrès modernes, et qu'il n'était pas bien sûr que la qualité du pain fût bien supérieure à celle des boulangeries privées.

Enfin au point de vue économique, si le prix du pain avait été réduit de quelques centimes, ç'avait été au détriment de la caisse communale, puisque, comme nous l'avons déjà dit, la perte totale se montait à près de 150,000 l.

Malgré cela, l'enquête ne concluait pas à la fermeture de la boulangerie : elle estimait qu'avec une organisation meilleure de la comptabilité, la réduction du nombre des ouvriers, et un contrôle plus sévère, la commune pourrait arriver à combler le déficit et l'entreprise à se développer.

D'ailleurs le pro-syndic n'était pas homme à se décourager de ces résultats. Il contestait tous les chiffres, et justifiait même le déficit par des raisons politico-sociales.

S'il y avait à la boulangerie un grand nombre d'ouvriers, c'était, disait-il, parce qu'il n'avait pas cru pouvoir faire autrement que de rembaucher tous les ouvriers que la fermeture des fours privés avait laissés sans travail.

De même s'il n'avait pas cru devoir augmenter le prix du pain proportionnellement à l'augmentation du

prix des farines survenue pendant l'hiver 1903, ç'avait été pour ne pas offrir aux fauteurs de troubles une occasion de désordres, et c'était à cette raison qu'il attribuait la plus grande part du déficit.

Enfin il ne fallait pas s'étonner qu'une organisation aussi neuve, surgie si promptement dans des conditions si difficiles ne réalisât pas du premier coup la perfection et cela expliquait encore en grande partie le déficit.

Il prétendait enfin que ce déficit ne représentait pas une perte annuelle d'exploitation, mais seulement une dépense occasionnelle, venant de la nécessité où l'on s'était trouvé d'indemniser les patrons boulangers, de l'expropriation forcée qu'on leur avait fait subir et que cette source de dépenses disparaîtrait bientôt, permettant ainsi à l'entreprise de réaliser de gros bénéfices (1).

Quoiqu'il en soit, il résultait clairement de l'enquête, que l'expérience était loin d'avoir donné les résultats magnifiques que le pro-syndic en attendait pour les ouvriers, pour les consommateurs, ou pour la commune.

Dès que les résultats furent connus, les journaux les commentèrent : les attaques devenaient tous les jours plus violentes et la situation de l'entreprise tous les jours plus critique.

A la suite des dénonciations, et sous le coup de soupçons graves, le directeur donnait sa démission en

(1) Voir M. de Felice Giuffrida : *La municipalizzazione del pane a Catania*, p. 12. Catane, 1903.

août 1905, et le Conseil communal décida alors de laisser la direction technique aux surveillants alors en fonctions, et la direction administrative à une commission provisoire composée du pro-syndic lui-même et de deux assesseurs.

C'est peu de temps après l'enquête que quelques habitants de Catane, du parti opposé à l'administration communale, désireux de briser le monopole de fait créé au profit de la municipalité et en même temps de se procurer du pain de meilleure qualité, décidèrent de fonder une boulangerie coopérative. Le premier four fonctionnait le 2 juillet 1904, au grand désappointement du pro-syndic. Le nombre des coopérateurs qui était de 86 seulement le jour de la constitution, s'élevait ce jour-là à 256, et montait rapidement à 912 le 31 décembre 1904, soit après un semestre seulement d'exploitation.

Voici comment le rapporteur du premier exercice de la coopérative, en expliquait la naissance : « Vous connaissez tous, Messieurs, la principale cause qui a fait surgir et prospérer notre coopérative : le monopole abusif du municipe dans la fabrication du pain qui nous obligeait à manger du pain de qualité souvent médiocre, et à le payer à un prix supérieur au prix de revient (1) ».

(1) *Relazione del Consiglio di Amministrazione della Cooperativa*, jusqu'au 31 décembre 1904.

Les abus de l'administration communale avaient ainsi provoqué eux-mêmes la naissance de l'institution qui allait être pour elle un sérieux adversaire et qui devait entraîner ou au moins précipiter sa ruine.

Tandis que la boulangerie municipale végétait, la boulangerie coopérative prospérait : deux fours nouveaux étaient ouverts dans la ville et la production qui était de 600 kilogrammes le jour de l'ouverture du premier four, montait le 31 décembre à 3,400 kilogrammes. De plus, tout en maintenant les prix de vente de 0.02 plus bas que les prix de la boulangerie municipale, le premier exercice accusait un bénéfice net de 2.795 l. 60 à répartir entre les actionnaires.

Et cela est d'autant plus étonnant que l'ambiant de la ville, déjà assez peu favorable au bon fonctionnement des institutions politiques et administratives, n'était pas davantage propice à l'institution et au développement des sociétés anonymes par action. Mais elle était née sous l'empire de la nécessité et répondait à un réel besoin d'une partie de la population et c'est ce qui explique son succès.

Ces succès ne laissaient pas que d'inquiéter vivement le pro-syndic. Dès le 8 août 1904, c'est-à-dire un mois après son installation, il proclamait dans un article tout bourré de chiffres la faillite morale de la coopérative (1).

(1) *Corrière di Catania*, 8 août 1904.

Le 30 septembre, à la suite d'une réunion tumultueuse des ouvriers boulangers employés à la boulangerie municipale, ceux-ci très surexcités donnèrent l'assaut aux fours coopératifs de la Via Garibaldi et détruisirent deux d'entre eux qui furent d'ailleurs aussitôt reconstruits.

Jusqu'à ce moment, la boulangerie coopérative n'a pas cessé de prospérer. En décembre 1905 les sociétaires étaient 1.095 et la production quotidienne du pain se montait à 6.000 kilogrammes, les bénéfices à 6.089 l. 63 par an.

A la fin de l'exercice 1906, ils étaient de 3.569 l. 90 et toutes les dépenses de premier établissement étaient amorties, deux nouveaux fours étaient construits et la production s'élevait par jour à près de 6.000 kilogrammes, le nombre des sociétaires était de 1.383 (1). Malheureusement, la boulangerie coopérative n'a pas cru devoir établir un grand établissement rationnel, doté des instruments mécaniques les plus récents : elle s'est contentée de construire dans divers points de la ville des fours assez peu différents des anciens, mais où les règles de l'hygiène, surtout celles de l'hygiène personnelle des ouvriers, sont mieux respectées ; sa clientèle est presque exclusivement composée de l'aristocratie catanaise, et c'est là ce qui explique en partie pourquoi le travail à la mécanique n'a pas été substitué au tra-

(1) *Sicilia*, 28 février 1907.

vail à la main, cette clientèle estimant que le pain fabriqué de cette façon est meilleur et durcit moins vite.

Nous ne donnons pas ici le fonctionnement et les conditions de travail à la boulangerie coopérative, devant avoir l'occasion au cours de ce travail de les indiquer, en les comparant avec celles de la boulangerie municipale.

Mais que devenait la boulangerie municipale à la suite de l'enquête, et la concurrence nouvelle aurait-elle pour effet d'en améliorer les services et d'en restaurer les finances ?

Suivant les conseils de la Commission d'enquête, une réforme radicale de la comptabilité avait été décidée : M. de Felice demanda au préfet, pour entamer cette nouvelle comptabilité, le concours de M. Poidomani : l'autorisation ayant été accordée, il l'organisa plus méthodiquement.

L'enquête demandait la suppression de tout crédit aux meuniers, système qui, pour reprendre une phrase du pro-syndic lui-même : « rendait la boulangerie esclave de ces industriels » ; car à cause des sommes énormes dûes à certains d'entre eux, l'administration n'avait plus la liberté de choisir quand on lui offrait des prix plus avantageux.

Nous devons croire que cette réforme ne fut pas mise en pratique, puisque nous avons trouvé, dans la liquidation de 1906, une somme de 263.277 l. 43 due aux fournisseurs de farine.

Cependant, sur ce point de l'acquisition des farines, un grand changement fut effectué après l'enquête.

Au mois de février 1905, un contrat était passé avec le moulin de la Providence, aux termes duquel le municipe faisait venir lui-même directement ses blés de Russie et s'engageait à les faire moudre exclusivement par le moulin de la Providence moyennant un droit de 1 l. pour les 500 premiers quintaux et de 0 l. 60 par quintal en plus. Cela permettait au municipe d'éviter les grandes variations du prix des farines, et le rendait également moins dépendant vis-à-vis des producteurs de farine.

Quant à l'organisation d'un service sérieux de contrôle et à l'établissement définitif des responsabilités réclamé par l'enquête, un règlement approuvé par le Conseil communal le 31 janvier et le 28 février 1905 en venait bien régler les détails, mais ce règlement ne fut jamais appliqué, la préfecture ayant refusé de le sanctionner et le considérant comme illégal (1).

La Commission administrative qu'une loi du 29 mars 1903 exigeait, fut bien nommée, mais elle n'entra en fonctions que le 24 mars 1906, c'est-à-dire quatre mois avant la faillite de l'entreprise; si bien que l'on peut dire que jamais l'entreprise n'est sortie de l'état provisoire dans lequel elle s'était développée.

C'était encore une des conclusions les plus nettes de

(1) Voir plus bas, p. 146.

l'enquête, que le nombre des ouvriers était beaucoup trop élevé et qu'il fallait le réduire. Les commissaires estimaient à 163 le nombre des ouvriers inutiles et à 200.000 l. d'économie annuelle, la somme que l'on pouvait retirer de leur départ. « Il convient, disait l'enquête, d'introduire une réforme radicale, qui pourra seule amener quelques bénéfices, mais ajoutait-elle, c'est là une question délicate et qui doit être traitée avec la plus grande prudence (1). »

Et on le comprend facilement, le pro-syndic, en ouvrant la boulangerie municipale ayant compté que le principal but serait de résoudre la question du chômage, en faisant travailler tous les ouvriers. Licencier une partie du personnel, c'était manquer à ses promesses, c'était en outre s'aliéner sa plus fidèle clientèle électorale.

Dans sa réponse à cette partie de l'enquête, le pro-syndic agit avec sa dextérité accoutumée. N'était-il pas naturel et juste que la commune employât tous les ouvriers ? Une administration présidée par un socialiste pouvait-elle instaurer une semblable réforme en jetant sur le pavé une centaine et plus des pères de famille qui ont appris le métier de boulanger de leurs ancêtres et le transmettront à leurs enfants.

Du reste, sans chercher à contester l'exagération du nombre des ouvriers, ce qui eût été très difficile, il

(1) Enquête, p. 133.

prouvait qu'en multipliant 260.964, nombre de fournées produites pendant la période enquêtée, par 21. 20, chiffre moyen des salaires, la main-d'œuvre aurait coûté à la petite industrie 574.120 l. 80, alors que, à la boulangerie municipale, elle n'en avait coûté, grâce à la grande industrie, que 509.284 l. 35 et que c'était là une économie de 64.836 l. 45. Et il calculait pour l'année suivante une économie de ce chef de 200.000 l. (1).

Enfin l'enquête faisait ressortir la nécessité de régler une fois pour toutes la question des ex-patrons boulangers « qui pèse d'un poids très lourd sur la marche de « la boulangerie, absorbant près d'un dixième de ses « ressources, soit à peu près 500.000 l. par an ».

« Il est vrai, répondait le pro-syndic, que cette dépense est très lourde, mais il n'eût pas été juste que le municipe qui les avait expropriés, jetât ainsi sur le pavé de si petits industriels, bien qu'ils fussent nos adversaires politiques irréconciliables (2). »

Cependant le chiffre de l'indemnité fut baissé de 660 l. par jour aux 66 ex-patrons boulangers, il fut porté à 506 l. 25, soit de 10 l. à 7 l. 70 (3).

En publiant les résultats de l'enquête, le pro-syndic les faisait suivre des considérations suivantes qui ont certainement leur valeur :

(1) Enquête, p. 47.

(2) Enquête, p. 60.

(3) Ce renseignement m'a été fourni par le dernier directeur de la boulangerie, M. Chinesi.

« La boulangerie municipale était née sans un sou de capital, et la régularité de la marche d'une entreprise sans exemples est un vrai prodige d'abnégation et de dévouement.

« Il est vrai que si elle a réussi à fonder sur des faits la foi profonde que nous avons tous en elle, elle n'a pas réalisé l'organisation parfaite que la cité entière désire : aussi... afin de donner à l'entreprise cet état de perfection organique, le Conseil communal proposera dans une de ses prochaines séances, de contracter à la caisse des dépôts et prêts, conformément à la loi du 29 mars 1903 sur la municipalisation, un emprunt de 400.000 l. et ce, dans le but :

1° De rendre à la commune les dépenses faites par elle pour les frais de premier établissement, soit 90.000 l. : celles pour frais nouveaux soit 40.000 l. ;

2° De rembourser à la boulangerie la plus grosse part des sommes payées à titre d'indemnité aux ex-patrons boulangers, soit 70.000 l. ;

3° D'assigner à l'entreprise un capital circulant de 200.000 l., emprunt que la boulangerie municipale éteindra en 50 ans. »

« Ce n'est là d'ailleurs, ajoutait-il, qu'une solution provisoire ; la municipalisation ne sera complète que si nous ajoutons un moulin et une fabrique de pâtes également municipales (1). »

(1) Enquête, p. 433.

Et dans son optimisme, le pro-syndic voyait déjà le prix du pain abaissé à 0.25, 0.20 et 0.15 le kilogramme et des bénéfices de 500.000 l. annuels pour l'entreprise.

La réalité devait démentir cruellement ces prévisions.

Le 20 décembre 1905 le Conseil communal votait la demande d'emprunt. Cela suscita de vives critiques. La *Sicilia* prétendit que cette somme était destinée à combler le déficit, plutôt qu'à pourvoir aux dépenses futures.

Les plaintes sur la qualité du pain, et les dénonciations continuaient à arriver nombreuses.

Cependant l'année 1905 se passa sans trop de difficultés. Il ne devait pas en être de même de 1906.

Au début de 1906, le 4 janvier, avant que la réponse à la demande précédente de crédits eût été donnée, le pro-syndic faisait voter la délibération suivante :

1° D'acquérir le moulin de la Providence, sur la base d'un prix de 180.000 l. ;

2° D'organiser une boulangerie modèle près du moulin, dont la dépense serait de 160.000 l. ;

3° De donner à cette boulangerie un capital circulant de 260.000 l. ;

4° De donner 200.000 l. pour la liquidation de la première boulangerie ; soit en tout 800.000 l., somme qui serait empruntée à la caisse des dépôts et prêts.

Cette délibération était confirmée le 10 février 1906 et envoyée à la préfecture le 6 mars ; mais on ne sait pas pourquoi le préfet M. Trinchieri ne la transmet pas à la Commission royale qui avait été nommée en

février 1906 pour examiner l'état de l'entreprise et savoir si on devait lui consentir le prêt de 400.000 l. demandé, il y avait déjà un an. De sorte que cette Commission ignore jusqu'au dernier jour que le Conseil communal, obtempérant à la loi du 29 mars 1903, avait voté la systématisation définitive de l'entreprise, et ce fut là précisément une des raisons pour lesquelles cette Commission royale, considérant que la commune ne s'était pas soumise à la loi en votant cet établissement définitif, devait refuser le prêt demandé.

Nous ne pouvons attribuer cet oubli, comme le fit M. de Felice (1), à la mauvaise foi du préfet, mais nous sommes obligés de constater qu'il y eut là de sa part un acte qui devait entraîner pour la boulangerie municipale les plus graves conséquences.

Cette Commission royale, en effet, estimant en outre que l'entreprise présentait de graves défauts au point de vue technique et administratif, défauts qui influaient sur les résultats économiques et financiers ; — que l'institution d'un four municipal fonctionnant concurremment avec les fours privés et réglant les prix par son action même, était de beaucoup préférable ; — qu'enfin, un plan rationnel et complet de l'entreprise ne lui avait pas encore été présenté (2), — décidait au commencement d'août de refuser tout crédit à la boulangerie de Catane,

(1) *Corrière di Catania*, 19 août 1906.

(2) *Corrière di Catania*, 19 août 1906.

et enfin de pourvoir à la liquidation de l'entreprise aux termes de la loi du 20 mars 1903.

La Commission ne s'opposait pas à l'ouverture d'un nouvel établissement qui aurait fonctionné en concurrence avec les fours privés. Quelques temps avant, au mois de juin, le ministre M. Schanzer avait fait procéder à une nouvelle enquête (1) sur la boulangerie et c'est sur les conclusions peu favorables de cette enquête que s'était basée la Commission royale pour refuser le crédit de 400.000 l.

Depuis le mois de juin, d'ailleurs, quelques boulangers connaissant la mauvaise situation de l'entreprise avaient commencé déjà à rouvrir leurs fours, et même les anciens patrons avaient tenu quelques réunions pour savoir s'il n'y aurait pas lieu d'aller trouver le préfet pour obtenir de lui la fermeture de la boulangerie municipale et la reprise du régime ancien. Celui-ci devança leurs désirs. Ayant reçu communication de la délibération de la Commission royale, il convoqua le 15 août les patrons boulangers, pour leur dire de se tenir prêts à reprendre leur industrie et à approvisionner la ville dans quatre ou cinq jours.

Les patrons se préparaient donc à cette éventualité, tandis que déjà se répandait en ville le bruit de la fermeture prochaine de la boulangerie municipale. A

(1) La relazione dell on Schanzer : *Sicilia*, 29 août 1906. *Corriere di Catania*, 31 août 1906.

cette nouvelle, les ouvriers boulangers commencèrent, eux aussi, à s'agiter : le 18, ils se rendaient chez le préfet pour obtenir de lui l'autorisation de laisser la boulangerie municipale fonctionner comme four de comparaison, comme à Palerme, afin d'éviter le retour des anciens errements et de tous leurs inconvénients.

Que si on ne satisfaisait pas leur désir, ils se mettraient en grève.

Le préfet leur fit répondre que les menaces de grève ne l'intimidaient pas et qu'il ferait son devoir.

Malgré cette réponse, les ouvriers, réunis le 18 au soir à la Chambre du travail, décidèrent de continuer le travail en attendant les événements.

Mais le 19 au matin, en se rendant au travail, ils trouvaient les rues barrées par la troupe et ne purent entrer à la boulangerie.

Dès la veille au soir, en effet, le préfet avait donné des ordres pour faire fermer la boulangerie, et par un arrêté du 19 août 1906, pris en conformité des décisions de la Commission royale, il nommait le comptable de la préfecture, M. Adelasio, liquidateur de l'ancienne boulangerie municipale.

Il autorisait la continuation d'une boulangerie municipale de comparaison, mais dans des locaux autres que l'ancien établissement Prinzi, ce qui équivalait à en rendre impossible l'organisation, la commune n'ayant plus à sa disposition un autre local et n'ayant pas le capital suffisant pour en construire un aussitôt.

A peine la décision du préfet était-elle connue officiellement que les ouvriers boulangers, réunis à la Chambre du travail, décidaient la grève ; dans une réunion de 500 personnes, présidée par le pro-syndic lui-même, ils votaient un ordre du jour très violent contre le préfet, l'accusant d'arbitraire et d'illégalité et acclamant la grève à outrance plutôt que de reprendre le travail chez les anciens patrons (1).

Ce jour-là, comme au jour de l'ouverture des fours municipaux, le pain manqua en ville le matin : la boulangerie coopérative augmenta sa production de 4.000 kilogrammes, ce qui la fit monter à 10.000 kilogrammes pour pouvoir fournir, sur la demande du préfet, les hôpitaux et les écoles ; mais ses huit fours ne lui permettaient pas une production supérieure, et beaucoup de gens durent se passer de pain et se contenter de pâtes dont les plus petits épiciers de Sicile ont toujours une abondante réserve.

Dès le lendemain, d'ailleurs, les boulangeries privées recommençaient à fonctionner sous la protection de la troupe, et, malgré la grève des ouvriers boulangers, le pain était vendu par eux au même prix qu'à la boulangerie municipale, soit 0.40 pour la première qualité, 0.32 pour la deuxième, 0.20 pour la troisième, et les prix de la coopérative étaient en même temps de 0.35, 0.26 et 0.18.

(1) *Corrière di Catania*, 21 août 1906.

Le Conseil communal, ne voulant pas avoir l'air de céder devant les injonctions du préfet, décidait par une délibération du 20 août (1) de remplacer l'ancienne boulangerie par une nouvelle boulangerie de comparaison pour laquelle il votait un crédit de 20.000 l. délibération qui devait d'ailleurs rester lettre morte, le préfet s'opposant à laisser s'installer la nouvelle entreprise dans les anciens locaux et la commune n'osant s'aventurer à en contruire de nouveaux.

Pendant huit jours, la grève se poursuivit, les ouvriers espérant toujours pouvoir reprendre le travail dans la boulangerie de comparaison qu'on leur avait promise, mais, peu à peu, ils rentrèrent chez leurs anciens patrons, et la grève se terminait sans qu'ils eussent obtenu aucun avantage.

A la commune de Catane, cette expérience coûtait comme nous le verrons par la liquidation, près de 500.000 l. : ce qui n'empêchait pas d'ailleurs le pro-syndic, dans une réunion contradictoire avec M. Buffoli, à Milan, de proclamer que l'entreprise avait fait des bénéfices (2).

« Les patrons boulangers semblent triompher, écrivait-il, mais le jour viendra bientôt où les citoyens se révolteront contre leurs vols et leurs oppressions ; alors la boulangerie municipale recommencera, et sa résur-

(1) *Corrière di Catania*, 22 août 1906.

(2) *Corrière di Catania*, 12 octobre 1906.

rection inévitable, fatale, marquera la défaite décisive des ennemis de Catane, des affameurs des ouvriers, et sera le triomphe absolu de la municipalisation du pain. »

Ainsi s'exprimait le pro-syndic au lendemain de la grève des boulangers ; un an après, dans une entrevue que nous avons eue avec lui, nous avons vu qu'il n'avait rien abandonné de ses désirs, mais il nous a semblé qu'il avait perdu quelque chose de son énergie et de sa ténacité.

Il songeait bien encore à recommencer l'expérience sur une échelle beaucoup plus vaste ; mais une objection l'arrête qu'il ne s'était pas faite la première fois : les Catanais y consentiraient-ils !

Depuis la chute de la boulangerie municipale, le régime de la boulangerie est redevenu ce qu'il était avant : la coopérative continue à vivre, mais son développement semble s'être un peu arrêté depuis cette date : les conditions de travail des ouvriers sont aussi déplorable qu'avant et le conflit entre la commune et les patrons boulangers reste toujours latent, prêt à recommencer à chaque instant.

Cependant le Calmière n'a pas été rétabli ; la boulangerie coopérative en fait fonction, et a empêché la hausse du prix du pain.

En mars 1907, ils étaient à 0.40 pour la première qualité, 0.32 pour la seconde et 0.22 pour la troisième.

Telle fut l'histoire de la municipalisation du pain à Catane.

Sans nuire à l'impartialité de ce travail, nous croyons pouvoir dire que la principale cause de son échec fut dans l'état d'esprit de ceux qui la firent naître et qui la soutinrent.

Conçue par eux, comme un instrument de lutte d'une classe contre une autre, d'un parti politique contre un autre parti, elle visait seulement à favoriser une minorité de citoyens, au lieu de tendre, comme toute entreprise municipale, au bien général.

C'est surtout dans cette raison que nous voyons la cause de la faillite ; car c'est elle qui amena la mauvaise administration, le nombre exagéré des ouvriers, la nécessité de l'indemnité aux anciens patrons, et la dilapidation financière.

Et c'est pourquoi de cet échec particulier, nous nous donnons bien garde de conclure à l'échec du système lui-même : d'un cas aussi particulier il ne serait pas juste de tirer une conclusion aussi générale.

Aussi bien nous avons trouvé en Sicile même un autre cas particulier, celui de Palerme où, de même qu'à Catane, la boulangerie municipale est née de l'inefficacité du calmère, mais où cette boulangerie fonctionnant en concurrence avec les anciennes boulangeries, a très bien réussi et produit d'excellents résultats.

Nous aurons occasion au cours de ce travail, d'en dire quelques mots et de nous servir des recherches que nous avons faites pendant quelques jours à Palerme, comme terme de comparaison.

CHAPITRE II

I. — La boulangerie municipale et les consommateurs.

Vendre le pain à des prix réduits, et améliorer la qualité : tels étaient les deux bénéfices que le municipe avait espéré procurer aux consommateurs en instituant la boulangerie municipale.

Nous allons voir les résultats de l'expérience.

Le prix du pain. — Le prix de vente.

La boulangerie municipale a-t-elle influé sur les prix du pain ? A-t-elle contribuer à les faire baisser ?

Avant d'entrer dans l'examen détaillé de cette question, il faut dire que c'est là un travail d'appréciation très difficile et complexe. Etant données les conditions dans lesquelles s'exerce l'industrie du pain, une simple altération dans la qualité des farines, dans les mélanges, dans la fermentation ou la cuisson, peut produire une grande différence sur la qualité du pain et par suite sur son prix réel de vente.

Il ne suffit pas non plus, pour apprécier le résultat de

la municipalisation, de comparer les prix de vente de la boulangerie municipale avec ceux en vigueur après ou avant sa création : cela a évidemment de l'importance et nous ne négligerons pas ce travail ; mais ce qui importe surtout, pour apprécier ces résultats, c'est de comparer le prix de vente à la boulangerie municipale avec ceux qu'auraient établi à la même époque les patrons boulangers, c'est-à-dire de comparer un terme connu avec un inconnu : travail assez délicat et qui ne nous donnera forcément que des résultats approchés.

Pour faciliter un peu notre tâche, suivant d'ailleurs en cela l'exemple de M. Cicero, nous avons fait porter surtout nos recherches, sur le pain de deuxième qualité, qui est d'ailleurs de beaucoup le plus employé à Catane. Il se vend à Catane environ 75 0/0 de pain de deuxième qualité, 6 0/0 de première et 19 0/0 de troisième qualité.

Nous dirons quelques mots seulement sur les prix de ces deux dernières qualités. Il nous faut dire enfin que, à Catane, les conditions locales favorisent les prix peu élevés : le coût du grain est faible ; celui du combustible également (le bois de l'Etna coûte très peu) ; le sel est presque gratuit ; enfin la forme compacte du pain que l'on mange, demande beaucoup moins de soins qu'ailleurs.

Dans un interview paru dans un journal de Milan (1)

(1) *Tempo*, 23 janvier 1903.

M. de Félice affirmait que la boulangerie municipale avait abaissé les prix du pain de 0.10 et 0.12 le kilogramme. Il dressait lui même le tableau suivant (1).

(1) Enquête, p. 407.

Prix des diverses qualités

MOIS		1894			1895			1896			1897		
		1 ^{re}	2 ^e	3 ^e	1 ^{re}	2 ^e	3 ^e	1 ^{re}	2 ^e	3 ^e	1 ^{re}	2 ^e	3 ^e
Janvier	1 ^{re}	41	35	28	35	29	24	41	35	28	44	37	32
	2 ^e	40	33	27	»	»	»	42	35	29	44	37	30
Février	1 ^{re}	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	2 ^e	41	34	28	»	»	»	43	36	29	»	»	»
Mars	1 ^{re}	41	34	27	»	»	»	45	37	31	43	36	29
	2 ^e	40	33	26	»	»	»	43	36	30	»	»	»
Avril	1 ^{re}	41	34	28	»	»	»	42	35	29	»	»	»
	2 ^e	39	32	26	»	»	»	»	»	»	42	35	29
Mai	1 ^{re}	40	33	27	36	30	24	44	37	30	43	36	30
	2 ^e	38	32	25	»	»	»	43	36	30	43	36	29
Juin.	1 ^{re}	38	31	25	»	»	»	42	35	29	42	35	29
	2 ^e	37	30	24	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Juillet.	1 ^{re}	38	32	26	»	»	»	»	»	»	41	34	28
	2 ^e	36	30	25	»	»	»	»	»	»	44	37	30
Août.	1 ^{re}	36	30	24	»	»	»	»	»	»	42	35	29
	2 ^e	35	29	24	35	29	24	»	»	»	44	37	30
Septembre.	1 ^{re}	»	»	»	»	»	»	»	»	»	46	38	31
	2 ^e	»	»	»	36	31	25	»	»	»	45	38	31
Octobre	1 ^{re}	35	29	24	»	»	»	»	»	»	»	»	»
	2 ^e	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Novembre.	1 ^{re}	»	»	»	38	31	26	»	»	»	46	39	32
	2 ^e	»	»	»	38	32	26	»	»	»	47	40	32
Décembre.	1 ^{re}	»	»	»	39	33	27	»	»	»	»	»	»
	2 ^e	»	»	»	41	35	28	41	37	30	»	»	»

Ce qui donnait pour chaque année les moyennes suivantes :

Années.	1 ^{re} Qualité.	2 ^e Qualité.	3 ^e Qualité.
1897	0 ^l 46	0 ^l 36	0 ^l 30
1898	0 51	0 44	0 34
1899	0 46	0 39	0 31
1900	0 49	0 40	0 32
1901	0 45	0 38	0 30
1902 jusqu'au 18 octobre.	0 46	0 37	0 30
1902 depuis le 18 octobre	0 35	0 28	0 22
1903	0 37	0 29	0 23
1904	0 38	0 29	0 24
1905	0 35	0 30	0 22

Et comparant ces prix qui sont seulement des moyennes, le pro-syndic concluait à une diminution résultant de la municipalisation de 0.11 pour la première qualité, de 0.09 pour la deuxième, 0.08 pour la troisième : ce qui n'était déjà plus le chiffre fixé par lui précédemment de 0.10 à 0.12 de baisse par kilogramme. Il oubliait d'ailleurs de dire que, dès le mois de février 1903, les prix avaient été élevés de 0.02 environ pour chaque qualité de pain et que cette hausse s'était maintenue pendant près de deux ans.

Mais ce que le pro-syndic oubliait surtout d'examiner, c'était de savoir si cette baisse était bien réellement due à la municipalisation, si elle n'était pas due à d'autres causes et ne constituait pas seulement une simple coïncidence.

Ce qui eût été intéressant de savoir en effet, c'était

si cette baisse des prix ne se serait pas produite même sous le régime de l'industrie privée, et c'est ce que nous allons essayer d'examiner.

Il existait à Catane, comme dans toute l'Italie, un droit d'entrée sur les farines, de 5 l. par 100 kilogrammes, qui pesait lourdement sur les patrons boulangers. Or précisément, ce droit ne devait pas peser de la même façon sur la boulangerie municipale : car, le 1^{er} juillet 1902, par suite d'une loi du 23 janvier 1902, ce droit avait été réduit à 3 l. par 100 kilogrammes, abaissé à 1 l. le 1^{er} juillet 1903 et il devait cesser définitivement le 1^{er} juillet 1904.

Nous avons vu dans l'historique que, précisément à cette époque, juillet 1902, la Commission de l'annone, chargée d'établir les prix, les avait déjà abaissés par suite de ce changement à 0.41, 0.32, 0.25.

En août, ils étaient encore abaissés, comme on le voit dans le tableau précédent à 0.39, 0.30, 0.24 pour la première quinzaine ; 0.38, 0.30, 0.24 pour la seconde.

Les boulangers avaient refusé cette diminution, et ç'avait été pour eux l'occasion d'entamer la lutte qui devait amener la municipalisation de leur industrie. Lors donc que la municipalisation arriva, si les boulangers avaient refusé les nouveaux prix, il n'en est pas moins vrai que la baisse était déjà très sensible sur les anciens prix et que cette baisse n'était due en rien à la municipalisation ; pour apprécier exactement la baisse qui lui est due, il faut donc comparer les prix de vente

sous le régime nouveau avec ceux qui le précédèrent immédiatement, ceux des mois d'août et de septembre 1902, c'est-à-dire comparer ensemble des prix sur lesquels le droit d'entrée sur les farines avait pesé d'une façon égale.

Et si l'on agit ainsi, ce n'est plus du tout une baisse de 0.10 à 0.12 que l'on trouve, mais seulement de 0.032 environ. Ce chiffre est celui de M. Cicero, et voici comment il arrive à ce résultat, d'après des calculs établis sur le prix du seul pain de deuxième qualité.

Il établit d'abord les prix de ce pain depuis 1898.

Il en déduisait les moyennes suivantes qui ne concordent d'ailleurs pas absolument avec celles du pro-syndic.

En 1898	0 ^l 380
En 1899	0 398
En 1900	0 390
En 1901	0 379
En 1902 jusqu'au 17 octobre.	0 346

Et pour les deux années de production municipale :

En 1902 (octobre à décembre)	0.292
En 1903	0.295
En 1904 (jusqu'en septembre)	0.290

Il arrive ainsi à une moyenne pour les cinq années de production privée de : $380 + 398 + 390 + 375 + 346 : 5 = 0.378$ le kilogramme.

Et pour les trois années de production municipale de : $292 + 295 + 290 : 3 = 0.292$ le kilogramme.

Soit entre les deux une différence de $378 - 292 = 0.86$ par kilogramme.

Mais est-ce là le bénéfice réalisé par le consommateur ?

Le pro-syndic le croit et sans tenir compte des observations faites précédemment au sujet de la baisse du droit d'octroi, il dit : « Étant donné une production
« quotidienne de 700 quintaux pour toute la ville, on a
« 70.000×0.10 , chiffre évalué par lui comme baisse
« du prix, 7.000 l. de bénéfice qui, multipliés par
« 365 jours, donnent 2.550.000 l. de bénéfices annuels
« au profit des consommateurs. »

D'où, conclut-il, une élévation de la richesse publique de 2 millions et demi par an.

Mais précisément, il oubliait de prouver que cette baisse était due à la municipalisation, et il était obligé d'ailleurs de reconnaître lui-même que cette baisse était due aussi à la rigoureuse application de la loi sur l'entrée des farines qui avait permis de réduire de trois centimes le droit qui pesait sur elles.

Mais, ajoutait-il aussitôt, c'est là un bénéfice qui doit être mis au compte de la municipalisation, parce que, sans elle, cette diminution aurait servi seulement à augmenter les bénéfices des spéculateurs et n'aurait pas du tout servi les intérêts des consommateurs (1).

Ne pouvant donc considérer comme exacts les chiffres fournis par le pro-syndic, reprenons ceux de M. Cicero. Pour arriver au calcul exact de la baisse du prix, il nous faut retrancher de la moyenne du prix du pain établie plus haut pour les cinq années de production privée, cette part dont l'abolition du droit sur les farines aurait certainement abaissé les prix. Cette part peut être fixée à 0.05 le kilogramme, le droit étant de 5 l. par 100 kilogrammes, et par suite, le prix moyen auquel l'industrie privée aurait pu vendre le pain, si la boulangerie municipale ne s'était pas substituée à elle peut être ainsi déterminé : $0.378 - 0.050 = 0.328$. Et comme d'autre part le prix moyen que la boulange-

(1) *Il Tempo*, 5 février 1903.

rie municipale a fait durant son fonctionnement jusqu'en 1904 est de 0 l. 292 le kilogramme, il en résulte que le bénéfice retiré par les consommateurs de la création de la boulangerie municipale, peut être approximativement fixé à 0.036 par kilogramme ($0.0328 - 0.0292 = 0.036$) (1).

Ainsi le bénéfice résultant de la municipalisation serait de 0.036 au lieu de 0.10 au dire M. de Felice.

M. L. Barzini (2) et M. Buffoli (3) dans les enquêtes qu'ils avaient faites avaient été les premiers à relever l'erreur commise par le pro-syndic, et tenant compte de l'abaissement des droits d'entrée sur les grains ils évaluaient, l'un à 0.02, l'autre à 0,03 la baisse du prix du pain résultant du fait de la municipalisation.

Il semble donc bien que ce chiffre de 0.036 soit assez proche de la vérité.

Et cependant il y a un autre élément dont M. Cicero n'a pas tenu compte et qui entre pour une part importante dans cette baisse du prix, à savoir la baisse progressive des farines elles-mêmes en dehors de tout droit.

Nous donnons ici le tableau de ces prix des farines depuis 1900 :

(1) Pour tout ce calcul voir Cicero. *Giornale degli economisti*, janvier 1903.

(2) Barzini. *Corriere della Sera*, 19 février 1903.

(3) Buffoli. *Il nostro Giornale*, février 1903.

(Droit exclu) MOIS	ANNÉE 1900		ANNÉE 1901		ANNÉE 1902		ANNÉE 1903		ANNÉE 1904	
	FARINE 1 ^{re} qualité	SEMOLLE 1 ^{re} qualité	FARINE 1 ^{re} qualité	SEMOLLE 1 ^{re} qualité	FARINE 1 ^{re} qualité	SEMOLLE 1 ^{re} qualité	FARINE 1 ^{re} qualité	SEMOLLE 1 ^{re} qualité	FARINE 1 ^{re} qualité	SEMOLLE 1 ^{re} qualité
Janvier	34 50	32 1	34 1	29 25	32 25	26 1	30 50	25 75	30 25	24 75
Février	34 50	32 1	34 50	29 1	33 25	26 50	31 47	27 83	30 75	24 25
Mars	35 75	31 1	35 50	30 25	34 1	28 75	32 25	28 50	32 53	24 83
Avril	37 1	30 1	35 50	34 1	32 50	27 33	34 33	27 50	32 50	25 75
Mai	36 75	31 1	35 1	34 1	34 75	27 50	30 75	27 75	34 75	23 75
Juin	36 50	32 1	34 25	30 50	32 1	27 1	30 50	27 50	34 50	21 75
Juillet	36 25	29 50	34 70	27 50	32 1	25 50	30 75	24 75	32 50	21 50
Août	36 1	27 75	35 1	26 25	34 75	25 1	30 75	23 50	1	1
Septembre	36 50	28 75	34 1	27 47	30 50	26 1	31 25	23 1	1	1
Octobre	36 50	29 25	33 1	25 50	30 25	26 1	34 25	24 33	1	1
Novembre	34 70	29 50	34 70	25 25	34 1	25 1	30 50	24 50	1	1
Décembre	33 50	29 50	32 50	27 50	34 40	25 1	30 1	25 1	1	1

En cinq ans la baisse du prix des farines a donc été sensible, et cette baisse se serait probablement fait sentir sur les prix du pain même s'il n'avait été municipalisé.

M. Cicero ne tient pas compte non plus dans ses calculs de toutes les autres conditions qui, comme nous l'avons fait observer au début de ce chapitre, sont impossibles à évaluer et influent cependant sur le prix réel : ainsi la quantité ou le poids du pain dont on avait parfois à se plaindre.

Si maintenant nous voulons apprécier le gain annuel des consommateurs, nous devons multiplier 60.000 kilogrammes, chiffre quotidien de la production, et non 70.000 par 0.36, ce qui nous donne 2.160 l. par jour et 768.400 l. de bénéfices au lieu de 2.500.000 évalués par le pro-syndic.

Et encore peut-on dire que ce soit là un bénéfice pour eux ? car il faut observer avec M. Tenerelli que si les consommateurs réalisaient peut-être comme clients de la boulangerie municipale un léger bénéfice, ils en perdaient tout l'avantage comme clients de la commune puisque la différence du prix en leur faveur était sans cesse contrebalancée par la perte qu'ils subissaient comme contribuables de la commune, dans la mesure de 147.994,27 au 9 juillet 1904, de 450.000 l. au moins au 19 août 1906 (1).

(1) Voir *Résultats financiers*, p. 154.

Il faut ajouter aussi qu'un certain nombre de contribuables n'étaient pas clients de la boulangerie municipale, et de ce fait ils subissaient une perte sans retirer aucun bénéfice de l'entreprise.

C'étaient d'abord ceux qui fabriquaient leur pain eux-mêmes, ce qui était encore assez fréquent à Catane, et, à partir de 1904, tous les actionnaires de la boulangerie coopérative.

Enfin une observation nous permet de mettre en doute tout le bénéfice même résultant du fait de la municipalisation au profit du contribuable.

En effet, nous serons amenés, en étudiant le coût de production, à faire cette constatation que le coût de production était plus élevé à la boulangerie municipale que dans les boulangeries privées (1).

Comment donc, dès lors, les consommateurs auraient-ils pu jouir d'un prix de vente inférieur à celui de l'industrie privée alors que le municipale produisait à un prix plus élevé que les particuliers ?

Nos évaluations n'ont porté jusqu'ici que sur les prix du pain de deuxième qualité, et si nous regardons un peu ceux de la troisième, nous serons amenés plus encore à douter de tout avantage financier pour le consommateur.

En effet, les prix de ce pain étaient maintenus bas, par parti pris, comme cela arriva d'ailleurs quelques

(1) Voir *Le prix de revient*, p. 82.

fois aussi pour les autres qualités. C'est ainsi qu'en janvier 1903, sous prétexte d'éviter des troubles qui s'étaient produits l'année précédente à la même époque, et malgré une élévation des prix du grain, le pro-syndic avait donné l'ordre de ne pas relever les prix du pain, et il en était résulté une perte qu'il évalue lui-même à 27.653 l. (1).

De même, dans un article de *Corrière* de septembre 1904, il avoue qu'à cette époque où le grain avait été un peu augmenté, il avait fait réduire le prix du pain de troisième qualité de 0.24 à 0.22 « dans le but de favoriser les consommateurs les moins heureux ».

Dans une lettre adressée à la Commission d'enquête, le directeur B... disait que, « pour parer aux rigueurs de l'hiver, saison dans laquelle notre principal souci est de veiller aux besoins des classes pauvres », il avait pris sur lui de fabriquer un pain de troisième qualité, meilleur qu'auparavant, et qu'il en résulterait peut-être une perte dont il croyait devoir avertir la commission (2); celle-ci n'indiqua pas d'ailleurs le chiffre de cette perte.

C'était évidemment un souci généreux que de vouloir favoriser la classe pauvre; il eût fallu que ce ne fût pas au détriment des autres classes, ni surtout de l'intérêt général de la cité. Et nous ne pouvons que

(1) *Corrière di Catania*, 14 septembre 1904.

(2) Enquête, p. 61.

constater que c'était là une forme de protection des classes bien dangereuse puisqu'elle tendait à la ruine des finances communales.

Pour apprécier les prix de vente de la boulangerie municipale, nous trouvons, à partir du 1^{er} juillet 1904, un terme de comparaison plus exact qu'e les précédents ; ce sont les prix établis par la boulangerie coopérative. Or, bien qu'elle ne fût pas organisée avec des procédés aussi rationnels et perfectionnés que la boulangerie municipale, la boulangerie coopérative a pu, sans interruption, vendre le pain à un prix toujours inférieur de 0.02 au moins, au prix de sa rivale : la différence alla parfois jusqu'à 0.05 et 0.06. Et cependant dès la première année, elle réalisait des bénéfices.

Voici les prix respectifs des deux boulangeries pour la première quinzaine de septembre 1904 :

	1 ^{re} qualité.	2 ^e qualité.	3 ^e qualité.
Municipale	0 40	0 30	0 22
Coopérative	0 35	0 27	0 20

Le jour de la fermeture ils étaient les suivants :

	1 ^{re} qualité.	2 ^e qualité.	3 ^e qualité.
Municipale	0 40	0 32	0 20
Coopérative	0 35	0 26	0 18

Enfin nous pouvons trouver encore un autre terme de comparaison, ce sont les prix du pain dans les autres villes de Sicile ou à Naples.

Le tableau suivant est calculé sur les prix de la première quinzaine de septembre 1904.

	1 ^{re} qualité.	2 ^e qualité.	3 ^e qualité.
Catane	0 40	0 30	0 22
Syracuse	»	0 32	0 20
Messine	0 36	0 34	0 32
Palerme (boulangeries privées) .	0 38	0 34	0 26
Palerme (boulangerie municipale)	0 36	0 32	0 22
Naples	0 40	0 35	0 30

La comparaison avec la boulangerie municipale de Palerme est particulièrement intéressante ; s'il est vrai qu'en septembre 1904, elle vendait le pain aux mêmes prix que celle de Catane, il faut remarquer qu'en 1905 tandis que celle-ci avait maintenu ses prix, celle-là les avait abaissés et vendait le pain 0.30, 0.26 et 0.20, et de plus, réalisait la même année 1905, un bénéfice de 12.000 l. La boulangerie de Palerme, il est vrai, possède un moulin ; sa création a précédé celle de la boulangerie et de ce fait, les conditions d'achat des farines sont plus avantageuses pour elle qu'à Catane.

Une dernière question reste à examiner : quels allaient être les prix des boulangeries privées lors de leur réouverture ? Là encore nous pouvons trouver un terme de comparaison, étant donné surtout que les conditions de fabrication ne varièrent pas à cette époque et qu'aucune cause extérieure ne vint alors agir sur les prix.

Or les prix établis par les patrons boulangers furent les mêmes que les anciens prix de la boulangerie municipale : 0.40 pour la première qualité ; 0.32 pour la

seconde; 0.22 pour la troisième (1). Un règlement du 15 mars 1907 ordonnait bien aux boulangers de réduire ces prix à 0.36, 0.30 et 0.20, mais les patrons protestèrent et craignant des troubles à la veille de l'arrivée du roi qui devait venir en avril, le municipale ne voulut pas recommencer la lutte et céda : le 16 mars, le règlement du 15 était abrogé et les prix antérieurs établis. Il paraît qu'un nouveau règlement doit venir prochainement rouvrir les hostilités entre la municipalité et les patrons boulangers, mais au 1^{er} juin 1907 nous n'en avons pas encore entendu parler.

Toutes ces comparaisons aboutissent donc à ce résultat que la municipalisation ne semble guère avoir sensiblement abaissé le prix de vente du pain, car la baisse que l'on constate à cette époque aurait pu se produire sans elle. A supposer même qu'elle eût amené ce résultat, il resterait encore à prouver qu'il n'est pas dû plutôt qu'au fait de la municipalisation, au régime même de la grande industrie. On est en droit de croire que, du fait seul de l'introduction des procédés de la grande industrie, du développement du machinisme, et des procédés plus rationnels de fabrication, on aurait pu arriver, sans la municipalisation, à ce résultat.

Mais, d'autre part, l'introduction de ces procédés de la grande industrie n'est-elle pas le fait de la municipalisation ?

(1) *Sicilia*, 23 août 1906.

Nous ne songeons nullement à contester ce mérite à la municipalité de Catane, et nous inclinons même à croire qu'en le faisant, elle a été seulement logique, puisque l'industrie privée, morcelée et sans ressources, s'en était toujours montrée incapable. Cela n'infirme d'ailleurs nullement les conclusions précédentes qui étaient celles de M. le ministre des finances, Schanzer : « Quant au prix, disait-il, les résultats ne peuvent être reconnus satisfaisants, si on compare par exemple à Palerme, ville qui offre à peu près les mêmes conditions que Catane, où les prix du pain ont été en moyenne de quelques centimes de moins qu'à Catane. »

Dans ses observations à l'enquête, le pro-syndic prévoyait qu'après la construction du moulin, et la systématisation de l'entreprise, les prix pourraient être abaissés à 0.25, 0.20, 0.15.

On sait que ces beaux projets ne furent pas réalisés, et qu'au lieu de cela, l'année 1906 vint offrir aux consommateurs et aux contribuables une terrible note à payer.

Le prix de revient.

« Vendre au prix de revient les objets de première nécessité : tel est selon moi le but de la municipalisation, » disait le pro-syndic. Et évidemment, s'il est nécessaire pour un particulier de réaliser un bénéfice, résultat de la différence entre le prix de vente et le prix de revient.

on comprend qu'il n'en est pas de même pour une ville qui peut vendre le produit au prix même de revient, et que de ce fait une entreprise municipale se trouve en état de supériorité sur les entreprises privées. Encore faut-il cependant, que les prix de vente de l'entreprise municipale soient calculés de façon à couvrir les frais, et sinon à lui faire des bénéfices, du moins à lui permettre de ne pas être à charge à la commune.

Avant d'étudier cette question, nous dirons que le calcul de ce prix de revient nous a été fort difficile, à cause de l'imperfection et des lacunes de la comptabilité et des registres de l'entreprise de Catane.

Les commissaires chargés d'établir l'enquête de 1904 ne purent eux-mêmes mener à bien leur travail ; ils furent obligés de renoncer à établir le prix de revient pour les trois qualités et d'établir seulement un prix de revient unitaire moyen pour la période qu'ils étudiaient, octobre 1902 à juillet 1904, sans distinction de qualité. Ils constataient que le prix de revient d'un quintal de pain avait été de 7 l. 134, dont 3 l. 437 pour la main-d'œuvre, 2 l. 210 pour la revente et 1 l. 487 pour autres frais (1).

Ils avaient ainsi établi leurs calculs :

(1) Enquête 1904, p. 64.

Éléments directs	{	Farines	24 ^l 066	}	soit 28 ^l 25
		Ingrédients divers .	0 059		
		Combustible et huile	0 518		
		Éclairage et force motrice	0 129		
		Main-d'œuvre . .	3 437		
		Salaires au personnel technique. .	0 041		
Éléments complémentaires	{	Intérêt du capital de 1 ^{er} établissement	0 033	}	soit 0 49
		Amortissement et usure	0 089		
		Dépenses diverses .	0 368		
Dépenses de distribution et vente du pain. . .					2 46
TOTAL.					31 ^l 20

Si, de ce total, on déduit le prix des farines, 24 l. 066, on obtient le chiffre de 7 l. 134, qui représente le prix de revient moyen d'un quintal de pain. L'enquête ajoutait que le prix de la main-d'œuvre et de la vente du pain n'aurait pas dû dépasser 4 l. 40, au lieu qu'il était de 5 l. 897, et que l'on aurait pu gagner ainsi environ 1 l. 50 par quintal, soit pour 168.195 q. 42, chiffre total de la production pendant 20 mois, une économie de 255.000 l. Mais il eût fallu pour cela réduire le nombre des ouvriers et ne plus donner d'indemnité aux patrons boulangers, et nous savons quelles difficultés ces deux réformes présentaient.

Sur ce prix de revient, le pro-syndic s'était fait de grandes illusions.

En 1902, il disait que « le prix de revient d'un quintal de pain ne dépasserait pas 2 l. 50 », mais il ne comprenait pas l'indemnité aux patrons boulangers ni les salaires des employés ; il espérait alors que ceux-ci, par dévouement civique, prêteraient leur concours gratuit. Faisant ensuite rentrer ces deux éléments dans ses calculs, il estimait un peu plus tard le prix de revient à 3 l. 61, chiffre qu'il obtenait en divisant 2.168 l. 02, somme des frais quotidiens, par 60.000 kilogrammes, production journalière, et c'est d'après ce calcul qu'il prévoyait pour le municipe un bénéfice de 52.000 l. annuel (1), tandis que le déficit devait être de près de 150.000 l. en 20 mois.

Nous allons voir qu'en réalité le prix de revient était beaucoup plus élevé que celui prévu par le pro-syndic.

Nous avouons ici nous être sentis incapables de faire nous-mêmes ce travail difficile, et nous avons été en chercher les bases au savant travail de M. Cicero (2).

De même que la Commission d'enquête, M. Cicero, dans son travail, n'a pu établir le prix de revient que pour la seconde qualité du pain, qualité qui représente d'ailleurs la moyenne de celles en cours à Catane, et sur laquelle on est en droit de s'appuyer pour obtenir le prix de revient moyen du pain municipal.

Disons tout de suite que les meuniers n'emploient pas

(1) De Felice. *La municipalizzazione del pane*, p. 10 et 12.

(2) Cicero. *Giornale degli economisti*, janvier 1903.

à Catane, pour faire la farine, le grain tendre, comme dans les autres parties de la Sicile, mais le grain dur, ce qui donne au pain une forme compacte, mais permet aussi d'en abaisser un peu le prix de revient.

La farine employée à Catane est la farine Taganrok, de première qualité, dont nous avons vu plus haut les cours (1).

Soit des prix oscillant ainsi :

En 1900	de 33 ^l 50 à 37 ^l »
En 1901	de 31 70 à 35 50
En 1902	de 30 25 à 33 25
En 1903	de 30 » à 32 25
En 1904	de 30 25 à 32 53

Cette farine a donc coûté en moyenne, de 1900 à 1902 : 33 l. 53, et en 1903 et 1904 : 31 l. 25, soit une diminution de 6,79 0/0.

Elle est de beaucoup la plus employée : sur 3.682.086 kilogrammes de farine employés à la boulangerie municipale jusqu'au 9 juillet 1904, 3.335.931 kilogrammes étaient de première qualité, 282.000 de seconde qualité, et la farine de troisième qualité n'était pas employée pour la panification, mais seulement pour empêcher la pâte d'attacher sur les tables : on en employait seulement 12.065 kilogrammes.

Il faut savoir, avant d'entrer dans le détail du prix de revient, que 100 kilogrammes de farine ne fournissent

(1) Voir plus haut : tableau, p. 73.

pas exactement 100 kilogrammes de pain : mais 110 kilogrammes de pain de première qualité, 120 de seconde et 125 de troisième ; pour le pain militaire, 100 kilogrammes de farine peuvent donner jusqu'à 140 kilogrammes, et pour le pain français, jusqu'à 115 kilogrammes.

Enfin 100 kilogrammes de farine donnent 140 kilogrammes de petits pains de première qualité et 145 de petits pains de seconde qualité (1)

Le prix de revient est, d'ailleurs, extrêmement variable à cause des grandes spéculations qui font varier sans cesse le prix des farines.

Si le prix des farines vient à augmenter, il sera nécessaire d'augmenter aussi le prix de vente sous peine de mettre l'entreprise en fâcheuse situation.

Nous avons vu cependant qu'il ne fut pas toujours tenu compte de cette nécessité à la boulangerie municipale, et qu'en janvier 1903, par exemple, malgré une augmentation des farines, le prix du pain n'avait pas été relevé et qu'il en était résulté pour l'entreprise une perte de 27.693 l. 04.

Nous allons donc maintenant suivre M. Cicero dans ses calculs.

Ces calculs sont établis sur le mouvement des entrées et des sorties des mois de mai 1903 et mai 1904. Puis M. Cicero a pu obtenir le chiffre des prix de revient

(1) Enquête, voir p. 72.

moyen pendant la période de quinze mois, d'avril 1903 à juillet 1904.

Au mois de mai 1903, il fut dépensé à la boulangerie la somme de 369.2041.47 qui se répartit ainsi :

1 ^o Farines	296.764 ¹ 67
2 ^o Ingrédients	549 99
3 ^o Combustible	4.878 61
4 ^o Éclairage et force motrice	1.122 01
5 ^o Main-d'œuvre	33.608 86
6 ^o Salaire du personnel technique	416 66
7 ^o Intérêts du capital	375 »
8 ^o Amortissement du capital	1.000 »
9 ^o Dépenses diverses	3.581 71
10 ^o Dépenses pour la vente et la distribution	26.909 94
Total.	<u><u>369.204¹ 47</u></u>

D'autre part, dans le même mois, les recettes furent les suivantes :

	Quantité,	Prix.	Somme.
	—	—	—
1 ^o Pain de 1 ^{re} , 2 ^e et 3 ^e qualité	11.486	»	353 712 ¹ 55
2 ^o Résidus de charbons	184	1.50	276 »
3 ^o Cendre	62	0.30	18 60
Total			<u><u>354.007¹ 15</u></u>

En divisant chacun des titres des dépenses par le chiffre qui représente l'ensemble des quintaux de pain produits en mai 1903, soit 11.486, on obtiendra la dépense nécessaire pour la production d'un quintal de pain :

1° Éléments spéciaux :

Main-d'œuvre	21 920
Matière première, droit compris . . .	25 830
Ingrédients	0 047
Combustible	0 430

2° Éléments généraux constants :

Dépenses d'administration	01 057
Intérêts du capital de premier établisse- ment	0 032
Amortissement.	0 090
Louages et assurances	0 250
Salaire du directeur	0 036

3° Éléments généraux variables :

Éclairage et force motrice	01 096
Dépenses de vente et distribution. . .	2 343

Total.	<u>32 131</u>
----------------	---------------

Ce chiffre de 32.131 ne représente pas encore le coût de production d'un quintal de pain de deuxième qualité, mais un prix moyen pour les trois qualités de pain.

Mais si l'on pense que la deuxième qualité représente 75 0/0 de la production totale (en mai 1903 : 8.608 kil. sur 11.486), tandis que la première ne représente que 6 0/0 et la troisième 19 0/0, on peut en conclure que, en définitive, ce chiffre de 32.131 représente à peu près exactement le prix de revient d'un quintal de pain de deuxième qualité en mai 1903.

Et d'ailleurs, comme le total des dépenses comprend celles pour la matière première, qui varie avec la qua-

lité du pain, tandis que les autres, par leur caractère de dépenses générales, doivent être réparties également sur toutes les qualités, si, du coût de production moyen établi précédemment, on retranche ce qui représente la matière première, et si on ajoute la dépense nécessaire pour la mixture de farine nécessaire pour fabriquer 100 kilogrammes de pain de deuxième qualité, on pourrait obtenir avec exactitude le coût exact de cette deuxième qualité.

Au mois de mai 1903, ce mélange coûtait exactement 25 l. 40 droit compris ; en retirant du quart de production trouvé plus haut soit 32 l. 131 la dépense de matière première, soit 25 l. 83 et en ajoutant au reste 25 l. 40 qui représente la véritable dépense de matière première, en mai 1903, pour le pain de deuxième qualité, on obtient $32.14 - 25.85 + 25.40 = 31.71$ qui représentent le prix cherché, et exclue la matière première, 6 l. 301.

Si l'entreprise avait été bien dirigée, on peut croire, qu'un an après, au moi de mai 1904, ce coût de production aurait été moindre ; nous allons voir qu'il n'en a rien été.

Au mois de mai 1904, il fut dépensé la somme de 378.401 l. 58 se déduisant ainsi :

1° Farines	262.917 ¹ »
2° Ingrédients	4.027 65
3° Combustible	7.407 47

A reporter. 271.052¹ 12

<i>Report.</i>	271.052 ¹ 12
4 ^o Eclairage et force motrice	1.347 04
5 ^o Main d'œuvre	44.699 99
6 ^o Salaire du personnel technique	500 »
7 ^o Intérêts du capital	375 »
8 ^o Amortissement du capital	1.000 «
9 ^o Dépenses diverses.	5.907 74
10 ^o Dépenses pour la vente et la distribution	33.314 88
Total	<u>378.401¹ 58</u>

Dans le même mois le chiffre de quintaux de pain produits fut de 11.691 pour les trois qualités.

En faisant le même calcul que précédemment c'est-à-dire en divisant ces titres de dépenses par 11.891, et sans tenir compte de la matière première, nous obtenons les chiffres suivants qui montrent bien que le prix de revient s'est augmenté en un an.

	Mai 1903.	Mai 1904.
<i>1^o Éléments spéciaux :</i>		
Main d'œuvre	2 ¹ 920	3 ¹ 820
Matière première	»	»
Ingrédients	0 047	0 090
Combustible	0 430	0 607
<i>2^o Éléments généraux constants :</i>		
Dépenses d'administration	0 057	0 057
Intérêts du capital	0 032	0 032
Amortissements	0 090	0 090
Louage et assurances	0 250	0 450
Salaire du directeur	0 036	0 042
<i>A reporter.</i>	<u>3¹ 862</u>	<u>5¹ 188</u>

<i>Report.</i>	3 ^l 862	5 ^l 188
<i>3^o Éléments généraux variables :</i>		
Éclairage et force motrice . . .	0 096	0 110
Dépenses de vente et distribution	2 343	2 840
	6 ^l 301	8 ^l 138

Ainsi au lieu de diminuer, le coût de production s'était augmenté en un an de 1.87 dont 0.88 pour la seule main-d'œuvre, et cela semble à M. Cicero la marque la plus sûre de la mauvaise administration de l'entreprise.

Mais des calculs faits sur ces deux mois de mai 1903 et mai 1904, est-il permis de conclure que ces chiffres représentent le prix de production moyen soutenu pendant la période de l'entreprise qui était soumise à l'enquête ? Il se peut, que ces chiffres assez élevés proviennent de dépenses extraordinaires faites en ces mois de hausse de prix exceptionnels qui auraient fait remonter ainsi passagèrement le prix de revient. Aussi afin d'éviter l'objection, M. Cicero a-t-il calculé le prix de revient sur une période beaucoup plus longue, celle qui va d'avril 1903 à juillet 1904, et qui va nous fournir un chiffre beaucoup plus certain.

D'avril 1903 à juillet 1904 les dépenses de la boulangerie de Catane ont été de 5.235.147 l. 75 se décomposant ainsi :

1 ^o Farines	4.036.573 ¹ 84
2 ^o Ingrédients	10.056 94
3 ^o Combustible	87.149 78
4 ^o Éclairage et force motrice	21.793 13
5 ^o Main-d'œuvre	578.108 22
6 ^o Salaire du personnel technique	6.899 94
7 ^o Intérêts du capital	5.625 »
8 ^o Amortissement	13.000 »
9 ^o Dépenses diverses	62.161 61
10 ^o Dépenses pour la vente et la distribution.	413.779 29
Total.	<u><u>5.235.147¹ 75</u></u>

D'autre part les bénéfices étaient les suivants :

	Quantité.	Prix.	Somme.
1 ^o Pain	168.195 quintaux	»	5.163.879 ¹ 92
2 ^o Résidu du charbon	2.767 —	1 50	4.128 »
3 ^o Cendres	310 —	0 30	279 »
Total			<u><u>5.168 286¹ 92</u></u>

En divisant chaque chef de dépense par 168.195 quintaux nous obtiendrons un chiffre représentant le prix moyen d'un quintal de pain pendant toute cette période.

1^o Eléments spéciaux :

Main d'œuvre	3 ¹ 431
Matière première, droit compris	24 »
Ingrédients	0 059
Combustible	0 519

A reporter. 28¹ 009

Report. 28¹ 009

2^o *Éléments généraux constants :*

Dépenses d'administration	0 084
Intérêt du capital	0 033
Amortissements.	0 089
Louage et assurances	0 288
Salaire au directeur technique	0 041

3^o *Éléments généraux variables :*

Éclairage et force motrice.	0 124
Dépenses de vente et de distribution	2 470

Total.	31 ¹ 135
----------------	---------------------

Le coût de production moyen d'un quintal de pain de deuxième qualité aurait donc coûté dans cette période. 31¹ 135

Mais puisque, durant cette même période, il y eut en outre 4.407, de recettes pour la carbonella et la cendre, en divisant 4.407 par la production totale 168.195, il faut donc en retirer le quotient obtenu par cette opération, soit 0 028

Soit	31 ¹ 107
----------------	---------------------

Mais pour obtenir le prix exact du quintal de la deuxième qualité et non plus d'une moyenne des trois qualités, il nous faut refaire comme plus haut. En déduisant la matière première, soit 24 l., et en lui substituant le chiffre de 24 l. 18 qui est le prix moyen de la quan-

tité de farine exactement nécessaire pour fabriquer un quintal de pain de deuxième qualité, on obtient le chiffre de 31.287, qui représente exactement le coût de production moyen d'un quintal de pain de cette qualité ; exclue la matière première, on obtient le chiffre de 71. 10.

Il est nécessaire ici de faire observer que, dans toutes ces évaluations, aucune somme n'a été attribuée au véritable directeur de la boulangerie, M. de Felice, qui en fut toujours l'âme et dirigea toujours son entreprise, avec une grande abnégation et un grand dévouement.

Mais, pour savoir si le coût de production trouvé plus haut est élevé ou s'il ne l'est pas, il nous faut maintenant le comparer à des termes semblables : et en particulier, il sera intéressant de le comparer à celui des boulangeries privées de Catane et de la boulangerie coopérative.

Voici les dépenses d'un patron boulanger, résultant du scandaglio pratico de 1884.

1 ^o Achat de 100 kilogrammes de grain	23 ¹ »
2 ^o Droit sur les farines	2 22
3 ^o Mouture (dépenses de transport comprises). . . .	4 30
4 ^o Combustible.	0 50
5 ^o Levain	0 40
6 ^o Perte	0 07
7 ^o	0 20
8 ^o Sesamo	0 08
9 ^o Ingrédients, huile et sel.	0 14
<i>A reporter.</i>	27 ¹ 91

<i>Report.</i>	27 ¹ 94
10° Taxe	0 02
11° Location.	0 36
12° Profits du boulanger	0 86
13° Droit de revente	0 86
14° Salaires et en argent en nature.	3 60
15° Achat de fine taganrok pour blanchir la pâte pour 100 kilogrammes	1 30
Total	<u>34¹ 94</u>

Si de ce compte on déduit, comme nous l'avons fait dans les autres calculs, les dépenses comprises sous les numéros 1, 2, 3, 15, ayant trait à la matière première, la dépense se trouve être alors de 7 l. 09 par quintal de pain, soit 0 l. 01 de moins que la dépense de la boulangerie municipale, qui était de 7 l. 10.

La comparaison avec la coopérative est encore plus intéressante, puisque les conditions de production ont été pour celle-ci les mêmes que pour celle-là. Et la comparaison n'est pas en faveur de la seconde.

Les chiffres donnés sont pris sur les registres de la coopérative pour les dix premiers jours de septembre 1904. En ces dix jours, la coopérative dépensa 6.661 l. 09 qui se répartissent ainsi :

1° Matière première	5.562 ¹ 92
2° Ingrédients et sel	17 82
3° Combustible	139 32
4° Main-d'œuvre	678 88
<i>A reporter.</i>	<u>6.398¹ 94</u>

<i>Report.</i>	6.398 ^l 94
5° Salaire du directeur	60 »
6° Louage des locaux	64 20
7° Éclairage	20 »
8° Porteurs	8 »
9° Dépenses de distribution	110 »
Total	<u>6.661^l 44</u>

Dans le même temps, il a été produit 219 quintaux de pain; en divisant les chiffres précédents par 219, on a les résultats suivants pour un quintal de pain, sans détermination de qualité :

1° Matière première	25 ^l 44
2° Ingrédients et sel	0 07
3° Combustible.	0 63
4° Main-d'œuvre	3 09
5° Directeur.	0 27
6° Louage des locaux.	0 29
7° Éclairage.	0 09
8° Porteurs	0 03
9° Dépenses de distribution	0 50
Total	<u>30^l 41</u>

En déduisant la dépense pour la matière première, comme nous l'avons fait dans les calculs précédents, on obtient: 30 l. 42 — 25 l. 44 = 4 l. 98, soit 2 l. 12 de moins qu'à la boulangerie municipale, ce qui prouve mieux que toute autre chose la supériorité de l'entreprise coopérative sur la boulangerie municipale.

Afin de mieux comparer les prix de revient de la

boulangerie municipale avec ceux des autres établissements, nous donnons ici un tableau qui en facilite la comparaison : ce sont les prix de revient d'un quintal de pain, vendu à l'étalage d'un revendeur, mais exclue la matière première :

Boulangerie municipale de Catane.

D'après l'enquête préfectorale	71 134
D'après M. Cicero pour mai 1903	6 301
D'après M. Cicero pour mai 1904	8 498
Moyenne des deux périodes précédentes	7 219
M. Cicero pour la période d'avril 1903 à juillet 1904.	7 107
Coopérative de Catane d'après M. Tene- relli	6 280
Coopérative de Catane d'après M. Cicero en septembre 1904	4 980
Boulangeries privées avant la municipa- lisation	7 090

Bien loin donc d'avoir diminué le prix de revient, la municipalisation l'a au contraire augmenté, et au lieu que cette augmentation ne soit que passagère, résultant par exemple des grosses dépenses de premier établissement, et que ce prix de revient aille en diminuant, nous voyons au contraire qu'en un an il avait augmenté considérablement, bien que l'entreprise soit restée dans les mêmes conditions.

Et cependant, il semble qu'au fur et à mesure que la production quotidienne de pain croissait, le prix de revient eût dû diminuer.

L'exemple de la coopérative de Roubaix, en France, est assez frappant.

Voici un tableau qui montre la progression de la production, et, en regard, la diminution du prix de revient correspondante, dans cet établissement, en 1884 :

Quintaux.	Dépenses totales.	Prix de revient par quintal.
—	—	—
2.000	12.000	6 ^l 50
4.000	20.000	5 »
8.000	30.000	3 87
10.000	34.000	3 48

Ainsi encore de cet examen, il résulte donc bien que la municipalisation à Catane n'a pas donné ce que l'on attendait ; non seulement le prix de revient n'avait pas diminué, mais il avait plutôt augmenté de quelques centimes : les 7 l. 107 que nous avons trouvées comme prix de revient sont loin des calculs de M. de Felice, qui prévoyait seulement 3 l. 61.

Il ne sera donc pas étonnant qu'au lieu des 52.000 l. de bénéfices annoncés, nous trouvions une perte de près de 500.000 l. à la fin de l'entreprise.

La qualité du pain.

« Les citoyens ne mangent pas seulement du pain à bon marché, disait le pro-syndic, mais un pain fait avec de la farine très pure, certainement plus nourrissant et

plus hygiéniques qu'auparavant. Qui ne sait à quels procédés malhonnêtes recouraient souvent les patrons boulangers qui, pressés par la concurrence, mêlaient à la farine pure des farines de riz ou de légumes, quand ce n'était pas de la craie ou du talc (1). »

Que la qualité du pain ait été souvent altérée par ces industriels, dans l'espoir d'augmenter leurs bénéfices, c'est ce qui n'est pas douteux. Tous les mois, on constatait l'entrée, à l'octroi de la ville, de 3.000 kilogrammes de farine de riz ou de légume et nous avons même entendu dire que les boulangers ne se gênaient même pas pour introduire dans la fabrication de leur pain des matières plus nocives encore comme du bisulfate de soude ou du bicarbonate de potasse, réalisant ainsi de gros bénéfices aux dépens de la santé publique (2).

Il est certain que la boulangerie municipale a amélioré la qualité du pain et que ces fraudes y furent évitées; les octrois ne signalent plus en effet l'entrée de la farine de légume à partir de janvier 1903.

D'autre part, l'emploi des machines pour la fabrication du pain offrait assurément une plus grande sécurité pour le consommateur.

Mais faut-il partager l'optimisme du pro-syndic qui déclarait, trois mois après les débuts de l'entreprise, que la qualité du pain était si bonne que le nombre des

(1) De Felice. *Municipalizzazione del pane*, p. 28.

(2) Enquête, p. 121.

maladies d'estomac en avait sensiblement diminué à Catane ?

Les analyses faites, à diverses époques, du pain municipal, ne sont guère de nature à nous y amener, et semblent bien prouver que la qualité du pain resta toujours assez loin de la perfection.

Au mois de juillet 1904 plusieurs analyses faites par le laboratoire de chimie de Rome donnèrent les résultats suivants :

Le 6 juillet : quatorze échantillons, six incriminés dont trois contenaient des farines avariées ; deux étaient reconnus de mauvaise qualité et un de qualité inférieure.

Le 17 juillet : sur dix-huit échantillons, huit étaient incriminés dont deux étaient mal cuits, quatre faits avec des farines avariées et deux avec des farines de qualité médiocre.

Le 21 juillet : sur dix échantillons deux étaient reconnus faits avec de mauvaises farines et huit avec une qualité de farine inférieure (1).

Ces résultats sont loin d'être satisfaisants et d'ailleurs les plaintes arrivaient nombreuses au municipe sur la qualité du pain.

M. Tenerelli, par exemple, ne semble pas du tout partager l'opinion du pro-syndic. « Nous pouvons affirmer, dit-il, que la qualité du pain n'a pas toujours été bonne, ni de type constant. Il est arrivé parfois qu'elle

(1) Enquête, p. 113.

fût meilleure que celle des anciens boulangers, les plus accrédités, mais en moyenne elle a été inférieure à celle de ces derniers, et surtout moins bonne que celle de la coopérative. »

« L'impartialité nous fait cependant un devoir de reconnaître qu'à partir de l'apparition de la coopérative, la qualité du pain municipal s'est sensiblement améliorée dans la moyenne (1). »

M. de Felice ne conteste pas ce dernier fait, mais la coopérative, dit-il, se rattrappe en ne faisant pas le poids et en vendant un pain manquant de cinquante grammes et plus.

Faisons remarquer ici que les associés de la coopérative ne se sont jamais plaint de cette fraude, et qu'en tout cas, c'est avec leur assentiment qu'elle se produisait, tandis qu'il n'en a pas été de même, surtout dans les derniers temps, à la boulangerie municipale.

Nous donnons ici un tableau reproduisant les observations faites pendant les deux mois de juillet et d'août 1904 sur les pains de 500 grammes vendus à la boulangerie municipale.

(1) Enquête, p. 28.

	1 ^{re} Qualité.	2 ^e Qualité.		1 ^{re} Qualité.	2 ^e Qualité.
15 Juillet,	484 ^{gr} 1/2	480 ^{gr}	1 ^{er} Août.	490 ^{gr}	507 ^{gr}
16 —	505	505	2 —	489	495
17 —	495	489	3 —	505	507
18 —	485	504	5 —	514	487
19 —	509	487	6 —	500	495
20 —	488	492	7 —	503	486
21 —	487 1/2	500	8 —	485	492
22 —	495	485	10 —	506	512
23 —	480	498	11 —	500	478
24 —	480	503	12 —	489	483 1/2
25 —	491 1/2	489	13 —	488	499
26 —	500	495	14 —	478	493
27 —	492	488	15 —	504	502
28 —	450	491	16 —	460	486
29 —	500	491	17 —	500	502
30 —	493	487			

Nous avons indiqué déjà, dans notre historique, quelques faits qui prouvent bien que les habitants n'étaient pas toujours satisfaits de la qualité du pain municipal : un conseiller communal aurait dû faire venir son pain d'une ville voisine ; un colonel aurait refusé le pain municipal, pour ses hommes ; enfin les habitants de Riposto, ville voisine, obligés de faire venir le pain de Catane à cause d'une grève des boulangers dans leur ville, auraient refusé de le consommer à cause de sa mauvaise qualité ; mais il nous a été impossible de vérifier ces faits.

Nous pourrions d'ailleurs en citer d'autres qui tendraient à prouver le contraire, ou au moins, que la qua-

lité du pain municipal était, en général, meilleure que celle fournie par les boulangers privés ; c'est ainsi que les bourgades voisines d'Ognina, de Cipali et d'Acicastello, avaient obligé ceux-ci à fermer, pour pouvoir s'approvisionner à la boulangerie municipale dont le pain était préféré des habitants. Et l'avis de M. Buffoli, peu suspect cependant de partialité en faveur de la municipalisation, pourrait être opposé à celui de M. Tenerelli : il reconnaissait que la qualité avait été sensiblement améliorée : « ce n'est pas un pas, mais un véritable saut, disait-il, que la municipalisation a fait au point de vue de l'hygiène ». Le travail se faisait dans des locaux vastes et bien aérés, le travail à la machine y avait remplacé le travail à la main, en grande partie du moins, et on ne peut nier que tout cela constituât un avantage, non seulement pour l'ouvrier, mais pour le consommateur.

Cependant, nous aurons occasion de le voir plus loin, il existait encore, à ce point de vue, de graves imperfections, et l'installation était loin de répondre à tous les desiderata de l'hygiène moderne. C'est ainsi, pour ne citer qu'un seul fait, que les cabinets se trouvaient dans le local même où l'on travaillait la pâte et directement adossés à l'un des fours (1).

Il est certain qu'en théorie, l'entreprise municipale peut plus facilement qu'un particulier améliorer la

(1) Voir plus bas la façon dont s'effectuait le travail, p. 409.

qualité du produit ; réalisant un monopole, elle n'avait pas à craindre la concurrence qui l'aurait obligée à abaisser ses prix, et à restreindre ses bénéfices ; et ces bénéfices mêmes, elle ne songeait pas à les réaliser, puisque, suivant les désirs du pro-syndic, on devait vendre le pain au prix de revient.

Mais si la fabrication était effectuée à la boulangerie municipale d'une façon plus rationnelle et plus hygiénique que dans les boulangeries privées, il y existait en revanche un immense inconvénient qui ne se faisait pas sentir dans ces dernières, et aurait pu annihiler presque complètement l'avantage résultant pour les consommateurs de ces conditions de fabrication, c'était le manque de contrôle et de surveillance ; il y avait bien cinq surveillants chargés de cette besogne, mais ils n'étaient eux-mêmes que des ouvriers, et leur surveillance était beaucoup plus fictive que réelle.

L'ouvrier n'ayant guère de responsabilité, et moins surveillé, travaillait plus mollement et avec moins de soins et compromettait ainsi souvent la qualité du produit : car la moindre inattention dans la fabrication du pain entraîne de graves conséquences ; si, par exemple, l'ouvrier mêle une trop grande quantité de levain à la pâte, cela peut avoir de sérieux inconvénients pour l'estomac du consommateur ; ou s'il se trompe dans le temps de cuisson, laissant le pain trop longtemps, ou à un feu trop violent dans le four, cela peut gâter complètement la qualité du produit ; car la façon dont

s'opère la cuisson, entre pour une grande part dans les éléments qui la constituent.

Si donc les procédés techniques de fabrication semblent avoir amélioré la qualité du pain, les conditions dans lesquelles s'opérait le travail, et en particulier le défaut de surveillance, ont enlevé presque tout l'avantage que les consommateurs auraient pu retirer de l'amélioration des procédés de fabrication.

On peut se demander, en outre, si ce but d'améliorer la qualité du pain n'aurait pas pu être atteint autrement que par la municipalisation et la suppression de l'industrie privée.

Si les boulangers altéraient leur produit, il y avait deux moyens d'y mettre fin ; le municipe pouvait faire saisir les pains avariés, en vertu d'un arrêté sur l'hygiène publique, et le consommateur avait la ressource de s'adresser à un boulanger plus honnête.

Tandis qu'avec le régime du monopole, si le pain est de mauvaise qualité, une municipalité endettée ne peut prendre les mesures nécessaires qu'au détriment de ses finances, et, d'autre part, le consommateur n'a plus la ressource de s'adresser ailleurs et de faire sentir d'une façon énergique son mécontentement.

On a compris à Palerme les inconvénients du monopole ; la boulangerie municipale y fonctionne en concurrence avec les fonds privés et ceux-ci ont été obligés par cette concurrence d'améliorer sensiblement leur produit, en même temps qu'elle les empêche de relever les prix.

Nous voudrions terminer ce chapitre en montrant quelle a été la production du pain à la boulangerie municipale de Catane.

Le pro-syndic basait tous ses calculs sur une production journalière de 60.000 kilogrammes de pain.

Or, jamais la boulangerie municipale n'a atteint ce chiffre qui, d'ailleurs, au dire d'un boulanger de Rome, M. Tuena : « serait certainement supérieur à la consommation entière de la ville de Catane » (1).

On peut estimer cette consommation dans la période du début à 30.000 kilogrammes, puis à 40.000 kilogrammes environ à partir du mois d'avril 1903.

D'un compte publié par le directeur, il résulte en effet que la consommation de farine en cinq jours, du 15 au 20 avril, a été de 1.569^k 26, soit une consommation journalière de 313^k 35.

En ajoutant à ce chiffre le pain consommé par les ouvriers, on a un total de 376^k 62 par jour, et c'est sur ce chiffre que nous nous basons pour dire que la production totale ne dut jamais dépasser 400 quintaux par an.

M. Cicero nous fournit des chiffres plus exacts ; ces chiffres sont pris sur les mois de mai 1903 et mois de mai 1904.

(1) A. Tuena. *La panificazione municipale à Catania*. Rome 1903.

*Tableau de la production de pain quotidienne
à la Boulangerie municipale.*

Mai 1903				Mai 1904			
Jours	Pain produit par journée.			Jours	Pain produit par journée.		
1	2.451 ^k	20.158 ^k	5.089 ^k	1	2.105 ^k	26.127 ^k	7.044 ^k
2	3.034	24.400	5.441	2	1.948	29.514	7.154
3	2.948	24.662	5.658	3	1.891	25.926	6.324
4	2.924	24.430	5.563	4	2.090	30.284	7.323
5	3.019	23.964	5.501	5	2.097	29.665	7.168
6	2.855	23.193	6.164	6	2.326	29.741	7.192
7	2.903	23.280	5.641	7	2.449	28.431	7.520
8	2.675	20.409	5.193	8	2.270	30.592	7.039
9	2.981	23.702	5.609	9	2.141	25.222	6.834
10	2.473	20.006	4.742	10	1.485	22.374	5.605
11	2.951	23.305	5.432	11	2.265	31.605	6.890
12	2.820	21.547	4.689	12	2.246	28.002	6.687
13	2.898	23.259	5.179	13	2.262	27.870	7.440
14	2.864	23.978	4.247	14	2.147	27.275	7.162
15	2.849	20.620	4.442	15	2.327	28.881	7.372
16	3.001	24.673	4.982	16	2.174	27.554	6.935
17	2.979	24.549	5.160	17	2.237	25.564	6.691
18	2.986	24.023	5.190	18	2.204	29.268	7.381
19	2.936	21.764	5.085	19	2.179	25.557	6.708
20	2.889	22.810	5.023	20	2.184	28.130	6.898
21	2.873	22.858	4.442	21	2.370	27.009	6.985
22	2.634	19.988	3.480	22	2.495	28.943	7.163
23	3.113	22.283	3.961	23	2.436	27.804	6.495
24	3.156	22.570	4.544	24	2.310	23.407	6.928
25	2.970	22.108	3.957	25	2.483	28.078	7.161
26	3.019	22.397	3.948	26	2.416	27.906	6.625
27	3.009	23.258	3.854	27	2.362	27.953	7.380
28	3.113	22.738	4.432	28	2.284	28.207	7.362
29	3.066	22.561	4.216	29	2.288	28.888	8.004
30	3.220	22.556	3.957	30	2.513	27.133	8.098
31	3.343	23.663	3.946	31	2.193	25.328	6.679
90.952 ^k 703.817 ^k 148.787 ^k				68.977 ^k 858.238 ^k 218.348 ^k			

Soit un total de :

	Mai 1903.	p. o/o	Mai 1904.	p. o/o
Production totale	943.471 Kgr.		1.145.563 Kgr.	
1 ^{re} qualité. . .	90.952 »	9	68.977 »	6
2 ^e qualité . . .	703.817 »	74	858.238 »	75
3 ^e qualité . . .	148.787 »	17	218.348 »	19

Nous n'avons pu obtenir les chiffres exacts de la production à la fin de l'entreprise.

Nous savons, cependant, qu'à partir de l'apparition de la coopérative, ce chiffre baissa sensiblement et qu'il continua de baisser sans cesse jusqu'à la faillite.

Il était de 300 kilogrammes le jour de la faillite, tandis que le même jour, la production de la coopérative dépassait 10.000 kilogrammes.

Depuis lors la coopérative s'est maintenue régulièrement à 7.000 kilogrammes, mais au contraire de ce qui se passait à la boulangerie municipale, la production de pain de première qualité y est de beaucoup supérieure à celle du pain de deuxième et troisième qualités qui ne dépasse pas 2.000 kilogrammes.

CHAPITRE III

Rapports avec les ouvriers.

En instituant la boulangerie municipale, le pro-syndic avait cherché surtout la solution d'un problème social : nous avons vu que c'avait été pour mettre fin au conflit permanent entre les ouvriers et les patrons boulangers qu'il avait créé cette boulangerie municipale.

Pendant longtemps les ouvriers avaient lutté, mais sans grands résultats. En 1902, la victoire du parti populaire avait été leur victoire, et forts de l'appui de l'administration communale, ils avaient repris la lutte qui devait aboutir à la municipalisation.

Que demandaient-ils donc ? 1° qu'on les fit travailler tous, en instituant un tour entre eux, quelque chose comme des relais, et en chassant les enfants et les jeunes gens, de façon à résoudre la question du chômage ; 2° que l'on améliorât leur sort et leur salaire.

Et, à la vérité, leur sort était en effet déplorable : les conditions auxquelles les avait réduits l'industrie privée étaient misérables. « Travaillant dans des antres obscurs et malsains, contraints au travail barbare de la meule, suants et fatigués par des journées de 14, 15

ou 16 heures, esclaves de leurs patrons, sans espoir d'amélioration, sans garanties pour le lendemain, leur sort était des plus tristes (1). »

On ne peut sans frémir, disaient les enquêteurs de 1904, penser aux méthodes de travail auxquelles sont assujettis ces malheureux, contraints à travailler la nuit, devant un appareil préhistorique, dans une atmosphère torride, sans air et sans lumière ; je conserverai toujours l'impression de dégoût et de répugnance que j'eus à la vue de ces hommes à moitié nus, abrutis par un travail si inhumain (2). « Il ressemble à un condamné, le malheureux ! » dit M. Buffoli, et pour cette tâche, il reçoit un salaire de 1 l. 95 à 2 l. 25, suivant les catégories d'ouvriers et l'heure de son travail (3).

Telle était la condition du travail de l'ouvrier dans les fours privés avant 1902.

Déjà très dangereuse et malsaine dans la plupart des autres villes d'Italie (4), la petite industrie du pain avait ici produit les plus déplorables et les plus tristes conséquences.

(1) Cicero. *Giornale degli economisti*, 14 avril 1905.

(2) Enquête, p. 4.

(3) On trouverait des détails plus répugnants sur la condition du travail de ces malheureux dans un petit opuscule de Pucci : *Municipalizio il pane*. Florence, 1904.

(4) De grands efforts ont été faits pour améliorer cette situation : Palerme et Crémone ont des boulangeries municipales, et parmi les plus grandes boulangeries coopératives, citons celles de Rome, Bergame, Milan.

Le nouveau régime de la municipalisation apportait-il sous ce rapport une amélioration ? Dès maintenant, on peut l'affirmer, ce fut là le véritable et le plus notable progrès de la municipalisation, et c'est avec raison que M. Buffoli, après avoir visité la boulangerie municipale, pouvait dire déjà : « Du côté hygiénique, c'est plus qu'un pas en avant qu'a fait la municipalisation, c'est un véritable saut. »

La boulangerie Prinzi était déjà beaucoup mieux organisée que les autres petites boulangeries de Catane, et ce fut pour le pro-syndic une véritable fortune de la trouver à sa disposition, toute prête à fonctionner, quand survint la municipalisation.

L'établissement consistait en un grand hall élevé et bien aéré où il y avait douze fours, un moteur à gaz de vingt chevaux et un pétrin mécanique Werner de capacité de six quintaux.

Mais l'établissement devait être bientôt insuffisant, et il fallut l'agrandir et l'aménager pour une production plus grande, production que l'on décida de concentrer en un seul local, au lieu de se servir, comme dans les premiers temps de l'industrie, des fours des anciens patrons disséminés dans toute la ville : ce qui avait été une cause fréquente de désordres.

Nous faisons ici la description de la boulangerie telle qu'elle fut, à partir de 1904, et telle que nous l'avons vue au mois de mars 1907.

La boulangerie municipale forme un vaste rectangle,

divisé dans toute sa longueur en trois parties à peu près égales. A droite et à gauche sont deux grandes galeries, la galerie Karl Marx et la galerie Garibaldi où sont construits les fours : dix-huit dans l'une, vingt dans l'autre. Entre ces deux galeries, dans la partie postérieure, en est placée une troisième, beaucoup plus petite, où il y a encore quatre fours pour la fabrication du pain français et du pain militaire.

La partie antérieure, située aussi entre deux galeries est un grand hall vitré et bien éclairé où se fait la distribution du pain. Sur le côté droit de ce hall, immédiatement à l'entrée, se trouve le bureau de l'administration.

Deux moteurs à gaz de vingt et de vingt-quatre chevaux actionnent une puissante machine de la maison Werner, capable de travailler six quintaux de pâte en vingt minutes.

Deux pétrins mécaniques dispensent l'ouvrier de ce travail si pénible.

L'éclairage au gaz et à l'électricité, substitué à l'éclairage au pétrole, les fours construits suivant une façon plus rationnelle ; tout cela montre bien que les conditions du travail de l'ouvrier se trouvaient notablement changées du fait de la municipalisation et que, à ce point de vue de l'hygiène et de la salubrité, une grande amélioration en était résultée.

Après avoir décrit ainsi les locaux dans lesquels s'effectuait le travail, nous voudrions encore montrer comment s'effectuait ce travail lui-même.

A 11 heures du matin environ, les ouvriers préparent la pâte ; jusqu'à 5 heures se fait le travail du pétrissage au moyen des pétrins mécaniques dont nous avons parlé plus haut ; à 5 heures, les ouvriers taillent la pâte et la pèsent : 590 grammes pour les pains de un demi-kilogramme et 1.160 grammes pour les pains de un kilogramme. D'autres donnent à la pâte la forme désirée, puis placent les formes sur de grandes tables disposées dans toute la longueur des galeries, devant l'entrée des fours. Vers 10 heures du soir s'opère la cuisson, puis le pain cuit en quelques minutes est placé dans des paniers spéciaux que les apprentis emportent aussitôt pour les placer sur les voitures de distribution ; enfin cette distribution se fait de bonne heure le matin et vers 6 heures, les diverses reventes sont fournies.

De cette description de la façon dont s'opérait le travail et des locaux dans lesquels il se faisait, il est impossible de ne pas conclure que de grandes améliorations n'aient été apportées ; mais peut-on dire que la boulangerie de Catane réalisait un modèle ? Nous ne le croyons pas, et il y existait encore de graves imperfections.

Quelques-unes des règles de l'hygiène la plus élémentaire étaient négligées.

Nous avons déjà dit que les cabinets d'aisance se trouvaient dans l'une des galeries adossés au dernier four ; et c'était déjà là un sérieux inconvénient.

La pâte était découpée et pesée par les ouvriers alors

que des machines auraient pu faire ce travail, et éviter ce dernier contact de l'homme avec la pâte.

Les fours eux-mêmes, n'étaient pas à la hauteur des derniers progrès ; ce n'étaient pas des fours mécaniques à combustion extérieure, qui, outre une économie de combustible, assurent le maximum de l'hygiène au pain produit, mais des fours à combustion intérieure où la qualité se trouvait souvent compromise par ce fait que le bois qui y brûle peut contenir des substances dangereuses. Il est vrai que le pain compact, dont on fait usage à Catane, et le très grand bon marché du bois à brûler n'exigent pas toutes ces perfections techniques que réclame le pain léger fait avec du blé tendre.

De plus, le municipale voulait voir un peu les résultats de la première expérience avant d'installer des procédés tout à fait rationnels et perfectionnés.

Nous pourrions signaler encore d'autres défauts.

Les poutres du toit de la boulangerie, construite en bois, étaient appuyées directement sur les fours, et en contact direct avec eux et cela présentait un grave danger d'incendie.

Le magasin de bois qui approvisionnait les fours était situé à un kilomètre de distance de la boulangerie.

Un restaurant municipal où les ouvriers pouvaient prendre de petits repas avait été installé, mais il avait été placé dans une des galeries, où l'on faisait le pain ; la Commission d'enquête de 1904 en demandait le dé-

placement (1) et dans ses observations, le pro-syndic promettait de faire droit à cette demande, mais nous l'avons encore trouvé à la même place en mars 1907.

Enfin, une des conditions nécessaires pour une bonne qualité du pain, est la propreté et l'hygiène personnelles des ouvriers. Cette condition était-elle bien remplie à la boulangerie municipale ? Le pro-syndic avait souvent reproché aux patrons boulangers, d'employer des ouvriers atteints de maladies contagieuses. Or nous savons que bien loin de renvoyer aucun ouvrier, le pro-syndic avait considéré comme une mesure de justice que tous les anciens travailleurs fussent employés à la boulangerie municipale ; c'est donc dire que les ouvriers atteints de maladies contagieuses furent employés comme les autres, et que, de ce point de vue, la fabrication du pain continuait à constituer un danger pour le consommateur.

La Commission d'enquête de 1904 avouait d'ailleurs que la propreté et l'hygiène des ouvriers laissaient beaucoup à désirer (2).

« Nous avons été mal impressionnés, disaient les enquêteurs, de l'absence d'un vestiaire et d'un lavabo, de sorte que les ouvriers sont obligés de changer de vêtements dans le local où ils travaillent, de les mettre sous les planches qui servent à supporter la pâte, et de commencer à travailler, sans être lavés. »

(1) Enquête, p. 131 et 121.

(2) Enquête, p. 131 et 121.

Or en 1905, il est vrai, le pro-syndic fit remédier à cet inconvénient, et un vestiaire fut installé dans un local voisin loué dans ce but.

Enfin ce qui manquait le plus à la boulangerie et lui eût permis de réaliser un grand progrès au point de vue hygiénique, c'était l'adjonction d'un moulin municipal au moyen duquel elle aurait pu se procurer toujours une qualité de farine satisfaisante. A Palerme, la création du moulin a précédé celle de la boulangerie, et c'est, au dire même du directeur, ce qui a fait le succès de l'entreprise. C'était bien, il est vrai, un des désirs du pro-syndic, mais le mauvais état des finances, puis la liquidation, devaient empêcher l'exécution de ce projet.

Malgré tout, il est certain que la boulangerie municipale réalisait, à ce point de vue de l'hygiène et du sort des travailleurs, un progrès très sensible sur l'industrie privée, et sa disparition a été véritablement un malheur ; car les boulangeries privées, réouvertes, n'ont pas modifié leurs locaux, et les conditions de travail y sont aussi tristes qu'avant, au plus grand détriment des consommateurs et des ouvriers.

La boulangerie coopérative elle-même est loin d'être aussi bien organisée que sa rivale ; elle n'emploie aucune machine, et les locaux sont assez mal aérés ; en revanche ses fours sont plus modernes, et surtout l'hygiène personnelle des travailleurs y est meilleure ; un sérieux contrôle y est exercé sur leur santé et leur propreté.

Mais l'amélioration des conditions du travail n'était pas la revendication principale des ouvriers boulangers contre leurs patrons ; ce qu'ils réclamaient surtout, c'était la suppression du chômage et l'augmentation des salaires.

La municipalisation a-t-elle apporté une solution à ces deux desiderata ? Pour l'apprécier, il nous faudra comparer encore avec l'état de choses antérieur à la municipalisation.

Cependant, dès maintenant, on peut dire que la première réclamation fut satisfaite ; et nous en trouvons la preuve dans le fait suivant :

Du temps de la boulangerie privée, selon les évaluations du Président de la Société des patrons boulangers, le nombre des ouvriers était en moyenne de cinq, deux de jour et trois de nuit, ce qui donnerait le chiffre de 385 ouvriers boulangers ($77 \times 5 = 385$).

Leur ayant promis de les employer tous, on devrait retrouver ce nombre à la boulangerie municipale. Or en 1903, ils étaient déjà 404 ; puis leur chiffre s'éleva à 543 en 1904, et 550 en 1905, dépassant ainsi le nombre des anciens ouvriers, et s'élevant sans que l'accroissement de la production vint justifier cette augmentation.

Nous donnons ici les chiffres de l'enquête : 1903 : avril 404, mai 466, juin 488, juillet 483, août 482, septembre 497, octobre 499, novembre 503, décembre 502 ; — 1904 : janvier 502, février 502, mars 519, avril 523, mai 557, juin 553, juillet 543.

Aussi, nous rangeons-nous à l'opinion de l'enquête que, si l'on pouvait admettre que, par raison d'équité, on conservât en service tous les ouvriers, bien que leur nombre dépassât déjà les besoins, il était absolument irrégulier et contraire aux intérêts de l'entreprise que l'on en employât près de 150 nouveaux.

Le pro-syndic déclare, pour se justifier, qu'il fut obligé d'en reprendre un grand nombre qui revenaient du service militaire et quelques autres que l'on avait refusé d'embaucher dans les premiers temps.

L'enquête de 1904 faisait ressortir l'exubérance du nombre des ouvriers, et les dépenses énormes que cela entraînait ; elle réclamait une diminution notable du personnel (1). En octobre 1904, le pro-syndic voulut réaliser cette mesure (2), mais cela amena un vif mécontentement chez les ouvriers, et quelques bagarres s'en suivirent ; nous savons déjà (3), que le pro-syndic faillit en être victime, qu'il dut capituler, et reprendre tout le personnel licencié ; jusqu'à la fin le chiffre du personnel resta aux environs de 550.

C'est que, il ne faut pas l'oublier, la boulangerie municipale était bien la chose des ouvriers boulangers, et qu'avant tout elle avait un but politique et électoral.

Les ouvriers boulangers n'avaient élu le pro-syndic que dans l'espérance de le voir les soutenir, et celui-ci

(1) Enquête, p. 39.

(2) *Humanité*, 8 octobre 1904.

(3) Voir plus haut, p. 28.

ne pouvait pas abandonner ses troupes les plus fidèles.

Mais si c'était là peut-être une très bonne manœuvre électorale, c'était une mesure financière très dangereuse, et la Commission d'enquête calculait que ces 150 ouvriers considérés comme inutiles, avaient grevé le budget de l'entreprise de 215.000 l., que l'on aurait pu économiser en les renvoyant.

Une preuve de l'exubérance du nombre des ouvriers se trouve dans ce fait que dès le début de l'entreprise, pour pouvoir les employer tous, il fallut les diviser en trois équipes, qui travaillaient alternativement, de sorte que chacune, et par conséquent chaque ouvrier ne travaillait que 20 jours dans un mois. Chaque équipe travaillant douze heures par jour, compris les heures de repos, il arrivait qu'au lieu de rester douze heures tous les jours au travail, chaque ouvrier ne fournissait que 24 heures tous les trois jours, soit deux tiers, soit seulement 20 jours par mois.

Et ici il faut noter un fait curieux qui se produisit sous l'initiative même des ouvriers. En principe ils ne devaient travailler que huit heures; chaque équipe travaillant huit heures, les trois équipes auraient rempli la journée de vingt quatre heures, et chaque ouvrier aurait travaillé chaque jour. On espérait avoir trouvé là, la solution régulière du problème du chômage; mais on avait compté sans les ouvriers: « ne pouvant s'habituer à faire un travail aussi court, accoutumés qu'ils étaient à travailler quatorze et quinze heures,

déclare le pro-syndic lui-même, ils préfèrent accumuler les heures de travail, et celles de repos, en travaillant douze heures de suite, dans le jour, et en se reposant le troisième, soit un travail de vingt jours par mois ».

Ainsi si la journée de huit heures existait bien en principe, il n'en était pas ainsi en réalité, et c'étaient les ouvriers qui eux-mêmes avaient préféré travailler douze heures, deux jours de suite pour pouvoir se reposer complètement le troisième jour.

C'était en somme un chômage forcé et périodique, résultant de l'exubérance du nombre des ouvriers, mais ceux-ci s'y habituèrent et d'autant plus facilement qu'ils avaient choisi eux-mêmes cette solution et qu'en outre ils recevaient le même salaire, les jours de chômage que les autres jours ; ils touchaient en effet à la fin du mois un salaire pour trente jours, alors qu'ils n'avaient travaillé que vingt.

Malgré cette division en équipes, la Commission d'enquête a prouvé que le nombre des ouvriers était encore, dans chaque équipe, trop élevé et supérieur aux besoins réels du travail.

En effet, il résulte du relevé fait le 9 juillet 1904 qu'il y avait à la boulangerie cinq cents quarante-trois ouvriers ainsi répartis.

1 ^{re} équipe (1)	403
2 ^e —	405
3 ^e —	403
Hors cadre (travaillant tous les jours) . .	124
Gouverneurs	108
Total	<u>543</u>

Si on retranche les ouvriers hors cadre qui semblent tous nécessaires, et si on calcule que, au dire des gens compétents, deux ouvriers suffisent pour chaque four, il résulte que chaque équipe contenait une vingtaine d'ouvriers en plus du nécessaire et par conséquent soixante pour les trois équipes.

Il faut dire la même chose pour les gouverneurs dont il faudrait retrancher une vingtaine du chiffre de 108 employés.

Ainsi, outre la troisième équipe (103 ouvriers) que l'on peut considérer comme inutile, il semble donc bien que la boulangerie ait employé quarante ouvriers et vingt gouverneurs de trop, soit en tout cent soixante-trois ouvriers. Et c'est sur ce chiffre que la Commission de 1904 se basait pour établir que le municipale avait dépensé de ce fait 215.000 l. qui auraient pu être économisées, et par suite procurer des bénéfices à l'entreprise.

On a d'autant plus le droit de s'étonner de cette aug-

(1) On trouverait la division des équipes elles-mêmes à la p. 43 de l'enquête.

mentation constante du nombre des ouvriers, que l'introduction des machines et des procédés de la grande industrie auraient dû la réduire au contraire et amener une diminution dans les frais de main-d'œuvre.

Il est vrai que le pro-syndic conteste tous ces chiffres, et au lieu d'une perte de 215.000 l., estime à 64.000 l. le chiffre des bénéfices qu'il a fait faire à la commune par l'organisation de la nouvelle industrie. « Ce qui a coûté 509.284 l. 35 à la boulangerie municipale, dit-il en substance, en aurait coûté 574.120 l. 80 à l'industrie privée, soit un bénéfice de 64.836 l. 45 au profit de la première (1). »

Mais il oublie de nous dire que l'industrie privée n'aurait pas employé un si grand nombre d'ouvriers et que c'est précisément cela seul que nous voulons prouver en ce moment !

Dans ses observations à l'enquête de 1904, le pro-syndic convenait de la nécessité d'une réorganisation du travail ; il en avait esquissé le plan lui-même, mais on sait que malgré une notable diminution de la production, il y eut toujours environ cinq cent cinquante ouvriers à la boulangerie municipale.

S'il est vrai donc que la municipalisation a apporté une solution au problème du chômage, cette solution ne laissait pas que d'être imparfaite, puisque c'était l'entreprise même qui en souffrait.

(1) Enquête, p. 47.

La question des salaire fut-elle résolue d'une façon plus heureuse ?

Ici, on peut le dire, les désirs des ouvriers furent satisfaits au delà même de leurs espérances.

Un premier bénéfice pour les ouvriers fut que, payés à la tâche sous le régime de l'industrie privée, ils obtinrent avec la municipalisation la paye à la journée, et l'on sait que, si ce n'est pas le système le plus avantageux pour un entrepreneur, — car le zèle des ouvriers n'en est pas augmenté, — il l'est certainement pour les ouvriers auxquels il assure une rémunération fixe, et non soumise à l'aléa d'une plus ou moins grande production.

Une augmentation sensible des salaires : tel fut le second bénéfice ; mais fut-il aussi élevé que celui auquel le pro-syndic prétendait arriver ?

Dans un interview (1) il disait : « Les ouvriers touchaient autrefois un salaire moyen de 2 l. 20 et maintenant ils touchent environ 5 l. avec un minimum de 4 l. par jour. »

Voyons ce qu'il en est de ces affirmations :

Sous le régime privé, les ouvriers payés à la tâche jouissaient du tarif suivant, établi sur les bases du scandaglio pratico de 1884.

(1) *Il Tempo*, 23 janvier 1903.

	<i>De nuit.</i>		<i>De jour.</i>	
	Grosse fournée.	Petite fournée.	Grosse fournée.	Petite fournée.
Gouverneur . .	0 60	0 41	0 80	0 50
Ouvriers . . .	0 55	0 40	»	»
Bracchianti (1).	0 50	0 35	0 60	0 45

Ce qui, en admettant que chaque four fasse une moyenne de dix fournées par 24 heures, soit trois de jour et quatre et demi de nuit pour les petites et une de jour et une et demie de nuit pour les grosses, donnerait pour chaque ouvrier :

<i>De nuit :</i>			
Gouverneur. .	$(0.60 \times 4 \frac{1}{2})$	$(0.41 \times 4 \frac{1}{2}) =$	2.74
Ouvrier . . .	$(0.55 \times 4 \frac{1}{2})$	$(0.40 \times 4 \frac{1}{2}) =$	2.62
Bracchianti. .	$(0.50 \times 4 \frac{1}{2})$	$(0.35 \times 4 \frac{1}{2}) =$	2.32

<i>De jour :</i>			
Gouverneur. .	$(0.80 + 0.60 \times 3)$		= 2.60
Ouvriers.			
Bracchianti. .	$(0.60 + 0.45 \times 3)$		= 1.95

En 1899, un nouveau scandaglio accordait aux ouvriers une élévation des salaires.

	<i>De nuit.</i>		<i>De jour.</i>	
	Grosse fournée.	Petite fournée.	Grosse fournée.	Petite fournée.
Gouverneur . .	0 73	0 54	0 92	0 73
Ouvrier . . .	0 67	0 52	»	»
Bracchianti . .	0 62	0 47	0 72	0 57

(1) Nous n'avons pu trouver de terme français équivalent : nous croyons savoir cependant que ces travailleurs qui sont employés à la formation de la pâte, s'appellent « les geindres » : le mot italien nous a semblé plus expressif et c'est pourquoi nous l'avons laissé.

Mais ce tarif n'avait pas été respecté par les patrons et le précédent avait été rétabli presque aussitôt.

Nous basant sur le tarif de 1884, nous pouvons donc établir que, sous le régime privé les ouvriers touchaient les prix suivants ; comme les ouvriers alternaient le travail de jour et de nuit, il faut donc faire une moyenne entre les salaires de jour et ceux de nuit, et on a, alors :

Gouverneur	2 ^l 67
Ouvrier	2 62
Bracchianti	2 43

Si on déduit quatre jours par mois, jours de repos pendant lesquels ils n'étaient pas payés, on obtient :

Gouverneur	2 ^l 30
Ouvrier	2 25
Bracchianti	4 85

De plus, les ouvriers de jour avaient le droit de manger du pain à volonté, et ceux de nuit également, mais avec la faculté en plus d'en emporter 1 kilogramme dans leur famille.

Quant aux apprentis, les patrons leur accordaient une paye qui allait de 6 à 15 l. par mois.

Les évaluations de M. Cicero sont assez différentes ; il arrive à une moyenne de 2 l. 82 pour le gouverneur, 2 l. 30 pour l'ouvrier, 2 l. 22 pour les bracchianti.

Il nous faut savoir maintenant quels furent les salaires à la boulangerie municipale. Nous en donnons

ici le tableau comparativement à ceux de l'industrie privée.

	Régime privé.	Régime municipal.
Gouverneur.	2 ¹ 30	3 ¹ »
Ouvrier.	2 25	2 75
Bracchianti.	4 85	2 25

Soit une augmentation de 0.70, 0.50 et 0.40 par jour de 0.18, 0.15 et 0.03 seulement d'après M. Cicero.

Enfin les apprentis touchaient un salaire de 1 l. par jour.

A ce point de vue il est donc évident que les ouvriers ont trouvé un grand avantage dans le régime municipal ; et ce n'était pas là seulement une augmentation absolue de salaire, mais une augmentation relative bien plus grande. Sous le régime privé, ils touchaient un salaire moindre en travaillant beaucoup plus, tandis que sous le régime de la municipalisation, ils touchaient un salaire plus élevé, tout en bénéficiant d'une diminution des heures de travail et d'une amélioration sensible de leurs conditions de travail.

Mais on voit que nous sommes cependant loin des évaluations de M. de Félice et que les salaires de 5 et 4 l. ne furent jamais atteints.

Ces salaires étaient payés les 1^{er} et 15 de chaque mois, au lieu que dans les fours privés, les ouvriers touchaient chaque jour leur paye et en dépensaient généralement aussitôt à la prochaine « ostéria » la plus grande partie.

Les 124 personnes comprises dans l'équipe hors

cadre touchaient une moyenne de 3 l. 50 par jour.

Au total le chiffre payé au 538 personnes employées dans l'entreprise s'élevait à 1.282 l. par jour, c'est-à-dire une moyenne de 2 l. 38. M. de Felice espérait pouvoir réduire ce chiffre à 1.030 l. par jour sans réduire les salaires, en réduisant seulement le nombre des ouvriers, mais encore ici, cela ne sortit jamais de l'état de projet.

Rien ne fut fait à la boulangerie municipale pour supprimer le travail de nuit.

Nous voudrions faire ressortir ici, la différence qu'il y avait entre la boulangerie municipale de Catane et celle de Palerme. A Palerme, la boulangerie et le moulin n'emploient pas 300 ouvriers, et cependant le moulin a une production quotidienne de 450 quintaux et la boulangerie de 260 quintaux. Les ouvriers du moulin sont payés 3 l. par jour en moyenne et ceux de la boulangerie, payés à la tâche, arrivent à une moyenne de 5 l. par jour. La journée de 8 heures y est strictement appliquée, y remplaçant les journées de 13 et 15 heures ; le directeur de l'établissement nous disait que la production relative en avait été beaucoup accrue et que le nombre des maladies des ouvriers en avait été considérablement diminué. Et cependant cette boulangerie est certainement moins bien outillée que celle de Catane ; les locaux y sont bien moins aérés, et il n'y a pas de machines, mais on y tient beaucoup plus à l'hygiène et la propreté des travailleurs et surtout la surveillance y est beaucoup plus effective.

L'entreprise réussit très bien et un projet est à l'étude en ce moment pour construire un nouveau moulin qui pourrait fournir 1.500 quintaux par jour, une boulangerie qui pourrait en donner 500 et une fabrique de pâtes capable d'une production quotidienne de 200 quintaux (1) : et alors, l'entreprise nouvelle serait dotée de tous les derniers perfectionnements et de toutes les machines les plus modernes.

Outre l'augmentation de leurs salaires, les ouvriers de Catane pouvaient jouir de quelques autres avantages.

Ils avaient droit au pain gratuit et pouvaient en consommer autant qu'ils voulaient ; de plus les ouvriers de nuit pouvaient en emporter 1 kilogramme dans leur famille. Le pain rassi leur était cédé au prix réduit de 0.50 les 2 kilogrammes et demi.

Un restaurant municipal avait été créé dès le début de l'entreprise, où les ouvriers pouvaient trouver une nourriture saine ; moyennant une retenue sur leur salaire de 0.15, ils avaient droit à une soupe, au pain et à un morceau de viande ; un demi-litre de vin coûtait 0.15 en plus.

Dans ses observations à l'enquête, le pro-syndic disait que le municipe étudiait un projet ayant pour but d'intéresser les ouvriers à l'action moyennant un droit de

(1) Toutes ces dépenses seraient couvertes par un prêt de 2.200.000 l à la Caisse des dépôts et prêts.

participation aux bénéfices ; mais le projet ne vit pas plus le jour que tous les autres, et d'ailleurs comment les ouvriers auraient-ils pu participer aux bénéfices, puisque ces bénéfices ne se sont jamais trouvés autre part que sous la plume du pro-syndic ?

D'ailleurs, il n'existait même pas d'institution sociale en faveur des ouvriers à la boulangerie de Catane, pas de caisse de maladie ; c'était le municipale qui payait aux ouvriers leurs journées de maladie, et on se figure aisément quels abus pouvaient en résulter.

Un article du règlement de février 1905 prévoyait bien la création d'une caisse spéciale pour le cas de maladie, mais elle ne fonctionna jamais.

Pas de caisse de prévoyance, ni de caisse de retraite, bien que toutes ces institutions fussent très développées dans le reste de l'Italie.

A la coopérative, au contraire, quelques ouvriers sont sociétaires et par suite intéressés à l'action ; il y existe une caisse de prévoyance alimentée au moyen d'une retenue faite sur les salaires des ouvriers.

Il est vrai que les ouvriers de la boulangerie municipale n'avaient pas besoin d'être attachés à l'entreprise par des intérêts matériels très grands, ils sentaient bien que c'était véritablement leur chose, et ayant atteint leur but, voir relever leurs salaires, et résoudre la question du chômage, ils ne songeaient qu'à voir durer l'entreprise et à ne jamais retomber sous la tutelle des patrons.

Lorsque cet événement redouté est arrivé en 1906, leur condition est redevenue ce qu'elle était avant, sauf qu'ils sont maintenant constitués en syndicat, et de ce fait plus aptes à résister facilement aux prétentions patronales.

Il nous reste à voir, pour finir cet examen de la situation de l'ouvrier au municipale, comment était établie la surveillance.

On comprend que dans un établissement aussi important, la surveillance ait été difficile à organiser. On avait remplacé celle du patron par celle de surveillants ; mais il en eût fallu un nombre énorme pour exercer un contrôle vraiment sérieux. Or il y avait seulement cinq surveillants et deux chefs surveillants : et encore choisis parmi les ouvriers eux-mêmes ; leur autorité sur leurs collègues était à peu près nulle et ils essayaient à peine de la faire valoir.

C'était là un des graves défauts de l'entreprise qui entraînait des conséquences financières désastreuses ; la confusion et le désordre engendraient en effet une perte de travail appréciable en argent, et la marchandise produite dans ces conditions ne pouvait être que de mauvaise qualité.

De ce défaut de surveillance, il résultait aussi que de nombreuses fraudes étaient commises, dont le montant s'élevait en 1904 à 33.741 l. 26. Et les commissaires s'étonnaient que ce chiffre n'ait pas été plus élevé,

étant donné la mauvaise organisation de l'établissement et le manque de contrôle (1).

Il existait bien pourtant un règlement intérieur affiché dans la boulangerie, règlement minutieux qui pouvait même sembler effrayant de rigueur, mais qui n'était jamais appliqué par suite du défaut de surveillance.

En résumé, exubérance du nombre des ouvriers, et manque de contrôle, ce furent les deux raisons qui conduisirent l'entreprise à la ruine.

Mais était-il possible au pro-syndic d'y remédier ? Ces ouvriers n'étaient-ils pas ses plus chauds électeurs et comment aurait-il pu en renvoyer quelques-uns, ou exercer sur eux un contrôle vraiment sérieux, sans s'en faire aussitôt de terribles adversaires ?

Ici encore, nous retrouvons l'inconvénient qui résulte pour une entreprise d'avoir été créée dans un but politique ; malheureusement, cela n'est pas particulier à Catane, et c'est un des plus gros dangers de la municipalisation d'employer un trop grand nombre d'ouvriers afin d'en faire des électeurs fidèles et sûrs ; et on peut se demander si ce n'est pas la condamnation même de la municipalisation, puisque, presque fatalement, elle la conduit à la ruine.

(1) Enquête, p. 99.

CHAPITRE IV

Rapports avec les anciens patrons.

La lutte entre les patrons et les ouvriers boulangers de Catane avait été la principale raison qui avait amené la municipalisation ; mais de cette lutte entre patrons et ouvriers, nous savons qu'une autre résultait, aussi âpre, entre les patrons boulangers et la municipalité de Catane ; aussi, mettant fin à la première, la municipalisation aurait-elle dû également terminer la seconde. Cependant il n'en fut rien, et c'est encore dans le but politique de l'entreprise que nous en trouvons les raisons.

Dès ses premiers jours, la boulangerie municipale surgit comme un instrument de lutte, au profit d'une classe, celle des ouvriers boulangers, contre une autre, celle des patrons ; ceux-ci essayèrent bien de résister quelque temps, mais on sait qu'ils furent obligés bientôt de céder devant les vexations et les procédés arbitraires du pro-syndic.

Celui-ci prétend que la municipalisation s'est établie d'accord avec les patrons, de même que le monopole en 1903 ; il est bien vrai qu'un accord fut signé entre la municipalité et les patrons, mais ceux-ci n'agirent

ainsi que parce qu'ils ne pouvaient pas faire autrement, incapables qu'ils étaient de soutenir plus longtemps la concurrence, à cause des procédés arbitraires que l'on employait contre eux.

S'ils signèrent effectivement un accord le 15 octobre avec la municipalité, ce ne fut que forcés et contraints, et non de leur plein gré, comme voudrait le faire croire le pro-syndic.

Mais celui-ci, malgré ses sentiments contre les patrons boulangers, reconnaissait qu'il n'était pas juste de jeter ainsi sur le pavé tous ces petits industriels, et que s'ils n'avaient pas été expropriés légalement, ils l'avaient été au moins en fait : en conséquence, il se crut obligé de les indemniser.

Il leur céda donc la revente du pain à des prix de faveur et leur consentit une indemnité.

« Ainsi, disait-il, la boulangerie municipale devenait
« le seul organe de production du pain, et les anciens
« patrons assumaient légalement la fonction plus nor-
« male d'organes de distribution. » Cette nouvelle organisation avait bien coûté quelques sacrifices, mais le pro-syndic s'en consolait facilement en pensant qu'« une grande révolution s'était ainsi accomplie dans le corps social, sans chocs ni violences (1). »

Mais les rapports entre le municipe et les anciens patrons n'ont pas toujours été les mêmes durant

(1) Enquête, p. 60.

toute l'entreprise, et il importe d'en voir les différentes phases.

Durant la première période de la municipalisation, c'est-à-dire du 18 octobre 1902 au mois d'avril 1903, les patrons essayèrent de soutenir la concurrence quoique déjà une dizaine d'entre eux (ils étaient alors 70) eussent cessé d'exercer leur industrie.

Au mois de mars 1903, la concurrence devenant impossible, par suite des conditions de fabrication que leur imposait le municipe (1) (ukase sur le bois et sur les farines), la plupart d'entre eux signèrent avec la ville un contrat. (Il est daté du 22 mars 1903.)

La ville leur accordait le droit de revente du pain ; un droit de 3 l. par jour leur était alloué comme location de leurs locaux de revente ; chaque boulanger avait en effet un nombre considérable de ces reventes : il y en avait près de 1.500 dans toute la ville ; un grand nombre furent alors supprimées, et il n'y en eut plus guère que 500. Avant la municipalisation, ces reventes représentaient le commerce de seconde main, parce qu'elles achetaient le pain au producteur, et le revendaient moyennant un droit de 5 0/0 sur les ventes ; depuis le nouvel état de choses, ces reventes représentaient le commerce de troisième main, et on ne leur accordait plus qu'un droit de 2 1/2 0/0 sur les ventes.

Outre ce droit de 3 lres, les boulangers en touchaient

(1) Voir plus haut dans l'historique, p. 13.

un autre de 4 lires par jour, comme compensation du service qu'ils rendaient en assurant la vente ; ils touchaient encore en plus 1 l. 1/2 sur le pain qu'ils vendaient eux-mêmes.

Le contrat n'avait été conclu que pour cinq mois ; il devenait caduc le 31 août. Aussi, du 1^{er} au 15 septembre, le service de la revente fut-il assuré par les seize dépôts qui existaient, aux comptes directs du municipale ; ces petits dépôts, qui fonctionnaient depuis l'ouverture de la boulangerie, recevaient un droit de 5 0/0 sur les ventes ; deux d'entre eux fournissaient les petites bourgades d'Ognina et de Cipali et ne recevaient que 3 0/0.

Si maintenant nous voulons résumer la situation qui était faite aux patrons dans cette première période, nous pouvons dire que, depuis le 22 mars 1903, ils étaient chargés d'assurer le service de la revente du pain, moyennant un droit fixe de 7 lires par jour, plus 1 1/2 0/0 sur la quantité de pain vendu.

Il était à prévoir que les résultats de cet accord du 22 mars 1903 ne devaient pas être satisfaisants, puisque les patrons, jouissant d'un droit fixe, n'avaient pas grand intérêt à la vente du pain ; au contraire, animés encore d'un esprit de jalousie et de lutte contre le municipale, ils cherchaient par tous les moyens, et en particulier par un mauvais service, à en entraver la marche.

Il était donc nécessaire d'établir un nouveau contrat

qui présentât plus d'avantages pour le municipale, sans toutefois porter atteinte aux droits reconnus aux anciens patrons.

Un nouvel accord fut donc signé le 12 septembre 1903 entre les 66 ex-patrons existant alors et le municipale.

En voici les termes :

1° Les boulangers renoncent à fabriquer le pain pour leur compte ou pour celui d'autrui, et s'engagent à vendre tout le pain qui sera fabriqué par la municipalité ;

2° Les fours privés seront hermétiquement clos ;

3° Les boulangers s'obligent à s'approvisionner de toutes les qualités de pain, plusieurs fois par jour ; ils le distribuent tant dans leurs boutiques que dans les maisons de revente indiquées par le maire, moyennant une prime de 3 0/0, payée chaque dimanche matin, au profit des revendeurs et jusqu'à concurrence de 3.000 livres ;

4° Le maire s'engage à faire porter le pain aux dépôts, aux heures fixées par le directeur de la boulangerie ou par ses soins ;

5° Il est consenti aux boulangers un droit de 6 0/0 sur la vente ; le pain qui s'abîmerait pendant le transport sera changé ; le pain rassis sera repris.

6° L'accord durera trois ans.

Ainsi le droit, de fixe qu'il était auparavant, devenait proportionnel à la vente.

La convention portait aussi que les patrons s'engageaient à maintenir à leurs frais, 15 reventes chacun, soit dans la ville, soit dans les faubourgs, répartis de

façon à assurer facilement le service de la revente qui pesait encore jusque là sur le bilan de la boulangerie municipale.

Le directeur B..., évaluait ainsi le bénéfice que le municipe retirerait de ce nouveau contrat :

Premier contrat.

Indemnité aux patrons, au nombre de 66, à 7 l. par jour	462 ^l »
Indemnité aux tenanciers des 17 reventes municipales	82 »
Droit de 3 0/0 aux revendeurs	240 »
Dépenses diverses.	10 »
	794 ^l »

Deuxième contrat.

Indemnité aux patrons, de 6 0/0 sur une vente de 11.600 l.	660 ^l »
Différence	134 ^l »

Soit un gain journalier de 134 livres sur le précédent contrat.

Une modification intervint le 22 avril 1904.

1° Le droit de 6 0/0 était assuré aux boulangers sur une somme globale de 11.000 l. de recette journalière pour le municipe, quelle que soit la quantité de pain vendue, alors qu'autrefois ils ne le touchaient que si la quantité de pain vendue dépassait cette somme.

2° Le pro-syndic s'engageait à donner à 15 des anciens patrons, outre les 6 0/0, un droit fixe de 1 l. par jour pour les récompenser de l'accroissement de

vente qu'ils avaient réalisé depuis le 1^{er} février 1904.

M. Cicero a calculé que la somme fournie aux anciens patrons à la suite de ce contrat s'élevait à 660 l. soit 9 l. 85 pour chacun.

Mais sur cette somme, que restait-il à chacun, après ses dépenses ? Il leur fallait d'abord payer le droit de 3 0/0 aux revendeurs, soit 1 l. 34, payer les dépenses d'éclairage, d'entretien et de louage de leurs boutiques soit 2 l. 50 ; qui ajoutées à 1 l. 34 font 3 l. 84 : en déduisant 3 l. 84 des 9 l. 85 il restait à chaque boulanger une recette journalière de 6 l. 01.

Evidemment c'est là un gain assez élevé si on le compare au gain moyen des artisans de la Sicile, mais c'est aussi un gain très inférieur, si on le compare aux anciens bénéfices de ces industriels qui, de leur propre aveu, montaient à 20 l., 30 et même 50 l. par jour.

La situation devait d'ailleurs encore varier. A la suite de l'enquête, qui faisait remarquer de quel poids pesaient sur l'entreprise les droits à payer aux anciens patrons, une nouvelle modification fut apportée. De 663 l. par jour, le chiffre fut abaissé à 506 en février 1905, soit de 9 l. 85 à 7 l. 50 pour chacun. Il ne restait donc plus à chacun, déduction faite de leurs frais, que 3 l. 66. Mais, pour avoir été abaissé ainsi, le chiffre de l'indemnité n'en restait pas moins écrasant pour le municipale.

L'enquête calculait que, du 18 octobre 1902 au 9 juillet 1904, l'indemnité s'était montée à 372.396 l. 11.

Du 9 juillet 1904 au mois de février 1905 elle dut se monter à 184.800 l. et du 1^{er} février 1905 date de la nouvelle convention à la fin de l'entreprise, elle monte à 283.360 l. soit en tout un total en quatre ans à peine de 840.556 l.

Il est permis de croire que cette somme est bien supérieure à celle qu'il eût fallu pour acheter d'un seul coup les 66 boulangeries expropriées, et qu'elle constituait une indemnité suffisante à l'expropriation forcée qu'on leur avait fait subir.

C'était d'ailleurs déjà une des conclusions de l'enquête de 1904 que l'on cessât de donner aux anciens patrons autre chose que le droit de 3 0/0 auxquels tous les revendeurs avaient droit. « Si cela pouvait être juste dans les premiers temps de la municipalisation, disait-elle, pour atténuer l'âpreté de la lutte avec l'industrie privée, et pour permettre l'établissement définitif de la boulangerie municipale, il est à souhaiter que les patrons boulangers, indemnisés du dommage qu'ils ont subi, ne réclament plus autre chose que le droit ordinaire de 3 0/0 permettant ainsi à l'industrie municipale de réduire les dépenses de ce chef à des limites convenables (1). »

C'était d'ailleurs aussi le désir du pro-syndic : « une fois l'indemnité payée, ces dépenses extraordinaires cesseront et la boulangerie municipale ne sera plus

(1) Enquête, p. 59 et 60.

« tenue de payer que l'unique droit de revente, qui seul
« peut-être considéré rigoureusement comme dépense
« normale ordinaire » (1):

Nous avons vu que ce droit fut bien réduit à 71. 50 en février 1905 ; mais ce n'était pas là la suppression désirée, cette indemnité continua à peser lourdement sur les finances de la boulangerie et contribua à précipiter sa ruine. Il eût peut-être été difficile de le réduire immédiatement à 3 0/0, mais il eût été nécessaire de le réduire petit à petit, afin de ne pas effrayer les anciens patrons ; il semble qu'on aurait pu le réduire entre février 1905 et 1906 ; mais il n'en fut rien.

C'était là d'ailleurs une dépense qui eût pu être inutile, si le pro-syndic n'avait pas tenu à réaliser un monopole ; elle ne figure pas sur les registres de la boulangerie municipale de Palerme qui fonctionne concurremment avec les boulangers privés et a pu réaliser en 1904, 9.000 l. de bénéfices, 12.000 en 1905 et 960 l. en 1906.

Et, avec M. Tenerelli, nous ajouterons qu'il est regrettable « que l'on ait fait supporter aux contribuables et aux consommateurs de Catane un sacrifice aussi important pour empêcher la concurrence privée, et assurer le monopole municipal, alors qu'en l'occurrence, l'intervention de la commune se justifie pour supprimer le monopole privé et faire naître la concurrence

(1) Enquête, p. 59 et 60.

honnête. » (1) C'est seulement dans les industries qui tendent fatalement à l'organisation monopolisatrice que la commune peut substituer un monopole public au monopole privé, pour supprimer ou détourner au profit de la collectivité les bénéfices disproportionnés que donne le monopole.

Il nous a semblé intéressant de montrer à la fin de ce chapitre, comment était effectué en réalité le service de la distribution du pain et celui de la revente, sous le régime municipal ; nous en faisons ici la description.

Aussitôt sorti du four, le pain produit était amené dans un petit local près de l'entrée ; les voitures de distribution attendaient, placées sous le grand hall vitré, à l'entrée de l'établissement ; cette opération donnait toujours lieu au plus grand tumulte, et la confusion qui régnait était bien faite pour favoriser la fraude.

Le pain était mis dans de petits paniers de fer rectangulaires, qui contenaient chacun 80 kilogrammes de pain de première qualité, 65 de seconde, et 100 de troisième qualité.

A Palerme, ce système fonctionne également ; mais les paniers sont plombés par un surveillant et déplombés seulement au moment d'être livrés au vendeur.

A Catane, il n'en était pas ainsi ; cinq ouvriers remplissaient les paniers qui étaient aussitôt portés sur les

(1) Tenerelli. *La municipalisation*, p. 25.

voitures de distribution, voitures assez mal adaptées, d'ailleurs, à ce genre d'opérations. Il y en avait une dizaine à la fin de l'entreprise.

Chaque cocher recevait un bulletin qu'il signait, certifiant ainsi qu'il avait bien reçu le nombre de pains inscrit sur le bulletin ; puis il partait vers 6 heures et demie du matin approvisionner les reventes dont il était chargé.

Les heures d'ouverture et de fermeture de ces reventes qui étaient fixées par arrêté municipal étaient contrôlées par un surveillant.

En recevant le pain, le dépositaire devait en vérifier le poids et laisser un reçu au cocher, qui le rapportait au bureau de la boulangerie.

Les ex-patrons et tous les revendeurs pouvaient, en laissant reçu, prendre eux-mêmes le pain, à leurs propres frais ; c'était là un sérieux inconvénient qui entraîna plus d'une fois des erreurs de comptabilité.

On devait payer tous les jours les revendeurs ; mais, en réalité, ils ne l'étaient guère que tous les mois à cause des difficultés d'argent dans lesquelles ne cessa pas d'être la boulangerie municipale.

Il nous reste à voir comment était organisée la vente elle-même. Au début, nous savons que le municipe entretenait à son compte des dépôts auxquels il donnait le 3 0/0 sur la vente ; ils furent supprimés au mois de septembre 1903, et les ex-patrons assumèrent à eux seuls le soin de la vente : entretenant eux-mêmes une

quinzaine de reventes chacun, auxquels ils accordaient également le 3 0/0.

Les locaux de revente étaient, pour la plupart, dans un état pitoyable. Chaque revente portait sur sa porte une inscription indiquant de quel four elle dépendait. Le pain se vendait au poids, nous en connaissons déjà les prix. Il faut remarquer que, lorsque les prix étaient de 0.23, 0.24 ou un chiffre intermédiaire entre 5 et 10, comme il n'y a pas de monnaie divisionnaire à Catane, le consommateur payait le chiffre immédiatement supérieur, et le bénéfice en restait au revendeur.

Ces revendeurs ne portaient pas le pain à domicile, et, comme aujourd'hui encore, sauf à la coopérative, le consommateur devait aller le chercher lui-même à la boutique du revendeur.

Ce revendeur n'accordait aucun crédit et il ne tenait aucune comptabilité, les dépenses étant d'ailleurs assez réduites.

La boulangerie coopérative a supprimé ce système de revente qui entraîne de nombreux inconvénients au point de vue hygiénique comme au point de vue financier.

Elle vend à ses seuls sociétaires dans des magasins annexés aux locaux de fabrication, évitant ainsi de faire passer le pain dans les mains de tous ces intermédiaires.

Depuis la fermeture des fours municipaux, le nombre des revendeurs qui avait beaucoup diminué, a commencé à remonter quelque peu et les locaux sont toujours restés aussi malpropres et malsains.

CHAPITRE V

Rapports avec la commune.

1^o Situation légale.

Nous avons l'intention d'étudier dans ce chapitre comment était administrée la boulangerie municipale et les résultats financiers.

Mais nous voudrions examiner tout d'abord les conditions juridiques dans lesquelles elle fut créée : et cet examen rentre bien dans ce chapitre des rapports avec la commune, puisqu'en somme il se bornera à voir si la commune avait bien rempli toutes les formalités et toutes les conditions exigées par la loi en pareille circonstance.

Lorsque surgit en 1902 la boulangerie municipale, il n'existait pas encore de législation spéciale réglementant dans le détail les pouvoirs des communes et fixant leur capacité commerciale ou industrielle.

Un article 126, n^o 7 de la loi communale et provinciale (texte de 1898), permettait aux communes de posséder des biens et des établissements, et l'article 179 de la même loi autorisait la gestion directe ou en régie des entreprises qui, par leur nature, peuvent s'adapter

à ce genre de gestion. La municipalisation était autorisée explicitement pour les marchés (article 164), les transports funèbres (règlement de police du 25 juillet 1892), et les boucheries (règlement sanitaire, 3 février 1901); si ces textes prévoyaient la municipalisation de ces services, ils n'en réglementaient ni le fonctionnement, ni la gestion.

Lorsque la municipalisation du pain fut réalisée à Catane, on pouvait donc discuter sur la légalité de cette création nouvelle, qu'aucun texte ne prévoyait; cependant aucune difficulté ne fut faite alors, le Conseil communal en ayant ratifié la création le 27 décembre 1902.

Mais, à l'époque même où commençait l'expérience de Catane, s'ouvrait à la Chambre italienne la discussion d'un projet de loi sur la gestion directe des services publics par les communes.

Ce projet devint loi de l'État le 29 mars 1903; un règlement du 10 mars 1904 devait plus tard le compléter (1).

L'article 1^{er} de la loi énumère les services dont les communes peuvent assurer elles-mêmes la charge; l'énumération comprend dix-neuf articles, et il résulte des déclarations de M. Majorana, rapporteur de la loi, que cette énumération n'est pas limitative et que les

(1) L'étude et le commentaire de cette loi ont été faites par M. Gino Picrantonio dans une brochure intitulée : *Entreprises municipales. Droits des communes et droits des tiers*. Rome, 1906.

communes peuvent assumer d'autres services non compris dans la loi.

D'ailleurs parmi ces services, à l'article 9, sont désignés expressément : « la construction et l'entretien des moulins et des fours » et cela, spécialement, d'après M. Giolitti, ministre de l'intérieur, « dans le but d'empêcher des relèvement artificiels des prix du pain ».

L'entreprise de Catane, existant depuis plus d'un an déjà au moment de la promulgation de la loi, ne rencontrait donc en elle aucun obstacle à son fonctionnement ; celle-ci venait au contraire l'autoriser expressément, et lui donner une consécration officielle.

Mais en même temps qu'elle autorisait les communes à entreprendre ces services, la loi nouvelle en réglementait minutieusement l'exercice ; parmi les formalités que la loi prévoyait, voici les principales : la délibération du Conseil communal et provincial, approuvant le projet de municipalisation (art. 3) ; le referendum populaire approuvant également le projet (art. 13) ; la ratification de ce projet par une commission royale (art. 19) ; la nomination d'une commission administrative, responsable de la gestion de l'entreprise (art. 4, 5, 6, 7), nommée par le Conseil communal, et composée d'un nombre impair de commissaires, nombre ne dépassant pas 7 et pas inférieur à 3 ; la nomination d'un directeur technique, nommé pour trois ans, et d'un caissier ; la nécessité d'établir et de soumettre les comptes de l'entreprise à l'approbation du génie civil

(art. 6) (1), et du Conseil communal (art. 17) ; enfin l'obligation pour la commune d'établir un tableau précis du nombre des ouvriers et de leurs conditions de travail (art. 6).

Enfin l'article 30 disait : « Les communes qui ont déjà municipalisé certains services devront, dans l'année qui suivra la promulgation de la présente loi, se conformer aux dispositions qui en règlent l'exercice. »

Or, si l'entreprise de Catane se trouvait bien avoir rempli quelques unes de ces formalités, elle était loin de s'être pliée à toutes ; elle aurait donc dû s'y soumettre dans les délais indiqués par la loi, mais il n'en avait rien été et un an après la promulgation de la loi, elle ne s'était pas mise en règle avec elle ; lorsque le règlement de mars 1904 parut, rappelant dans un article 222, la prescription de l'article 30 de la loi du 29 mars 1903, le municipe n'avait encore rien changé à la marche de l'entreprise municipale.

Il n'est donc pas étonnant que, à partir de ce moment, l'entreprise ait été considérée par la préfecture de Catane, comme fonctionnant irrégulièrement et comme illégale, et c'est, avec bien d'autres, une des raisons qui lui fit refuser l'emprunt de 400.000 l. qui avait été demandé.

(1) Service administratif placé sous les ordres du ministère de l'intérieur.

Cependant, en 1905 le Conseil communal avait bien songé à se soumettre aux exigences de la loi ; par deux délibérations du 31 janvier et du 28 février 1905, le Conseil avait voté un règlement qui instituait la Commission administrative exigée par la loi et faisait prévoir la nomination du directeur technique également requise.

Mais ce règlement ne fut jamais mis en pratique, et aucun changement ne fut apporté dans le fonctionnement de l'entreprise, pour la rendre conforme aux prescriptions de la loi.

Le pro-syndic s'étonna, au moment de la liquidation, de ce que la Commission royale chargée d'examiner la situation, n'ait pas tenu compte du règlement élaboré en 1905, et il reprocha alors au préfet de ne l'avoir pas communiqué à la Commission (1).

Mais quelle valeur ce règlement pouvait-il avoir, alors qu'il était de notoriété publique que la Commission administrative n'avait, pour ainsi dire, pas fonctionné et que d'ailleurs les autres prescriptions légales n'avaient pas été observées ?

Ce fut, en se basant, sur l'article 20 de la loi du 29 mars 1905, qui prévoit la mauvaise administration de l'entreprise, que le préfet de Catane ordonna la liquidation.

Il est permis de conclure de cet examen de la con-

(1) *Corrière di Catania*. (Numéros des 19 et 20 août 1906).

dition juridique de l'entreprise de Catane que, légale à ses débuts, elle est devenue illégale à partir de la loi du 29 mars 1903, en refusant de se soumettre aux exigences de cette loi.

Et il est curieux de constater que cette loi qui ne faisait que confirmer le droit de la municipalité de Catane d'entreprendre directement la gestion de la boulangerie ait été au contraire pour elle, le point de départ de sa situation illégale.

2° Rapports administratifs.

Un des plus gros dangers de la municipalisation, est que la commune ne s'en serve dans un but plus politique qu'économique, que ce ne soit pour elle un moyen d'acquérir le vote d'un plus grand nombre d'électeurs, danger plus grand encore, lorsque l'entreprise municipale n'est pas concurrencée par l'industrie privée.

A Catane, plus que partout ailleurs, étant données les conditions difficiles, dans lesquelles elle était née, et les raisons plus politiques qu'économiques qui l'avaient fait naître, ce danger était grand.

Une bonne organisation de l'entreprise, et en particulier une séparation absolue entre les deux directions, celle de la commune et celle de la boulangerie, eût été nécessaire afin de l'éviter.

Or cette bonne organisation n'exista jamais, et l'en-

treprise ne sortit jamais de l'état provisoire et anarchique dans lequel elle se développa, et en particulier, sa direction ne fut jamais suffisamment distincte et indépendante de celle de la commune.

M. de Felice, le pro-syndic, fut toujours en réalité le directeur infatigable de la boulangerie, et on peut dire, malgré la courte durée de l'expérience, que c'est grâce à lui qu'elle a pu durer si longtemps.

Bien loin de vouloir séparer les deux choses, M. de Felice tenait autant à sa qualité de président du syndicat des ouvriers boulangers, qu'à son titre de pro-syndic, et si ce sont là deux fonctions qu'il est assez curieux de trouver réunies chez la même personne, en temps ordinaire, elles semblent bien devenir incompatibles, lorsque la Commune a assumé la charge de fournir le pain aux habitants.

Mais M. de Félice n'en jugeait pas ainsi et en même temps qu'il restait malgré la loi, maire et député, il crut devoir rester, malgré les intérêts de la cité, maire et administrateur de la boulangerie municipale.

C'est lui qui avait réglé tous les détails de la pièce qui s'était jouée en 1902 pour arriver à la municipalisation, c'est lui qui devait également en organiser le fonctionnement.

La boulangerie municipale fut à son début dirigée par deux Commissions, l'une pour la partie administrative composée de trois membres : MM. de Felice, S. G. Pistono et Barbagallo, tous trois conseillers

communaux, l'autre pour le service de caisse composée de deux conseillers communaux : MM. G. S. Costarelli et Indelicato et un citoyen de la ville M. C. Fischera.

Ces deux commissions fonctionnèrent jusqu'au 4 avril 1903, mais toutes ces personnes étaient peu compétentes, et s'entendirent assez mal à leurs nouvelles fonctions ; à cause de l'éparpillement des fours à travers la ville, il ne leur était pas possible de tenir les comptes des entrées et des sorties des marchandises ; un seul livre de caisse était tenu à jour.

Aussi, s'apercevant de leur incompétence, les conseillers proposèrent-ils eux-mêmes que l'on établît l'entreprise sur des principes d'organisation plus solides, et que l'on en confiât la direction à un directeur technique.

Leur choix, ou plutôt celui du pro-syndic, tomba sur le sieur B... d'origine suisse, qui avait déjà tenu la comptabilité dans plusieurs grands établissements industriels, et auquel fut confié le soin d'établir une comptabilité minutieuse et régulière.

En cas de résultats satisfaisants, un arrêté du Conseil communal devait lui confier définitivement ces fonctions ; B... organisa donc, sous la direction du pro-syndic, un système de comptabilité plus régulier, mais qui était encore loin d'être parfait et de répondre à ce qu'exigeait une entreprise aussi importante, où il aurait fallu pouvoir se rendre compte à chaque instant

de l'état des finances. Il touchait un salaire de 5.000 l. par an.

A la suite de soupçons qui pesèrent sur lui, à propos d'acquisitions de farines, il donna sa démission en août 1904.

On décida alors de confier la direction à une commission provisoire composée du pro-syndic et de deux assesseurs : le poste de directeur technique était ainsi supprimé au moment même où il était exigé par la loi du 29 mars 1905 ; la direction technique était abandonnée aux surveillants dont nous savons qu'elle était la valeur (1).

Les commissaires de 1904 nous ont laissé de cette période qui va jusqu'en juillet 1904 une description qui montre bien toute l'imperfection de l'organisation de l'entreprise (2).

Aussi était-ce une de leurs conclusions les plus pressantes, que l'on sortît enfin de la situation provisoire où l'entreprise était restée jusque là et en particulier que l'on réformât complètement le système de comptabilité (3).

Enfin après l'enquête, le préfet, sur la demande de M. de Felice, confia ce soin à M. Poidomani, un de ceux qui avaient fait l'enquête ; celui-ci se mit à l'œuvre et,

(1) Voir plus haut, p. 129.

(2) Voir enquête, p. 46 et 103.

(3) Enquête, p. 46 et 130.

le 1^{er} janvier 1905, commença à fonctionner le nouveau système de comptabilité.

Cependant cette situation provisoire dura jusqu'en mars 1905, époque à laquelle à la suite du règlement de février élaboré par le Conseil communal, M. de Felice décida de confier la direction de l'entreprise à un des comptables du municipe (1).

Un traitement de 6.000 l. lui était accordé ; une commission administrative devait être nommée ; nous savons qu'en réalité elle ne fonctionna jamais.

De même l'organisation des responsabilités que prévoyait ce règlement ne fut jamais établie ; de même encore, la caution de 10.000 l. que devait fournir le directeur ne fut jamais versée par lui.

Ainsi au point de vue administratif, il est donc vrai de dire que l'entreprise n'est jamais sortie de l'état anarchique qui présida à ses débuts, et si cela était excusable à cette période difficile des débuts, on ne voit guère comment justifier cet état dans la période suivante.

Devant cette inorganisation, on peut se demander comment l'entreprise a pu vivre quatre ans. Seule la direction constante et la foi ardente de M. de Felice ont pu lui permettre cette durée.

Une entreprise privée de panification qui eût voulu s'organiser en grande industrie eût exigé une direction

(1) Ce fut d'abord M. A. Archidiacono, puis après lui M. Chinesi.

très ferme et suivie, et une comptabilité très soigneusement tenue.

Ces qualités étaient encore plus nécessaires de la part d'une municipalité qui tentait pareille expérience et il est permis de s'étonner de la légèreté et de l'incurie avec laquelle fut administrée la boulangerie de Catane.

Mais ce qui ne pourra nous étonner, ce sont les résultats financiers que devait donner une entreprise pareillement administrée, et ce sont ces résultats qu'il nous reste maintenant à étudier.

CHAPITRE VI

Résultats financiers.

Étudier les résultats financiers d'une entreprise dont la comptabilité était aussi peu organisée que celle de Catane est chose malaisée.

Nous ne redirons pas ici toutes les difficultés qu'éprouva la Commission d'enquête de 1904 pour mener à bien ce travail, et tous les détours qu'elle dût prendre pour y arriver.

N'ayant pu d'ailleurs trouver sur les registres certains chiffres dont elle avait besoin, elle a été plus d'une fois obligée d'établir des moyennes quand elle n'avait pas les chiffres exacts, ou même d'employer le système des probabilités.

C'est avec la plus grande difficulté que nous avons pu obtenir nous-mêmes les résultats de la liquidation du mois d'août 1905; les détails de cette liquidation nous ont été refusés; aussi demanderons-nous pour cette partie la plus grande indulgence.

Nous étudierons d'abord les résultats financiers établis en juillet 1904 par la Commission d'enquête, puis ceux établis par la liquidation de 1906.

L'enquête préfectorale divise la gestion en deux

périodes, l'une qui va du 18 octobre 1902 au 4 avril 1903, époque à laquelle le sieur B... vint organiser la comptabilité, l'autre qui va du 4 avril 1903 au 9 juillet 1904.

Pour la première partie, en particulier, le travail de la Commission d'enquête fut difficile, la comptabilité étant des plus élémentaires et se réduisant au seul livre de caisse tenu par M. S. Costarelli et à l'inventaire remis au sieur B... à son entrée en charge.

La Commission a établi les chiffres suivants pour cette période :

PASSIF.

1 ^o Farines.	1.410.003 ¹ 87
2 ^o Ingrédients divers	3 049 92
3 ^o Combustible	25.955 35
4 ^o Éclairage et force motrice	4.487 92
5 ^o Main-d'œuvre.	62.831 87
6 ^o Traitement du personnel technique . .	71 »
7 ^o Amortissement et usure	195 »
8 ^o Dépenses diverses	9.148 »
9 ^o Dépenses pour la distribution et la vente.	32.092 83
Total.	<u>1.248.195¹ 93</u>

ACTIF.

1 ^o Pain vendu	1.219.583 ¹ 99
2 ^o Résidus	940 55
3 ^o Cendre	18 35
Total.	<u>1.220.542¹ 89</u>
Soit une perte totale de	<u>27.635¹ 04</u>

A cela il faut ajouter 605 l. représentant les sacs trouvés en moins dans le magasin, ce qui donne une perte de 28.257 l. 89.

Le pro-syndic prétend que ce déficit vient de ce qu'il fit travailler à perte pendant le mois de janvier 1903, ne voulant pas augmenter le prix du pain par crainte des troubles, et que, sans cette circonstance, l'entreprise avait réalisé à cette date un bénéfice de 12.000 l.

Peut-être aussi, cette perte résultait-elle des difficultés dans lesquelles l'entreprise était créée, et serait-elle couverte par les bénéfices futurs qu'elle réaliserait plus tard.

Mais nous allons voir que les résultats de la seconde période, bien loin de couvrir le déficit de la première, ne firent que l'augmenter, malgré la comptabilité nouvelle du sieur B...

La gestion du 5 avril 1903 au 9 juillet 1904 donnait les résultats suivants :

Passif	5 248.754 ¹ 62
Actif.	5.163.157 35
Soit une perte de.	85 594 ¹ 27

Il n'est pas sans intérêt, croyons-nous, de voir les différents éléments de ce passif et de l'actif.

L'actif se décomposait ainsi :

1° Farines : 13.958.512 kilogrammes, soit . . .	4.047.948 ¹ 71
2° Ingrédients	10.056 94
3° Combustible	87.149 78

4° Éclairage et force motrice. 21 793 13

5° Main-d'œuvre : 578.108 l. 12, se divisant ainsi : 509.284 l. 35 comme salaire aux ouvriers ; 61.580 l. 50 de pain gratuit aux ouvriers, et 7.243 l. de versements pour frais de maladies.

Or nous savons déjà que le municipale employait alors 150 ouvriers en trop, et que, de ce chef, il aurait pu être fait une économie de 215.000 l. (1).

6° Traitement du personnel technique 6.899¹ 94

7° Intérêts du capital. 5.687 50

La boulangerie n'avait pas de capital circulant, mais la commune lui avait fourni un capital de premier établissement de 98.805 l.

En calculant les intérêts à 4 1/2 0/0, sur 400.000 l. la Commission arrivait à ce chiffre de 5.687 l. 50 (2).

8° Amortissement et usage : 15.166 l. 60 ;

9° Dépenses diverses : 62.161 l. 61, pour frais de locations, de voiture, d'imprimerie, de réparation ;

10° Dépenses pour la distribution et la revente : 413.779 l. 29, ainsi répartis :

35.993¹ 80 de frais de transport et de distribution ;

5.287 90 pour réparation du matériel de transport ;

16.405 84 de droit aux dépositaires du pain ;

274.860 83 aux anciens patrons ;

81.129 44 de droit aux revendeurs ;

101 48 de dépenses diverses.

Soit un passif de 5.248.351 l. 62.

(1) Voir plus haut, p. 117.

(2) Dans ses observations à l'enquête, le pro-syndic faisait ressortir la différence avec Palerme, qui avait dû avancer la somme de 350.000 l. pour un établissement beaucoup moins grand.

Ces dépenses auraient pu être considérablement réduites, nous le savons déjà, si le pro-syndic n'avait pas tenu à monopoliser l'industrie du pain au profit de la commune.

L'actif se divisait de la façon suivante :

1 ^o Pain.	5.158.965 ¹ 69
2 ^o Résidus	3.914 46
3 ^o Cendre	277 20

Soit un actif de 5.163.157 l. 35 et par suite un déficit pour cette période de 85.594 l. 27.

A ce chiffre de perte, il convient d'ajouter encore la somme représentant les manquants de magasin relevés pour cette seconde partie de l'enquête soit 33.741 l. 96 se décomposant ainsi :

1 ^o Farines, 4.684 kilogrammes en moins, soit.	2.861 ¹ 53
2 ^o Sacs vides manquants, soit	1.856 50
3 ^o Bois manquant, 15,407 bottes, soit.	770 35
4 ^o Scorza	2.215 50
5 ^o Pain manquant 77.002 kilogrammes, soit. . .	26.038 30

Le pro-syndic conteste tous ces chiffres; nous ne prendrons en considération que les observations qu'il a faites sur le dernier chef de manquants : le pain (1).

Il faut déduire du chiffre de 26.038 l. 30, dit-il, le pain donné aux ouvriers, gratuitement, soit 2 kilogrammes par jour pour chacun. Si on estime à 0.43 la

(1) Enquête, p. 85 et suivantes.

consommation journalière de chaque ouvrier, en multipliant ce chiffre par 410 ouvriers, chiffre de ceux qui ont droit au pain gratuit, on a 179 l. 22 par jour, et comme le nombre des jours sur lesquels a porté l'enquête s'élevait à 461, en multipliant 179 l. 22 par 461, on obtient le coût total du pain consommé gratuitement par les ouvriers soit 82.620 l. 42.

La Commission d'enquête n'en mettait en compte que 61.580 l. 50.

On retrouve donc ainsi la somme de 21.039 l. 92 qu'il faut déduire de 26.038 l. 30, chiffre indiqué dans l'enquête.

Une autre cause dont la Commission d'enquête n'avait pas tenu compte et qui vient encore expliquer une partie des manquants, est la vente du pain rassis aux ouvriers.

Le pain était vendu aux ouvriers à 0.50 les 2 kilogrammes et demi.

Or la Commission d'enquête calculait tout le pain dur, à 0.40 et 0.30 ou 0.80 les 2 kilogrammes et demi, alors qu'en réalité ce pain était vendu 0.50 : soit 0.30 de moins sur ce que la Commission faisait entrer en compte.

Il faut tenir compte aussi, ajoutait le directeur B..., de la perte subie pendant un certain temps du fait du mauvais état du sol d'une partie de l'établissement, et enfin celui-ci ne craint pas d'ajouter qu'il pouvait bien se faire qu'une assez grande proportion de pain : « avait

pris un chemin autre que celui auquel elle était destinée ».

Il semble donc que l'on puisse retrancher 22.000 l. environ du chiffre des manquants trouvés par la Commission d'enquête, ce qui donne pour cette période un chiffre de manquants de 11.741 l. 96 au lieu de 33.711 l. 96.

Si maintenant nous voulons estimer la perte totale de l'entreprise, depuis son origine jusqu'au 9 juillet 1904, nous avons les chiffres suivants :

Perte au 4 avril 1903	27.652 ^l 89
Sacs manquants à cette époque	605 »
Perte au 9 juillet 1904	85.594 27
Manquants à cette époque.	11.741 96
Soit une perte totale au 9 juillet de.	<u>125.594^l 12</u>

Le pro-syndic prétend que ce déficit ne représente pas une perte annuelle d'exploitation, mais une dépense extraordinaire destinée à indemniser les anciens boulangers de l'expropriation forcée qu'ils avaient dû subir (1).

Et de plus la Commission n'aurait pas tenu compte, d'après le pro-syndic, d'une somme de 35.000 l. versés à la commune le 31 décembre 1903, comme bénéfices de l'entreprise jusqu'à ce jour.

Mais, cette somme ne résultant pas de la comptabilité ne saurait venir en déduction sur le passif, et quant à

(1) Voir Enquête, p. 67.

l'indemnité aux anciens boulangers, nous savons déjà que la somme qui leur était payée n'a pas été une dépense de premier établissement, présentant un caractère extraordinaire, mais au contraire qu'elle a eu un caractère de dépense constante, et qu'elle s'est répétée tous les ans jusqu'à l'époque de la liquidation.

Ces résultats dévoilés par l'enquête de 1904, étaient donc peu satisfaisants, ils indiquaient une situation difficile mais non irrémédiablement perdue. Les commissaires eux-mêmes estimaient qu'avec une meilleure organisation, cette perte pourrait être couverte, et que la commune pourrait arriver un jour à trouver des bénéfices.

Quant au pro-syndic, bien loin d'accepter les résultats de la Commission d'enquête, il trouvait que l'entreprise avait réalisé un gain de 19.375 l. 63. Jamais, d'après lui, une entreprise n'avait été si prospère. « Sans exemple, disait-il, sans guide, sans autre enseignement que celui d'une pratique quotidienne, l'administration communale de Catane a réussi à donner une organisation si parfaite à la boulangerie qu'elle pourrait servir de modèle et d'exemple à toutes les futures entreprises de ce genre.

J'en suis rempli de fierté ! »

On comprend donc pourquoi, le pro-syndic après l'enquête, ne changea à peu près rien à l'organisation si parfaite de la boulangerie municipale.

Les comptes continuèrent à être tenus comme ils

l'étaient avant ; le nombre des ouvriers resta le même ; le prix de revient augmenta ; l'indemnité due aux anciens patrons ne fut pas changée ; la surveillance demeura aussi peu effective qu'aux premiers jours.

Aussi, non seulement les bénéfices ne vinrent-ils pas combler le déficit, mais ce déficit alla toujours augmentant, et la liquidation survint le 17 août 1906.

De cette liquidation nous avons pu obtenir les chiffres suivants :

ACTIF.	
Caisse	14.646 ^l 12
Dépôts divers qui sont à la banque commerciale italienne	13.000 »
Lombardo L. pour dépôt de grains.	26.350 »
Changes actifs	3.693 »
Pain vendu le 19 août 1906 . . .	895 44
Moulin « La Providence » . . .	39.005 14
En magasin. — Farines	3.601 17
Sacs vides. . . ,	845 03
Ingrédients	207 98
Combustible	1.542 05
Pain	1.328 70
Cendre et résidus	26 95
Dépôts.	6.638 40
Débiteurs divers	53.853 01
Fabrique, machines et appareils .	183.606 41
Total	<u>339.239^l 40</u>

Mais de la somme de 183.606 l. 41 représentant la valeur des machines et de la fabrique, au dire du liquidateur lui-même, il faut déduire 160.000 environ qui

devraient être portés au passif, parce que les machines et appareils qu'elle représente n'ont pas été payés.

Il ne reste donc plus à l'actif que : 339.239 l. 40 —
160.000 = 179.239 l. 40.

PASSIF.

Commune de Catane pour avances	
de fonds.	165.785 ¹ 23
Fournisseurs de farine	263.277 43
Créditeurs divers	73.234 14
Auxquels il faut ajouter la somme que nous avons retirée de l'actif, qui représente la dépense à payer pour les machines et appareils .	160.000 »
Total.	<u>662.296¹ 80</u>

En déduisant 179.239 l. 40, actif, de 662.296 l. 80, passif, nous avons le chiffre de : 483.057 l. 40 qui représente le déficit total de l'entreprise depuis le mois d'octobre 1902 jusqu'au 19 août 1906.

Ce qui n'empêchait pas le pro-syndic de dire à la même époque, que; « en quatre années de gestion, l'entreprise n'avait pas donné un sou de déficit ! (1) ».

(1) *Corrière di Catania*, 22 août 1906.

CONCLUSION

C'est donc à une catastrophe qu'a abouti cette tentative d'« automatisme social ».

Et pouvait-il en être autrement, quand on sait dans quel esprit elle avait été conçue, et vers quelles fins elle était dirigée ?

Faire servir à des vues politiques une entreprise économique : c'est là le plus gros danger qui menace le système de la municipalisation.

Au lieu de s'en garder, il semble que la municipalité de Catane ait tenu à le braver.

Il est certain qu'à l'avènement du parti populaire à la mairie de Catane, en 1902, l'état déplorable de l'industrie du pain, justifiait une intervention immédiate et énergique de la part des pouvoirs publics.

Cette intervention se manifesta d'abord par la taxe du pain, puis — celle-ci devenant insuffisante et inutile — par la municipalisation de la boulangerie et peut être était-ce là en effet le moyen le plus efficace pour porter un remède aux maux que l'on voulait supprimer.

Mais au lieu de faire de la boulangerie municipale une institution utile à tous les citoyens — ce qui n'eût été que juste, puisque tous les citoyens en supportaient les charges — le pro-syndic voulut en faire un instrument

de lutte aux mains d'une classe contre une autre classe ; et pour favoriser une partie de la population, les 19 0/0 environ, il a gravement lésé les intérêts de l'autre partie, de beaucoup la plus nombreuse puisqu'elle représentait les 81 0/0 de la population.

Sous les apparences d'une institution économique, l'entreprise fut surtout, et presque exclusivement, une institution politique.

Créée pour supprimer les abus qu'engendre le régime de la petite industrie, elle n'a pas su éviter elle-même ceux que peut engendrer le monopole.

Pour supprimer un excès, elle est tombée dans un autre, et de même que les excès du régime tyrannique et anarchique de la petite industrie avaient été la raison de l'origine de la municipalisation, de même ceux de la municipalisation provoquèrent l'apparition de l'institution qui devait venir briser le monopole de la commune, la boulangerie coopérative.

De celle-ci, nous ne dirons pas non plus d'ailleurs qu'elle ait été une entreprise uniquement économique.

Les noms de ses directeurs et ceux de ses sociétaires sont trop exactement ceux du parti opposé à l'administration socialiste pour que nous n'y voyions pas aussi un but politique ; mais pouvait-il en être autrement, et n'était-il pas naturel que, le parti socialiste ayant trouvé dans la boulangerie municipale une arme de combat, le parti opposé cherchât, dans la création d'une boulangerie coopérative, un moyen de se défendre ?

Mais si ces deux institutions ont eu toutes les deux un but politique, et sont en cela semblables, elles diffèrent singulièrement par les résultats qu'elles ont engendrés.

Tandis que l'une, la boulangerie municipale, a été amenée à la faillite, l'autre a prospéré et s'est développée régulièrement et sans à-coups.

Et de cette constatation nous pouvons conclure que, si une entreprise municipale ne peut durer, lorsqu'elle est créée pour des fins politiques, il n'en est peut-être pas de même d'une entreprise coopérative créée dans le même but.

Enfin si nous voulions tirer de toute cette étude une conclusion, qui, pour être plus générale ne soit pas cependant téméraire, nous dirions volontiers : la municipalisation de certains services publics, et en particulier celle de la boulangerie, est peut-être en certains cas nécessaire ; mais elle exige de la part de ceux qui l'entreprennent un vif sentiment de l'intérêt général qui les empêche à chaque instant de perdre de vue ce principe, que c'est dans l'intérêt de tous et non dans l'intérêt d'un parti que l'entreprise doit être dirigée.

Peut-être la gestion des grands services publics par la commune, sera-t-elle dans l'avenir, une des formes nouvelles de l'activité communale, et comment nous en plaindrions-nous si elle demande de la part d'un plus grand nombre de citoyens un degré de conscience plus élevé, et plus de moralité ?

Vu à Paris, le 1^{er} octobre 1907.

Le Président de la thèse,

RAOUL JAY.

Vu :

Paris, le 1^{er} octobre 1907.

Le Doyen de la Faculté,

CH. LYON-CAEN.

Permis d'imprimer :

Paris, le 1^{er} octobre 1907.

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

BIBLIOGRAPHIE

Aziende municipalizzate, diretti dei communie diretti dei terzi, par M. GINO PIERANTONI. Rome. 1906.

Municipalisation du pain à Catane, par F.-G. TENERELLI. Rome, 1905.

Municipalizziamo il pane, par PUCCI. Florence, 1904.

Municipalizzazione del pane à Catania, par G. DE FELICE GIUFFRIDA.

Giornale degli economisti, articles de M. CICERO, décembre 1904, janvier, avril, juillet 1905; articles de TENERELLI, décembre 1905.

WEICHS GLON. — *Revue d'économie politique*, octobre-novembre 1897.

TILL. — *Revue d'économie politique*, avril 1897.

L'œuvre économique des municipalités. M. GAUCHERON. Paris, 1906.

Il nostro giornale, articles de M. BUFFOLI, février-mars 1903, février 1905, août, octobre 1906.

Corrière della Sera, articles de BARZINI, janvier-février 1903.

Il Tempo, 23 janvier 1903 et 5 février 1903.

Inchiesta sulla municipalizzazione del pane. Catania, 1905.

La panificazione municipale à Catania, A. TUENA. Rome, 1903.

Scandaglio pratico sul pane. Catania, 1884.

Regolamento per la municipalizzazione del pane approvato del consiglio comunale nelle sedute del 31 Gennaio e 28 febbraio 1903.

Municipi di Palermo. Rendiconto à 31 décembre 1904. Palermo, 1905.

Monografia del panificio Bergamasco. Bergame, 1906.

Sicilia.

Corrière di Catania.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	5
CHAPITRE I. — <i>Historique</i>	13
CHAPITRE II. — <i>La boulangerie et les consommateurs</i>	61
1 ^o Prix de vente	61
2 ^o Prix de revient.....	80
3 ^o Qualité du pain.....	97
CHAPITRE III. — <i>Rapports avec les ouvriers</i>	109
CHAPITRE IV. — <i>Rapports avec les anciens patrons</i>	133
CHAPITRE V. — <i>Rapports avec la commune</i>	145
1 ^o Situation légale	145
2 ^o Rapports administratifs	150
CHAPITRE VI. — <i>Résultats financiers</i>	157
CONCLUSION	167

